

صكنا من الامل



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE



QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14384 - 6 F

MERCREDI 8 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Tout va mal

Des dizaines de morts en quelques jours

M. Gorbatchev justifie l'intervention des parachutistes en Arménie

Contrastes soviétiques

La situation soviétique nous a habitués depuis plusieurs années aux contradictions, mais l'exercice auquel se livre ce jour-ci M. Gorbatchev est à cet égard plus spectaculaire que les autres. D'un côté, le président soviétique affiche une brutale fermeté dans le Caucase, approuvant totalement une intervention de ses militaires, qui se soldent par plusieurs dizaines de morts. De l'autre, en transférant à la Russie l'autorité fédérale sur les principales houillères du pays, il fait à son rival M. Boris Eltsine une concession de taille, et annonce peut-être, enfin pour de bon, l'inévitable dévolution des pouvoirs du « centre » vers les Républiques soviétiques.

Il est vrai que M. Gorbatchev peut se dire conséquent avec le principe de légalité dont il se réclame en matière nationale. Face aux affrontements nationalistes dans le Caucase, qui ont presque toujours été violents, l'armée soviétique peut revendiquer dans cette région, à la différence de ce qui se passe par exemple dans les Républiques baltes, un rôle pacificateur.

MAIS c'est aussi un fait que l'enlèvement des torts de la seule partie arménienne, Moscou, qui a toujours refusé de traiter au fond le problème du Karabakh, donne à nouveau l'impression de pencher d'un seul côté : qui pourra prétendre que l'Azerbaïdjan a complètement désarmé ses propres milices, alors que des forces de cette République ont été signalées aux côtés des troupes fédérales dans les opérations de ces derniers jours ? M. Ter-Petrosian, le président arménien, est en tout cas mal récompensé de la grande modération dont il avait fait preuve jusqu'à présent.

Le contraste avec les concessions que le président soviétique vient de faire à M. Eltsine n'en est que plus grand. Il est vrai qu'à court terme M. Gorbatchev se débarrasse ainsi sur son rival d'un grand fardeau : les mineurs lui avaient déjà causé beaucoup d'ennuis lors de leur grève de 1989, ils sont restés particulièrement difficiles à « gérer ». Mais leurs revendications étaient devenues de plus en plus politiques : elles étaient de la liquidation de la tutelle du « centre » à l'élimination du rôle du Parti communiste sur les lieux de travail. Les voici pratiquement acceptées, au grand dam de l'administration fédérale, notamment de son chef de file le plus connu, M. Rykov, l'ancien chef du gouvernement qui a décidé de se présenter le mois prochain contre M. Eltsine à la présidence de la Russie, avec le soutien... du PC soviétique dont M. Gorbatchev est le chef.

C'EST le second Gorbatchev qui a choisi d'appuyer M. Mitterrand lors de sa visite à Moscou : l'homme qui, dans un nouveau virage, et sans doute pour échapper au carcan de plus en plus pesant que lui imposaient les « durs » du parti et de l'armée, a décidé de faire un pas en direction des « réformateurs ». M. Eltsine a obtenu, dans la foulée, de créer son propre KGB, et il devrait pouvoir élargir la brèche dans le domaine économique : on voit mal comment le pétrole de Sibérie, voire l'énergie nucléaire, ne tomberaient pas, après le charbon, dans son escarcelle.

M0147 - 0508 0 - 6,00 F



M. Gorbatchev a justifié, lundi 6 mai, les interventions des parachutistes soviétiques contre des villages arméniens, qui ont fait depuis la semaine dernière plusieurs dizaines de morts, par la nécessité de désarmer les milices. « Sinon, a-t-il dit, nous assisterions à une véritable guerre (...) La loi doit être respectée. » De son côté, le président de la République d'Arménie, M. Lavon Ter-Petrosian, a affirmé que l'URSS avait « virtuellement déclaré la guerre à l'Arménie ». A Erevan, le parlement arménien a lancé un appel à l'aide à l'ONU.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La situation intérieure soviétique, et singulièrement les événements d'Arménie, ont occupé une grande place dans les entretiens de M. Gorbatchev et de M. Mitterrand. Le président soviétique a été amené à commenter à chaud l'assaut donné lundi par des troupes obéissant à Moscou contre un village arménien proche de la frontière avec l'Azerbaïdjan. Il s'agit d'un des plus graves affrontements de ces derniers mois dans le Cau-

case puisqu'il aurait fait « des dizaines de morts », selon M. Levon Ter-Petrosian, le président arménien.

M. Gorbatchev a évoqué longuement cette affaire en donnant l'impression qu'il avait lui-même donné l'ordre de cette intervention musclée des parachutistes contre le village arménien de Voskepar.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 3 ainsi que l'article de CLAUDE TREAN : « M. Mitterrand a apporté un soutien sans réserve à M. Gorbatchev »

Les violences en Yougoslavie

Belgrade annonce la « mobilisation partielle » de l'armée... page 4

Les dominos au tiroir

par André Fontaine

La tragédie kurde, les meurtres du Kosovo libéré, le Bangladesh uoc fois de plus englouti, le choléra qui le menace ou même temps qu'il s'étend en Amérique du Sud, la famine qui revient en Afrique, l'épidémie inextinguible du sida, le bilan, qui ne cesse de s'alourdir, de Tchernobyl et la menace

que fait pleurer l'état de son sinistre « sarcophage », la guerre civile qui mène le bout de son nez dans le Caucase et en Yougoslavie, le mouton de l'échiquier et celle, corrélatrice, de la criminalité, dans la plupart des pays du monde : les mauvaises nouvelles, ces temps-ci, se ramassent à la pelle, et l'on comprend que le cœur du président des Etats-Unis lui donne du fil à retordre. Comme de surcroît le temps

Le schéma Universités 2000 en conseil des ministres

Le gouvernement veut multiplier les IUT

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, devait présenter, mardi 7 mai, devant le conseil des ministres, une communication sur le schéma Universités 2000. La création de sept nouvelles universités (quatre en région parisienne, deux dans le Pas-de-Calais et une à La Rochelle) est confirmée. Mais le gouvernement a surtout opté pour un développement massif des formations techniques courtes, avec la création de cinquante mille places dans les instituts universitaires de technologie (IUT) en cinq ans.

Il y a tout juste un an, le gouvernement s'engageait à consacrer un peu plus de 16 milliards de francs, entre 1991 et 1995, au développement du système universitaire français. Depuis, le ministre de l'éducation nationale s'efforce de résoudre une équation à multiples paramètres : comment répartir ces investissements, dans quelles formations, au profit de quelles régions et de quelles villes et dans le cadre de quel partenariat, notamment financier, avec les collectivités territoriales ?

M. Jospin apporte, avec quel retard sur le calendrier initialement prévu, une première série de réponses. Ce cadrage à la fois quantitatif et qualitatif du plan Universités 2000 comporte

quelques confirmations et bon nombre de surprises. Ainsi, la volonté ministérielle de favoriser, à terme, l'émergence d'une dizaine de pôles universitaires européens est confirmée : dès cette année, Grenoble, Lille, Montpellier, Strasbourg et Toulouse bénéficieront de ce statut. Le site d'Orsay, initialement envisagé, n'est plus retenu dans l'immédiat.

De même, se trouve réaffirmée la décision gouvernementale de créer quatre nouvelles universités dans la région parisienne autour des villes nouvelles de Cergy-Pontoise, Evry, Marne-la-Vallée et Saint-Quentin-en-Yvelines-Versailles.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 10

Un pas vers l'Europe sans frontières

Le conseil des ministres devait approuver, mardi 7 mai, un projet de loi portant ratification de la convention de Schengen. Signée entre les pays du Benelux, l'Allemagne et la France en juin 1985, cette convention, paraphée depuis par l'Italie, énumère les mesures destinées à compenser la suppression des contrôles aux frontières.

page 4

Les secours au Bangladesh

Une économie naufragée. Lire page 10 l'article de notre envoyé spécial ROGER CANS

Un entretien avec le président de la Mauritanie

Normalisation de la vie politique « avant la mi-92 » page 5

SCIENCES & MÉDECINE

● Suéziend, un royaume face au sida. ● Le ciel troué de noir. ● Les Celtes, ces premiers Européens. ● Jacques-Louis Lions, lauréat du prix du Japon. pages 15 et 16

« Sur le fil » et le sommaire complet se trouvent page 24

Réorganisation du renseignement militaire

Trois tire les leçons de la guerre



Lire nos informations page 22

M. Mitterrand, modernisateur du capitalisme

En dix ans, le chef de l'Etat a rompu à la fois avec le pseudo-libéralisme de la droite et avec le volontarisme de la gauche

par Erik Izraelewicz

L'économie française n'aurait sans doute jamais été, depuis la fin de la seconde guerre mondiale au moins, aussi libérale qu'après dix années de « socialisme ». Le paradoxe est sans doute l'un des plus inattendus de ceux produits par la décennie Mitterrand. Faut-il, pour autant, en conclure que les socialistes français ont, au cours des dix années écoulées, découvert les vertus de l'économie de marché, mais oublié le socialisme ? Les choses ne sont pas aussi simples.

La reconnaissance par les socialistes de la supériorité du marché n'est qu'un aspect d'une révolution plus large : la fin de l'exception française dans le

domaine économique. La France n'a pas pu échapper à la vague libérale qui a inondé le monde à partir de la fin des années 70. Elle s'est banalisée. Dans ces conditions, au « socialisme à la française », M. François Mitterrand a habilement substitué l'ambition européenne. Les multiples reniements auxquels la gauche a dû procéder, avec l'abandon du volontarisme étatique et du dirigisme, ne signifient pourtant pas une conversion totale et aveugle au marché.

Malgré un apparent consensus – sur la politique conjoncturelle, en particulier – entre la gauche et la droite, subsistent des conceptions différentes. La décennie a rendu caduques les controverses entre socialisme et capitalisme pour leur substituer un débat sur

le type de capitalisme souhaité. De nouveaux clivages apparaissent à ce sujet : ils ne recouvrent pas nécessairement les frontières actuelles des partis.

Est-il nécessaire de le rappeler ? Au cours de la décennie Mitterrand, mars 1983 a été un mois décisif. Après deux années de réformes sociales importantes, les caisses de la France sont vides. A l'issue d'une période tendue d'intenses discussions, le président de la République décide un retour à l'orthodoxie. La France reste dans le système monétaire européen et en accepte toutes les contraintes. La décision est historique.

Lire la suite page 8

ainsi qu'un portrait de M. Elisabeth Guigou par THIERRY BREHIER et nos informations page 9.

Le livre blanc.

demain, les retraites
Un contrat entre les générations

Préface de Michel Rocard

23,50 F

Folio. Inédit.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 8 P ; États-Unis, 466 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 P ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Santé

Une médecine encore libérale

par Pierre Castagnou

DIRE que l'exercice libéral de la médecine est en voie d'extinction parce qu'on instaure le tiers-payant et les forfaits de biologie relève soit de l'incompétence, soit de la polémique pure.

Confondrait-on soudain un système de santé avec ses modalités pratiques ou les outils dont il dispose ? Est-ce la modalité d'exercice du médecin qui est en cause ? Est-ce l'outil ? Est-ce la forfaitisation de certaines dépenses. Cessez-vous d'être un professionnel libéral parce qu'on ne perçoit pas directement ses honoraires ? Le forfait de soins, le contrat de santé entraînent-ils la fonctionnarisation du médecin ? Non. Le prétexte, téméraire d'un raisonnement partisan.

En effet, ce qui caractérise l'exercice libéral, le dirai-je même l'éthique libérale, c'est tout à la fois l'indépendance, la technicité, la personnalisation, la responsabilité et la déontologie. Autant de caractéristiques qui ne sont nullement remises en cause par le tiers-payant et le forfait. Les médecins, biologistes ou kinésithérapeutes qui les ont acceptés contractuellement ne l'ont-ils pas compris ainsi ?

Dogmatisme ou pragmatisme, immobilisme ou réformisme, là est le vrai débat. Repenser les modalités d'un système pour pallier ses insuffisances ou corriger ses effets négatifs équivaut à le redynamiser face à des situations nouvelles, non à le faire basculer du côté opposé.

La réforme de certaines professions juridiques et judiciaires et la possibilité pour toutes les professions libérales réglementées d'exercer sous forme de sociétés de capitaux, adoptées par le Parlement à la fin de 1990, traduisent bien cette nécessité d'aller de l'avant dans un monde qui bouge de plus en plus vite. Les professions libérales ne pourront pas échapper à l'harmonisation de certaines de leurs règles déontologiques ou de leurs pratiques, une fois le marché unique européen réalisé.

A camper en effet sur leurs seules traditions, peu de professions survivront aux mutations nécessaires de cette fin de millénaire. Ce n'est pas parce que leurs règles, leurs modes d'exercice se diversifient, évoluent, se modernisent que les professionnels libéraux vont pour autant perdre leur âme.

Nos amis allemands ne s'y sont

pas trompés, qui ont vécu avec moins d'angoisse que nous les effets d'une médecine toujours plus performante et coûteuse les engageant récemment dans la voie d'une autorégulation des dépenses. Se sont-ils pour autant sentis fonctionnarisés ? Ont-ils aliéné leur liberté parce qu'ils n'étaient plus directement honorés par leurs malades ? Se sont-ils sentis démotivés et désresponsabilisés ? Outre-Rhin, à cette occasion, point de conflit idéologique ni de guerre de religion !

Plus personne ne doute aujourd'hui de la nécessité de maîtriser les dépenses de santé. Plus personne ne nie les gaspillages, les abus, les prescriptions inutiles, qui reflètent souvent la demande de patients mal informés. Dans ces conditions, est-il anormal de vouloir adapter notre système de soins ? Les attitudes d'immobilisme, l'absence de courage politique n'auraient-elles pas, au contraire, pour effet de précipiter l'exercice libéral vers une mort certaine ou vers une médecine à deux vitesses ?

► Pierre Castagnou est délégué interministériel aux professions libérales.

Médias

Les leçons de Télé Free-DOM

par Cathodon

Ceux qui reprochent au CSA son action à la Réunion et la saisie de Télé Free-DOM feraient bien de se demander : qu'aurions-nous fait à la place de l'autorité de régulation de l'audiovisuel ? Un minimum d'honnêteté intellectuelle et d'attachement à l'État de droit les conduirait alors à répondre : nous aussi nous aurions demandé la saisie.

1) La liberté d'expression s'exerce dans le cadre des lois qui la réglementent. « Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi » (article XI de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789). La liberté d'expression, surtout dans le secteur audiovisuel, ce n'est pas la licence de faire n'importe quoi : occuper l'espace hertzien en jouant des coudes, brouiller l'éther, diffuser son semblable, piller la propriété intellectuelle, déverser à toute heure violence ou pornographie, inciter à l'émeute. Aussi la loi française est-elle légitimement exigeante à l'égard des diffuseurs : sélection à l'issue d'un appel aux candidatures rigoureux, obligations en matière de pluralisme, quotas de diffusion et de production, réglementation de la publicité et du parrainage, respect du droit de réponse et de la législation sur la presse, etc.

A quoi bon avoir institué toutes ces règles, à quoi bon entretenir un organisme comme le CSA pour veiller à leur application, à quoi bon tant insister, à Bruxelles, pour que nos voisins européens nous suivent dans nos exigences légales, si nous admettons qu'une télévision pirate puisse n'être jamais saisie ? En assurant l'impunité à celui qui s'affranchit de toute obligation, on avantage le tricheur, on pénalise le vertueux, on décredibilise la règle du droit. On tombe dans le travers constant de la politique audiovisuelle nationale : l'inconséquence.

2) Bien sûr, le bras séculier ne

doit pas s'abstenir sans discernement. Le CSA en est profondément convaincu : toute sa politique est fondée sur l'idée que la sanction est un ultime recours. A la Réunion, sa décision n'a été ni hâtive ni brutale. Il n'a rien négligé pour réinsérer Télé Free-DOM dans la légalité. Au reste, le Conseil eût été d'autoriser Télé Free-DOM à l'issue de l'appel aux candidatures lancé dans l'île en mai 1989. Mais, comme les élus locaux (conseil régional en tête), il a dû se rendre à trois évidences : la première était la supériorité du projet Antenne Réunion ; la deuxième était l'intransigence de C. Sudre, qui a toujours voulu faire cavalier seul et toujours brandi la menace de troubles à l'ordre public ; la troisième était l'incompatibilité du fonctionnement de Télé Free-DOM - fondé sur le pillage et la programmation bas de gamme - avec les normes de qualité et de légalité les plus élémentaires. C'est dans ce contexte que le Conseil a donné son feu vert au parquet pour saisir le matériel d'émission, tout en laissant aux magistrats le soin de fixer le moment opportun.

3) La spécificité de l'outre-mer, si souvent invoquée par les détracteurs du CSA, poussait non à la mollesse, mais à la fermeté.

D'abord parce que les DOM-

TOM, sociétés fragiles, travaillaient par de multiples tensions internes, ont un besoin particulier de l'autorité de l'Etat. Ensuite parce que tolérer indéfiniment Télé Free-DOM aurait donné droit de cité aux télévisions pirates aux Antilles et, par contagion, multiplié les vocations filibustères outre-mer. Il devenait alors impossible d'offrir à nos concitoyens de Saint-Denis, de Basse-Terre, de Papeete et d'ailleurs les vraies télévisions de proximité auxquelles ils ont droit. Une télévision locale respectueuse de la légalité et proposant au public une programmation digne de ce nom a déjà du mal à équilibrer ses comptes, du fait de l'exiguïté du marché publicitaire local et des restrictions réglementaires. Cela devient franchement impossible si elle doit subir la concurrence déloyale d'un ou de plusieurs pirates qui, eux, peuvent tout se permettre.

4) Certains voudraient pourtant, au nom des désertés d'outre-mer, que l'outre-mer soit marginalisé, que la loi républicaine ne s'y applique pas pleinement. A les entendre, Télé Free-DOM, malgré tous ses défauts, était ébriée par la population du Chaudron. En fin de compte, on a mal agi. Cette vision des choses est à la fois erronée et injurieuse.

Elle est erronée, car elle méconnaît que l'audience de Télé Free-DOM a toujours été limitée. Selon les sondages disponibles, Télé Free-DOM est toujours arrivée troisième derrière les deux chaînes de service public RFO1 et RFO2 (1).

Elle est également fautive de prétendre que tout un peuple soit descendu

dans la rue en février pour défendre « sa » télévision. Le noyau dur des manifestants était en fait constitué d'une phalange bien organisée d'une trentaine de desperados. La foule qui affronte les CRS n'excède pas trois cents personnes : jeunes en difficulté d'insertion venus crier leur mal de vivre, se défouler un peu, profiter de l'ambiance de magasins éphémères. Ce carnaval insurrectionnel a fini tragiquement. Ce n'était pas pour autant une révolution.

5) Et la casse ? Là encore l'argument militait dans le sens de la rigueur. Comme l'a bien mis en lumière le rapport d'information de l'Assemblée nationale, présenté par M. Sapin, C. Sudre et les siens ont exercé une influence décisive sur le déclenchement de la violence.

Cette circonstance aggravante, révélatrice de la capacité de nuisance que peut acquérir un démagogue lorsque la déroute commet l'écroulement de la maîtrise des pouvoirs locaux. Elle a souligné crûment les effets contreproductifs de la tolérance dont Télé Free-DOM avait bénéficié jusqu'à là, particulièrement entre 1986 et 1989.

Il n'empêche que nombre de bons esprits retiennent précisément cette violence comme atténuation des torts de Télé Free-DOM. Marqué au fer rouge de la culpabilité collective, toujours pierre consolatrice, leur raisonnement est à peu près le suivant : si, au Chaudron comme dans les banlieues chaudes de métropole, il existe des casseurs, c'est qu'il existe aussi des laissés-pour-compte ; s'il existe des laissés-pour-compte, c'est que la société n'a pas fait son devoir : la casse est un cri de détresse ; en y répondant par le maintien de l'ordre, la société aggrave son cas et refuse d'entendre le SOS qui lui est adressé. Cette attitude « compréhensive », moralement respectable, est politiquement très dangereuse car elle légitime la casse comme moyen d'expression de l'insatisfaction.

Il faut, à la Réunion, combattre le sous-développement, l'analphabétisme, l'alcoolisme, recourir en place des filières de formation appropriées, attirer des capitaux extérieurs...

Cela ne sera ni facile ni immédiat. Cela devrait se faire même si Télé Free-DOM n'avait jamais existé.

En attendant, ce n'est pas en légalisant une drogue audiovisuelle sous la pression de la rue que l'on fera avancer les choses... sauf à compter sur la drogue pour faire prendre en patience le sous-développement.

(1) Quant à la situation actuelle, elle est caractérisée par une offre audiovisuelle qui, sans être aussi riche qu'en métropole, n'est pas pour autant négligeable : trois chaînes et quatre chaînes (RFO1, RFO2, Antenne Réunion, Canal Réunion).

► Cathodon est le pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

Sécurité routière

L'Europe et les morts de la route

par Christian Gerondeau

CHAQUE jour, les accidents de la route sont à l'origine de cent trente-cinq morts et quatre mille blessés sur le territoire de la Communauté européenne. Chaque année, ils y tuent, sans que l'on en parle, cinquante mille personnes et en blessent un million et demi d'autres. Depuis la signature du traité de Rome, ce sont - chiffres incroyables - deux millions d'êtres humains qui ont laissé leur vie sur les différents réseaux routiers des douze pays membres et quarante millions d'autres qui y ont été blessés, avec les conséquences souvent dramatiques que chacun sait. Ce sont autant de familles qui ont vu briser le cours de leur destin, à tel point qu'il n'existe plus guère d'Européens qui ne connaissent de victimes parmi leurs proches ou leurs amis.

On pourrait penser que, devant ce drame d'une ampleur telle que les chiffres sont incapables d'en rendre vraiment compte, l'Europe se soit organisée pour faire front, conjuguant les efforts et le savoir-faire de ceux - trop peu nombreux au demeurant - qui ont appris, sinon à supprimer les accidents de la route, du moins à en limiter le nombre et la gravité. Il n'en est rien encore, et cela pour deux raisons d'ordre différent.

La première découle de l'histoire même de la Communauté. Il a fallu que celle-ci existe dans les domaines économique, industriel, agricole, alimentaire, politique, avant de pouvoir porter ses regards sur le secteur des transports, qui n'a pas revêtu jusqu'à présent de caractère prioritaire à ses yeux. Un rapport du Parlement européen a pu relever qu'un seul fonctionnaire ayant rang de chef de service s'occupait à Bruxelles des dossiers de la sécurité routière, et encore à temps partiel, alors que la sécurité routière ne bénéficie que de 1 % du budget du secteur des transports.

Mais la seconde cause de l'inaction est beaucoup plus profonde. Elle tient à l'idée, universellement répandue, qu'il n'y a rien à faire contre les accidents de la route et qu'il convient donc de les accepter comme une fatalité de notre civilisation et de notre époque.

Or cette idée est fautive. Un récent rapport (1) d'un groupe d'experts européens a mis en évidence que les risques par kilomètre parcouru s'élevaient de un à sept selon les pays de la Communauté. Il a montré que, pour des pays voisins en tous points par la population, le rempement national, la langue, le niveau de vie, la motorisation, le taux d'accidents variaient du simple au double selon l'intensité avec laquelle le fléau était attaqué. Il a ramené enfin qu'une action déterminée, conduite au niveau communautaire avec les moyens voulus et notamment les structures nécessaires, permettrait en mettant en commun le savoir-faire et l'expérience de tous les pays de réduire au minimum de 20 % à 30 % le nombre

des morts et des blessés graves en Europe d'ici à l'an 2000.

Fort heureusement, il est permis d'espérer. Un dynamisme nouveau souffle sur le secteur des transports, dont les crédits ont été doublés cette année. Ce sont ses responsables qui ont pris l'initiative, pour la première fois, de commander une étude européenne globale sur la sécurité routière.

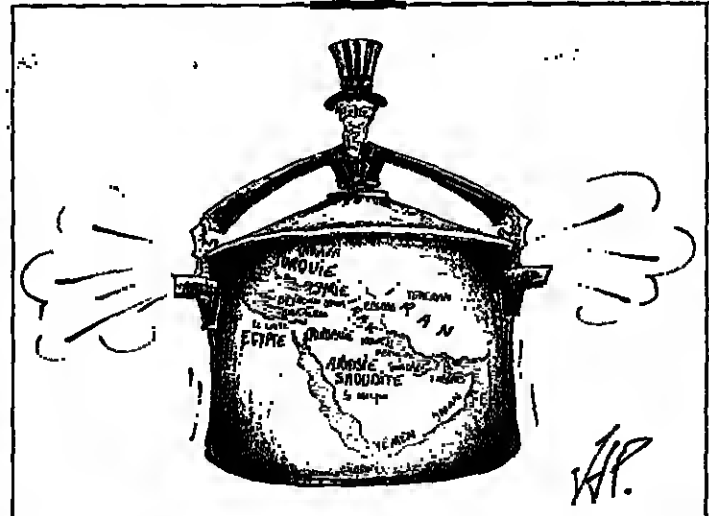
Il reste à tous à prendre conscience de ce qu'a l'évidence, s'il n'y avait qu'une action à privilégier au sein de la politique communautaire des transports, ce serait celle qui a pour objet de tout faire pour limiter le nombre des drames de la route.

Il est sans doute important de gagner quelques dizaines de minutes sur les liaisons entre grandes villes européennes. Mais cet objectif ne revêtirait-il pas un caractère dérisoire si, comme c'est le cas aujourd'hui, plusieurs milliers d'Européens continuaient d'être tués ou blessés dans un accident de la route ? Oui, la Communauté européenne a eu raison de se porter au secours du peuple kurde. Elle s'honore d'avoir pris, parmi les nations du monde développé, l'initiative des secours. Le moment est venu pour elle de s'attaquer avec le même courage et la même détermination à

un drame qui n'est pas moindre et dont ses citoyens sont victimes sursoo propre soit. Si elle le fait, le succès dépassera ses espérances.

► Christian Gerondeau est président du groupe d'experts européens en sécurité routière.

TRAIT LIBRE



Bibliographie

Sujets et citoyens

LE RAS-LE-BOL DES ADMINISTRÉS
de Jean-Claude Delarue.
Calmann-Lévy, 216 p., 89 F.

DANS la famille des écologistes, Jean-Claude Delarue a une position singulière. Il trouve Antoine Waschter trop doctrinaire et Brieux Lalonde financièrement trop peu armé pour que son action ait des retombées concrètes. Or ce sont des résultats immédiats que veut enregistrer Jean-Claude Delarue. Ce qui l'a conduit à créer en 1985 l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA). Pour lui, en effet, l'administration est la première responsable de la dégradation de l'environnement et de la qualité de la vie.

N'y a-t-il pas là une pétition de principe ? Faut-il s'étonner que l'on ait trouvé en position quelconque peu « postmoderne » ? Il est tellement facile depuis que la France est France de désigner les fonctionnaires comme boucs émissaires. Comme si nos compatriotes dans nos rues, sur nos plages, dans nos forêts n'étaient pas les premiers salissés, les industriels, les grands pollueurs et les bureaux privés accessibles au public, toujours

des modèles d'accueil. Comme si l'autodiscipline n'était pas le meilleur remède contre les carences de l'administration.

Cela dit, l'association de Jean-Claude Delarue a eu l'avantage de constituer, face aux pouvoirs publics, un organisme de pression efficace et de rassembler des témoignages parfois incroyables. Ce sont ces histoires où le bureaucrate transforme les citoyens en sujets qui nous ont ici intéressés. Leur intérêt est de couvrir un champ qui dépasse de loin l'écologie. Ainsi, on découvre sur ses formes obuses de bureaux dans certaines établissements d'enseignement pour enchaîner sur les opérations dont sont victimes les « petites gens », locataires ou propriétaires sous prétexte d'opérations d'intérêt public qui se révèlent détournées au profit d'un « puissant ».

Le chapitre sur les rambarments autoritaires est peut-être celui qui attirera le plus l'attention parce que l'opinion publique ignore tout de cette « machine infernale à voler les propriétaires ruraux ». Sous prétexte de remédier au morcellement de la propriété paysanne, on procède trop souvent à de véritables spoliation de l'aide d'habitants et de gendarmes. Après un coup de pelle à la FNSEA

délaissent les petits paysans. Jean-Claude Delarue passe au laxisme de l'administration à l'égard des installations le plus polluantes et des transports de matières dangereuses ainsi que des producteurs de déchets toxiques. La délinquance des PTT vis-à-vis des erreurs de facturation de téléphone ou de Minitel est moins vraie aujourd'hui, il le reconnaît. Mais le ton est sérieux sur les bavures médicales à l'hôpital et les difficultés d'obtenir réparation ainsi que sur l'attitude des « bureaux » face aux pauvres et aux étrangers. Des pages fort bien venues. Egalement celles qui sont consacrées au quartier du Sentier, centre privilégié de la surexploitation de la main-d'œuvre et des magouilles en tout genre.

On ne parlera jamais assez des abus. La livre de Jean-Claude Delarue, malgré les réserves que nous avons soulevées au début, s'ajoute ainsi efficacement aux pierres apportées par la Cour des comptes, le médiateur ou parfois le Conseil économique et social. Il a l'avantage, lui, d'être accessible au grand public, d'autant plus qu'il fourmille d'anecdotes plus démonstratives que n'importe quel discours.

PIERRE DROUIN

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte Bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voir normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	480 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Bourve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine
Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE
• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____
obligatoire

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

صلى الله عليه وسلم

Six pays, un espace sans frontières

Les critiques semblent aujourd'hui moins virulentes. M. P. Masson, fer de lance de la contestation « sécuritaire » il y a deux ans, a mis de l'eau dans son

Côté associations, des réticences demeurent. Amnesty International, qui a diffusé en novembre dernier un document intitulé « Harmonisa-

MARIE-PIERRE SUBTIL

- **Droit d'asile.** La convention définit celui des Etats d'un groupe qui sera responsable d'une demande d'asile, un seul devant l'être. Il s'agira de l'Etat où résident déjà en qualité de réfugiés des membres de

— Les échanges de données informatisées. La convention prévoit l'instauration d'un fichier informatisé commun aux pays signataires. Baptisé « système d'information Schengen » ou SIS, ce fichier est en cours d'installation en France. Y figurent notamment « les personnes connues impliquées dans les crimes criminalisés » et « les étrangers devant faire l'objet d'un refus d'admission pour des motifs d'ordre public et de sécurité ». Chaque Etat signataire devra, dans la perspective de la protection des données, se doter d'un équivalent de la CNIL française (Commission nationale informatique et libertés). La Belgique est en train de se doter d'une telle commission.

M.-P. S.

FLORENCE HARTMANN

Les autorités britanniques espèrent encore convoquer une réunion plénière d'ici la fin de la semaine pour résoudre le problème. Le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, s'est de son côté déclaré confiant dans l'issue des négociations. — (Reuters)

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet
mardi 21 mai 1991, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT

23, RUE SOYER à NEUILLY-S-SEINE (92200)
3701 parts sociales de la SCI de 23, rue Soyer dominant vocation d'habitation de 120 m² de surface
D'UN APPARTEMENT LIBRE de 2 PCEES FALES S/R
s.-d.b., dégagement, CAVES sur les 2^{es} et 3^{es} étages, 2 PCEES FALES S/R
Mise à Prix : 200 000 F S'ad. à M^{rs} CHOIX, notaire
2, rue de l'Ecole-Martin, Neuilly-sur-Seine, Tél. : 47-38-11-30

M^{rs} NECTOUX, avocat, 9, rue A.-de-Vigny, Paris 8^e, Tél. : 47-66-18-34.
SUR PLACE LES 14 ET 16 MAI de 10 heures A. 12 h 30.

صیغہ من الاجل

AFRIQUE

ace sans frontières

Les grandes lignes de la convention

Les grandes lignes de la convention

La Convention de l'ANC pour l'organisation d'une conférence multi-partie sur la violence, dont le patronage échappera ainsi au gouvernement. Il a révélé que le président De Klerk devrait bientôt faire une déclaration et rencontrer M. Mandela avant l'expiration de l'ultimatum de l'ANC, fixée au 9 mai. La solution à l'impasse sud-africain viendrait-elle des Eglises ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais il ne serait pas surprenant que, dans ce pays dévoré où les pasteurs du Parti national, au pouvoir depuis 1948, se sont longtemps référés à la Bible pour justifier le bien-fondé de l'apartheid, elles jouent un rôle majeur dans le processus de négociation.

LE MONDE diplomatique

INDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE

Un entretien avec le président mauritanien

Le processus de normalisation de la vie politique « sera achevé au plus tard à la mi-92 », nous déclare le colonel Maaouya Ould Taya

NOUAKCHOTT
de notre envoyé spécial

Dans un an, la Mauritanie tournera à plein régime démocratique, annonce, dans un entretien accordé au Monde, le colonel Maaouya Ould Taya. Le processus de normalisation de la vie politique — adoption d'une Constitution, mise en place du multipartisme, organisation d'élections législatives et présidentielle — « sera achevé au plus tard à la mi-92 », précise le chef de l'Etat. A son avis, « la période de transition ne doit pas être trop longue pour éviter de faire languir les gens auxquels on a donné un espoir ».

A ceux qui lui reprochent de n'avoir engagé le pays sur la voie d'une complète démocratisation que le 15 avril dernier, dans son discours d'après-ramadane, le colonel Ould Taya réplique : « Il y a déjà plus de quatre ans que ce processus a démarré avec l'organisation d'élections communales pluralistes. Nous avons préféré commencer par la base plutôt que par le sommet, car il fallait familiariser le peuple au jeu démocratique. On ne jette pas à l'eau un homme qui ne sait pas nager... ».

« La Constitution sera rédigée par le Comité militaire de salut national assisté de juristes », indique le chef de l'Etat. Pas question d'associer à ce travail des « groupuscules qui distribuent des tracts. Si ce texte ne leur convient pas, ils pourront le repousser lors du référendum ou l'omettre si les élections législatives leur sont favorables ». L'idée de rédiger une conférence nationale pour débattre de l'avenir du pays, comme cela se fait ailleurs en Afrique, lui paraît, ici, « ridicule et antidémocratique », de la mesure où ceux qui le défendent, « des chômeurs, des exilés ou des brailleurs », ne représentent qu'eux-mêmes.

« Mal préparée », la brève expérience, faite en décembre 1980, de mise en place d'un régime civil « avait failli aboutir à de graves

AFRIQUE DU SUD : le rôle des Eglises

Quand le président De Klerk en appelle aux pentecôtistes

Comme l'avait fait son prédécesseur, M. Pieter Botha, en 1985, en allant au-devant de la puissante église chrétienne de Zion, le président Frederik De Klerk s'est lancé, dimanche 5 mai, à la conquête d'une congrégation concurrente, l'Eglise internationale pentecôtiste. Accompagné de son épouse Marike, il s'est employé à séduire quelque vingt mille fidèles, rassemblés pour l'inauguration de l'imposante église de Silo, bâtie sur la commune de Zuurbeek, à une quarantaine de kilomètres de Johannesburg.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Il ne manquait pas un bouton doré aux blezzes bleu horizon des messieurs. Les croyants arboraient toutes des tenues marquant le bleu, le rouge et le blanc — les trois couleurs de cette Eglise indépendante. La première dame d'Afrique du Sud avait sacrifié au protocole pentecôtiste et portait une jupe bleu marine, un spencer vermillon et un chapeau blanc.

Le chef de l'Etat a perlé dans un style clair et direct en expliquant que, si Dieu avait assigné à chacun un rôle sur cette Terre, le sien était, implicitement, d'être le président de « tous » les

Sud-Africains. N'hésitant pas à comper l'église de Silo à un bureau de poste recevant le courrier du paradis, M. De Klerk a prôné l'amour du prochain et la responsabilité de chacun pour construire une nouvelle Afrique du Sud, incitant les fidèles à porter la bonne parole dans les townships, les cités noires.

Le secrétaire général du SACC, le révérend Frank Chikane, qui fut, pendant plusieurs années, vice-président du Front démocratique uni (UDF) — un mouvement-parapluie sous lequel s'abritaient l'ANC pendant sa clandestinité —, a utilisé pour sa déclaration et rencontrer M. Mandela avant l'expiration de l'ultimatum de l'ANC, fixée au 9 mai. La solution à l'impasse sud-africain viendrait-elle des Eglises ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais il ne serait pas surprenant que, dans ce pays dévoré où les pasteurs du Parti national, au pouvoir depuis 1948, se sont longtemps référés à la Bible pour justifier le bien-fondé de l'apartheid, elles jouent un rôle majeur dans le processus de négociation.

FREDERIC FRITSCHER

Nouvelle imprimante laser IBM 4019 confiez-lui vos impressions, elle ne vous trahira pas.



LEXMARK

Lexmark International Inc., la nouvelle compagnie alliée d'IBM, spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation d'imprimantes personnelles, de machines à écrire et de fournitures dans le monde entier.

An IBM alliance company

Dernière née de la génération, l'imprimante laser IBM 4019 est unique. Décidée à gagner votre confiance, elle multiplie les paradoxes pour vous séduire. Compacte, elle ne tardera pourtant pas à occuper une place importante dans votre vie professionnelle.

Rapide, elle prend tout de même le temps de s'entretenir et dure ainsi de nombreuses années. Silencieuse, elle ne peut empêcher ses performances de parler pour elle : résolution de 300 x 300 points au pouce carré, capacité de traitement simultanée de 700 feuilles.

Pour en savoir plus, n'hésitez pas à nous appeler : Point info 1-80-01-09-09.

PROCHE-ORIENT

Le projet de conférence régionale parrainée par Washington et Moscou

Tensions politiques en Israël avant les visites de M. Bessmertnykh et de M. Baker

JÉRUSALEM

de notre correspondant

L'atmosphère politique se réchauffe, alors que se profile la reprise de l'activité diplomatique : le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, est attendu, vendredi 10 mai, à Jérusalem, et le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, au début de la semaine prochaine. Si les efforts de médiation des Etats-Unis sont jusqu'à présent restés assez vains, ils n'en ont pas moins accéléré certains bouleversements du paysage politique intérieur en Israël.

C'est surtout vrai à droite, où les tensions sont fortes au sein du Likoud, la formation au pouvoir. Le grand parti de la droite nationaliste vit de nouveau à l'heure des redressements et affrontements pour la succession de son chef, le premier ministre, M. Itzhak Shamir - une succession pourtant loin d'être

ouverte. On se « positionne » autour de la question du processus de paix et de la proposition américaine de réunir une conférence régionale - israélo-arabe - sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS.

Ces derniers jours, les mouvements les plus intéressants ont été enregistrés du côté du ministre des Affaires étrangères, M. David Lévy. Celui-ci a dominé l'actualité politique en donnant, de manière répétée, plusieurs signes d'ouverture en direction des propositions de M. Baker, au grand dam d'une bonne partie du Likoud qui freine des quatre fers devant l'initiative américaine. M. Lévy n'a jamais eu la réputation de figurer parmi les « durs » du parti ; il passe plutôt pour un modéré, plus pragmatique qu'idéologue, plus pragmatique que dogmatique. S'adressant cette semaine à la commission de politique étrangère du parti, il a assuré qu'Israël ne pouvait se permettre un conflit ouvert avec les

Etats-Unis. Il a encore estimé qu'il n'y aurait de réponse que politique à l'intifada, en Cisjordanie et à Gaza.

Enfin, il a relevé que la politique du pays ne saurait être dictée par les petits partis de l'extrême droite, alliés au Likoud au sein de la majorité gouvernementale, qui menacent d'en sortir chaque fois que le gouvernement donne l'impression d'accepter les propositions de M. Baker. Autant de propos que ne renieraient pas les dirigeants de l'opposition travailliste.

Ariel Sharon, héros et martyr

Si l'on en croit les comptes-rendus de la presse, M. Lévy aurait encore vivement dénoncé les prises de position de son collègue Ariel Sharon, sans le désigner nommément, et, en critiquant les petits partis d'extrême droite, il aurait également contesté à demi-mots certains des choix de M. Shamir. Le ministre des Affaires étrangères s'est évidemment empressé de démentir, de peur de passer pour une « colombe » au sein d'un parti aujourd'hui rempli sur des positions défensives : rien qui puisse laisser penser qu'on est prêt au moindre compromis sur la question de Jérusalem ou des territoires occupés.

M. Lévy est d'autant plus prudent que M. Ariel Sharon, le ministre du logement et de la construction, autre prétendant à la succession et autre poids lourd du parti, mène au pas de charge l'opposition aux suggestions de M. Baker et entend prendre la tête d'une large coalition de députés : les « durs » du Likoud plus ceux des trois groupes d'extrême droite, Moleket, Tsomet et Teyha. Boycotté par le gouvernement américain lors d'un récent voyage aux Etats-Unis, M. Sharon est revenu à Jérusalem auréolé d'une image de « martyr ». Claironnant chaque jour plus fort son intention de poursuivre les implantations dans les territoires - en dépit de la colère des Etats-Unis - il a été accueilli à l'aéroport par des dizaines de colons en liesse.

Héros du jour, il en a profité pour qualifier de « bande de maudits juifs » plusieurs députés de la gauche partis en tournée aux Etats-Unis, où ils entendent dénoncer la poursuite de la « colonisation » des territoires et expliquer qu'une majorité d'Israéliens seraient à certaines conditions partisans d'un compromis territorial. Coïncidence ? Comme à chaque visite de M. Baker, ou presque, une « extension » d'une implantation va être inaugurée en Cisjordanie, dans la région de Hébron...

Fidèle à son habitude, M. Shamir se tait, observant ces batailles sans un froncement de sourcil. A peine

a-t-il bronché dimanche soir, lorsque le célèbre violoniste Sir Yehudi Menuhin, en sa présence, lors d'une cérémonie à la Knesset, a appelé Israël à mettre un terme à une occupation « indigne de son grand peuple, les Juifs, qui se sont évertués à respecter un code de rectitude morale pendant près de 5000 ans ».

Profil bas, le premier ministre a émis le souhait que la visite de M. Bessmertnykh soit l'occasion d'une normalisation des relations entre les deux pays : Israël entend qu'elles soient élevées au niveau des ambassadeurs avant d'accepter que l'URSS puisse co-parrainer avec les Etats-Unis une éventuelle conférence de paix régionale. Jusqu'à présent, le Kremlin a limité les relations diplomatiques avec Israël à l'échange de délégations consulaires.

Comme indifférente à ces péripéties politico-diplomatiques, l'actualité dans les territoires occupés est toujours faite de couvre-feux répétés et d'affrontements intermittents : trois Palestiniens ont été tués lundi par l'armée en Cisjordanie, cependant qu'un quatrièmement était assassiné par d'autres Palestiniens au nord de la lutte contre les « collaborateurs » ou prétendus tels.

ALAIN FRACHON

Les Etats-Unis protestent contre un projet de vente de chars tchécoslovaques à la Syrie

Les Etats-Unis ont protesté officiellement à Prague, lundi 6 mai, contre le projet de vente de chars tchécoslovaques à la Syrie et à l'Irak (le Monde du 7 mai). L'ambassadeur américain en Tchécoslovaquie, M. Shirley Temple-Black, a remis une note de protestation en ce sens au vice-ministre des Affaires étrangères Martin Palous, a annoncé l'agence CTK.

Dans cette note, le gouvernement américain souligne qu'il a conscience du problème posé par la reconversion des industries d'armement, secteur important de l'économie de la Tchécoslovaquie. Une délégation d'experts américains conduite par le secrétaire adjoint à la défense, M. Donald Atwood, se rendra en Tchécoslovaquie pour étudier sur place les possibilités concrètes de reconversion de ces industries. Selon l'agence CTK, l'ancien quotidien du Parti communiste, la Tchécoslovaquie aurait décidé de vendre à la Syrie 300 chars soviétiques T 72, fabriqués sous licence en Slovaquie. (AFP)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les ennuis de santé du président

M. George Bush a regagné la Maison Blanche

WASHINGTON

de notre correspondant

L'incident est clos. M. Bush a regagné dès lundi matin 6 mai la Maison Blanche et repris immédiatement ses activités, tandis que son cœur retrouvait un rythme normal. L'alerte est donc passée, mais il en restera quelque chose, une nuance dans un ciel serein, une modification du climat politique washingtonien.

Dimanche soir, le porte-parole de la Maison Blanche avait préparé l'opinion à un épisode toujours délicat : une passation temporaire des pouvoirs, au cas où le président aurait dû se soumettre à une anesthésie générale et à un choc électrique destiné à rétablir son rythme cardiaque. Lundi, au petit matin, après s'être longuement consultés, les médecins qui soignent M. Bush estiment que les médicaments suffisent. Le président pouvait quitter l'hôpital naval de Bethesda où il avait passé un peu moins de quarante heures.

En fait, la « fibrillation » - battements désordonnés des oreillettes du cœur - n'avait pas tout à fait cessé quand M. Bush, arborant un immense sourire et salué et applaudi par tout le personnel de la Maison Blanche, regagna le Bureau ovale. Mais, quelques heures plus tard, tout rentrerait dans l'ordre.

M. Bush s'est conformé à l'emploi du temps prévu pour la journée, une infirmière vérifiant soigneusement le rythme cardiaque après chaque entretien. Son premier interlocuteur fut Edouard Chevardnadze, ancien ministre soviétique des Affaires étrangères et homme très apprécié à Washington, qui se fit un devoir de trouver à M. Bush une meilleure mine que lors du sommet de Malte, en 1989. Au passage, M. Chevardnadze plaça aussi pour la tenue du sommet américano-soviétique théorique prévu avant la fin du premier semestre de cette année, mais pour lequel les responsables de l'administration ne montrent guère d'enthousiasme.

Tout est donc rentré dans l'ordre, mais la cascade de commentaires et de supputations décollées par ce petit incident de santé n'a pas fini de couler, et le plus échauffé est bien entendu toujours le vice-président Quayle. Des sondages tout frais ont confirmé qu'une majorité d'Américains s'imaginent toujours aussi mal dans des habits de président, et une nouvelle salve de commentaires désobligeants lui a sifflé aux oreilles. Mais il est clair que plus la presse et les démocrates souligneront ses insuffisances, moins le

président sera disposé à remplacer l'homme dont le choix a constitué sa première grande décision personnelle.

Si M. Bush ne connaît pas de nouvelle alerte, et s'il se sentent, pour un temps, de ralentir un peu le rythme intense de ses activités physiques, les inquiétudes pour sa santé et donc l'avenir de sa présidence devraient repasser rapidement à l'arrière-plan. Mais il subsistera une impression nouvelle de vulnérabilité. Certains démocrates ont déjà manifesté leur impatience de tirer argument de l'affaire - avant tout par le biais d'attaques visant directement M. Dan Quayle. Mais le seul candidat déclaré à ce jour, Paul Tsongas, ex-sénateur du Massachusetts, a mis en garde contre une telle solution de facilité, qui donnerait selon lui la désastreuse impression que les démocrates n'ont rien de plus intéressant à dire.

JAN KRAUZE

Émeute dans une banlieue de Washington

De jeunes émeutiers ont incendié six véhicules de police et ont blessé dix policiers, dimanche 5 mai à Mount Pleasant, banlieue de Washington située à seulement 5 kilomètres de la Maison Blanche, a déclaré un porte-parole de la police. Ces émeutes ont constitué les pires affrontements à connotations raciales qu'ait connus la capitale des Etats-Unis depuis celles qui avaient suivi l'assassinat du pasteur Martin Luther King, à Memphis en 1968.

Elles ont été déclenchées dimanche par une femme-policier qui a blessé d'une balle dans la poitrine un homme d'origine hispanique qui refusait de se laisser interpellé. Selon les autorités, l'agent de police concerné aurait ouvert le feu qu'en état de légitime défense. Mais de nombreux habitants du quartier sont rapidement descendus dans la rue pour réclamer justice. D'autant que depuis la publication accordée à une « bavure » policière particulièrement criante à Los Angeles au début du mois de mars (le Monde du 7 mars) les minorités raciales sont très nerveuses. Pendant cinq heures, des bandes de jeunes gens ont harcelé la police dans les rues de Mount Pleasant, banlieue habitée par une majorité d'Hispaniques et de Noirs. Selon le porte-parole de la police, les émeutiers ont attaqué et pillé des magasins. Huit d'entre eux ont été arrêtés. (Reuters)

CHILI

Le général Pinochet veut faire la tournée des fournisseurs européens de l'armée de terre

SANTIAGO

de notre correspondant

Le général Pinochet a-t-il l'intention d'inclure la France dans le périple européen qu'il envisage d'entreprendre d'ici à la fin du mois de mai ? C'est du moins ce qu'affirment le quotidien *La Epoca* et l'hebdomadaire *Hoy*, tous deux proches du pouvoir, selon lesquels le voyage du commandant en chef aurait pour objectif de resserrer les liens entre l'armée de terre et ses fournisseurs et de régler certains contentieux.

Un litige oppose justement l'armée chilienne et les autorités françaises : alors qu'en 1980 Santiago et Paris avaient signé un contrat portant sur l'acquisition de cinquante chars AMX-30, vingt-et-un engins seulement ont été livrés. En effet, en 1982, le gouvernement français, après l'élection de M. François Mitterrand, décida de ne pas donner suite à la commande. On imagine cependant mal que le général Pinochet puisse avoir la naïveté de penser qu'il est le mieux placé pour faire avorter les négociations entre les deux parties. L'ambassade de France à Santiago affirme d'ailleurs « ne rien savoir » des projets supposés de l'ancien dictateur. Même son de cloche au Quai d'Orsay à Paris où on ajoute même « qu'aucune demande de visa au nom de M. Pinochet n'a été déposée ».

Quoi qu'il en soit, la première étape de ce mystérieux voyage devrait être la Grande-Bretagne, où le général désire visiter les installations de la compagnie Royal Ordnance, une filiale de British Aerospace, qui transfère à l'armée

chilienne la technologie nécessaire à la fabrication d'un missile de courte portée. Mais les autorités britanniques ont déjà fait savoir que le voyage du commandant en chef d'aurait aucun caractère officiel. De son côté le ministre porte-parole du gouvernement, M. Enrique Correa, rappelle que le général Pinochet est un dignitaire de l'Etat « envers lequel les gouvernements étrangers ne doivent pas utiliser de qualificatifs désobligeants ». Fort de ce soutien officiel, le « vieux soldat » veut-il ses vœux exaucés ? En posant le pied sur le continent européen, sans que personne ne l'y ait formellement invité, il entend surtout faire la preuve qu'il a cessé d'être un paria.

GILLES BAUDIN

o SALVADOR : la plus importante panne de courant électrique en onze ans de guerre civile. - Le Salvador a connu lundi 6 mai la panne de courant la plus importante en onze ans de guerre civile. Elle a été provoquée par des sabotages, dimanche, de la guérilla du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN). Le colonel Sigifredo Ocheco, président de la commission exécutive hydro-électrique du Rio Lempa (CEL), a précisé que la panne de lundi avait affecté environ la moitié du territoire et que le sabotage de trente-cinq tours et postes électriques avait créé des dégâts dans 85 % du système électrique. (AFP)

ASIE

CHINE : la visite du sous-secrétaire d'Etat américain

Washington pose ses conditions au maintien du statut de la nation la plus favorisée

Le sous-secrétaire d'Etat américain Robert Kimmitt a achevé mardi 7 mai une visite de trois jours à Pékin au cours de laquelle il a mis en garde les responsables chinois sur les dossiers qui provoquent actuellement de vives tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

M. Kimmitt a déclaré mardi que Washington prendrait en considération, pour le maintien de la clause de la nation la plus favorisée en faveur de la Chine - qui doit être décidée en juin prochain - les efforts de Pékin dans trois domaines essentiels : « les droits de l'homme, la non-prolifération nucléaire et le commerce ». Il a toutefois laissé une marge de manœuvre à la Chine : « Je pense que nous devrions juger les résultats pas nécessairement aujourd'hui mais dans les semaines et les mois à venir ».

Lundi, le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Qian Qichen, avait laissé entendre à M. Kimmitt que son pays était prêt à faire des concessions, à condition que Washington en fasse aussi. Ce propos était repris mardi par la presse chinoise, qui avait dénoncé la semaine dernière le « bushisme » et « le nouvel ordre mondial sous domination américaine ».

Au cours de sa visite, M. Kimmitt

s'est montré insistant sur les droits de l'homme, notamment au Tibet. Il a demandé l'annulation des dissidents. En ce qui concerne le commerce, il a critiqué les pratiques déloyales de la Chine (violation des quotas sur le textile et non-respect de la propriété industrielle). Enfin, les Etats-Unis

o INDE : au moins cinquante insurgés musulmans tués par l'armée au Cachemire. - Au moins cinquante insurgés musulmans venant du Pakistan ont été tués dimanche 5 mai dans une embuscade tendue par l'armée indienne, après s'être infiltrés au Cachemire, a annoncé lundi l'agence indienne PTI. L'affrontement s'est déroulé dans la zone de Chowkibai (district de Kupwara), près de la frontière avec le Pakistan. D'autre part, M. Ajmer Singh, candidat du parti sikh Akali Dal (Panthique) aux élections à l'Assemblée du Pendjab qui doivent avoir lieu le 22 juin, a été assassiné près de son village par plusieurs hommes armés. (AFP)

o CAMBODGE : mission militaire de l'ONU pour contrôler le cessez-le-feu. - Une mission militaire des Nations unies se rendra prochainement en Thaïlande et au Cambodge pour discuter de l'application du cessez-le-feu au Cam-

ododge. Elle se déroulera en principe du 11 au 17 mai. Elle sera dirigée par le général ghanéen Timothy Di Buama, accompagné des colonels français Castagnet-Cazalis et indonésien Sutarto, représentant respectivement les deux présidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge. (Corresp.)

Pékin dément bien entendu les accusations américaines, en particulier sur l'utilisation de détenus pour la fabrication de produits destinés à l'exportation, pratique proscrite par la législation américaine. L'organisation américaine de défense des droits de l'homme, Asia Watch, vient toutefois de publier des documents tirés de revues « internes » au régime vantant les avantages du travail forcé.

Le bimensuel *Etudes théoriques sur la réforme et la rééducation par le travail* a ainsi fait valoir les avantages d'un personnel « 10 à 20 % moins onéreux » : « Un grand nombre de prisonniers sont devenus producteurs de biens de consommation. Ils sont bon marché et concentrés. Ils fabriquent des produits nécessitant beaucoup de main-d'œuvre [...] destinés au marché international ». « Chaque province dispose d'un contingent substantiel d'entreprises de réforme par le travail [...] Ce qui coïncide avec la demande du marché international : de petites quantités d'une large gamme de produits ».

En avril 1989, un article de cette revue notait que « les prisonniers qui ont fini leur temps et restent employés dans les camps [...] ne peuvent se syndiquer, ne bénéficient pas d'une retraite et leur salaire est bas ». Parmi eux, ajoutait la revue, se trouvent « un petit nombre qui ont purgé leur peine et qui conservent obstinément leur point de vue réactionnaire ».

سوتا بن الامل

هكذا من الامل

AMÉRIQUES

M. George Bush a gagné la Maison Blanche

WASHINGTON
L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le candidat républicain M. George Bush a remporté la présidence des États-Unis, battant l'ancien vice-président démocrate, M. Bill Clinton, dans une élection marquée par une campagne électorale très serrée.

M. Bush, gouverneur du Texas, a obtenu 270 voix électrices, contre 226 pour M. Clinton. Les résultats ont été annoncés à la suite d'un décompte des voix qui a duré plusieurs heures.

M. Bush a promis de mener une politique étrangère plus ferme, notamment en matière de défense des droits de l'homme et de lutte contre le terrorisme. Il a également promis de réduire les dépenses publiques et de renforcer l'économie.

M. Clinton, quant à lui, a promis de poursuivre la politique étrangère de son prédécesseur, M. Bill Clinton, et de maintenir une politique de coopération internationale.

Le général Pinochet a été accusé de crimes contre l'humanité. Les autorités chiliennes ont lancé une enquête pour déterminer si le général a commis des crimes pendant son mandat.

Les élections européennes ont eu lieu dimanche. Les résultats ont été annoncés à la suite d'un décompte des voix qui a duré plusieurs heures.

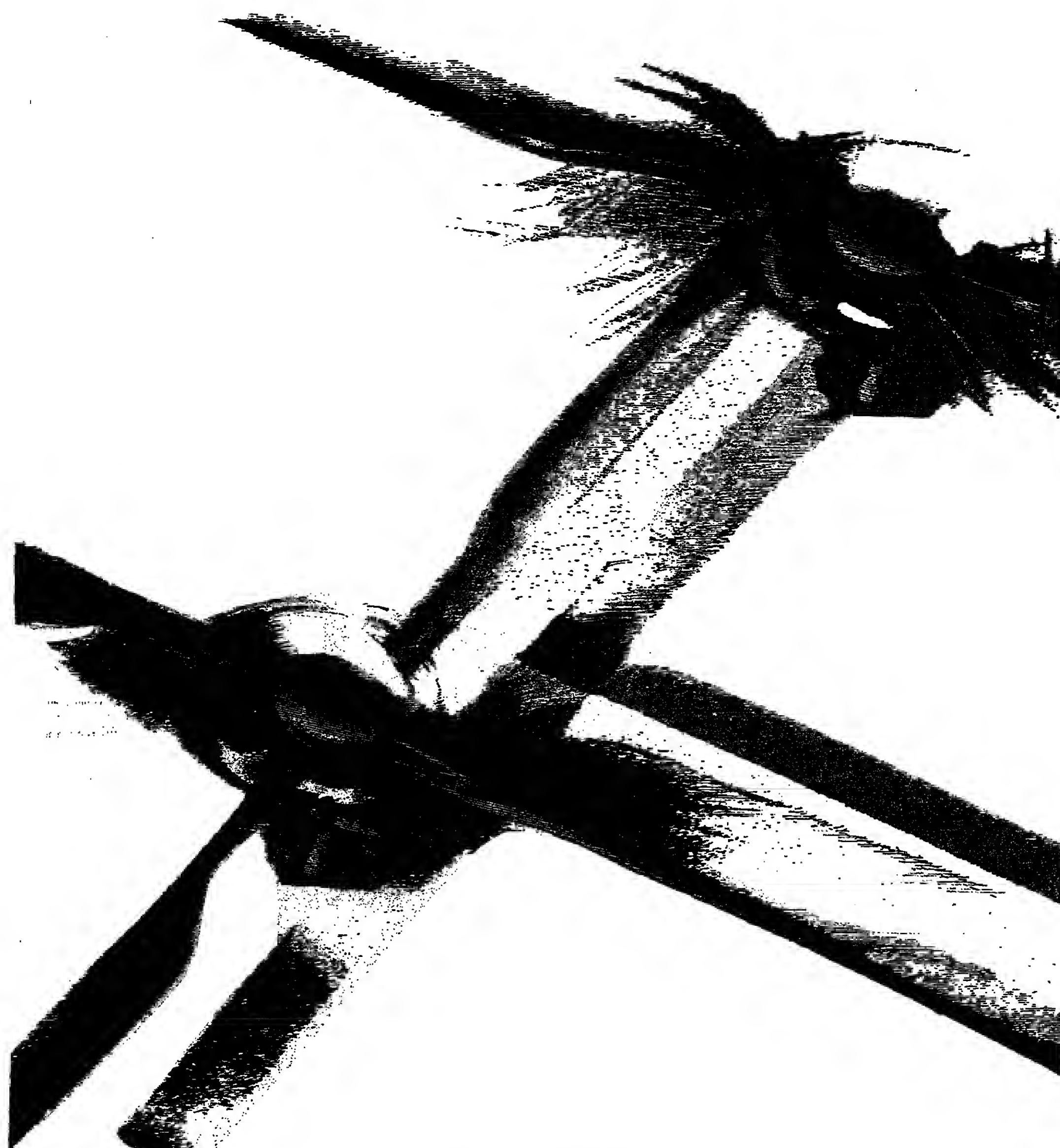
Le candidat républicain M. George Bush a remporté la présidence des États-Unis, battant l'ancien vice-président démocrate, M. Bill Clinton, dans une élection marquée par une campagne électorale très serrée.

Le général Pinochet a été accusé de crimes contre l'humanité

Les autorités chiliennes ont lancé une enquête pour déterminer si le général a commis des crimes pendant son mandat.

Les élections européennes ont eu lieu dimanche. Les résultats ont été annoncés à la suite d'un décompte des voix qui a duré plusieurs heures.

Le candidat républicain M. George Bush a remporté la présidence des États-Unis, battant l'ancien vice-président démocrate, M. Bill Clinton, dans une élection marquée par une campagne électorale très serrée.



Sur le marché mondial des hélicoptères l'Europe décolle en force.

Le succès de l'Europe sur les marchés mondiaux dépend d'abord d'une coopération étroite entre européens. Pour garantir un avenir prospère à l'industrie des hélicoptères, deux leaders européens de l'aéronautique et de l'espace mettent en commun leurs talents pour créer Eurocopter International.

Eurocopter, c'est une force nouvelle qui va proposer à ses clients le plus large choix d'appareils civils et militaires qu'un constructeur puisse réaliser. Et aussi une force qui sera capable de lancer et de signer les grands programmes de l'an 2000.

Pour atteindre ces objectifs, Eurocopter est fière de pouvoir compter sur l'appui et le soutien d'Aérospatiale et de MBB - Groupe Deutsche Aerospace.



Eurocopter International GIE
2 à 20, avenue Marcel-Cachin - 93126 La Courneuve Cedex





ÉRIK IZRAELEWICZ

DEMAIN

Dix ans de politique étrangère, par **CLAIRE TREAN**, et un portrait de M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, par **ANNE CHAUSSEBOURG**.

Elisabeth Guigou, l'ambition d'une technocrate douée

Le jour où elle se lancera dans le campagne législative — si elle y lance, — elle le fera à la demande du chef de l'Etat. Elle bénéficiera ainsi d'un vœux tout n'étant pas disposé tous ses amis de l'Elysée, qui pourtant, même souvent, ont accompagné, dit François Mitterrand bien vent qu'elle ne croise son chemin. Peut-être le président estimera-t-il aussi qu'il est temps, comme Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, de mettre au service du « *nouvel élan* » qu'il réclame. L'affaire, en tout cas, serait tentante.

THIERRY BRÉHER

Cette technicienne, qui a toujours considéré que les fonctionnaires, aptes à prendre des responsabilités, faisaient eux aussi de la politique, au vrai sens du terme, est cette fois directement dans le bain. Elle dirige un service dépendant de Jacques Chirac, et sert de « sonnette d'alarme » à François Mitterrand. Elle y réussit à merveille, souvent sans même sans trahir son patron administratif. Grâce à elle, pendant cette période délicate, le France peut parler d'une seule voix à Bruxelles.

Comme tant d'autres, elle rejoint alors la PS de Françoise

POLITIQUE

Grâce à l'abstention des centristes et des communistes

L'Assemblée nationale approuve la réforme des caisses d'épargne

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 6 mai, par 281 voix contre 228, le projet de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance. Seul le groupe socialiste a voté « pour », ainsi que neuf députés non inscrits, tandis que le RPR, l'UDF et onze non inscrits votaient « contre ». L'abstention des centristes, des communistes et d'un non inscrit a permis à M. Bérégovoy d'obtenir aisément l'adoption de ce texte. Ce projet prévoit de faire passer la somme des caisses d'épargne (CEP) de 187 à une trentaine et de créer à la tête de leur réseau deux sociétés distinctes : une centrale de trésorerie contrôlée à 85 % par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et à 15 % par l'Etat, et une centrale d'émission, de refinancement et de crédit détenue à 35 % par la CDC et à 65 % par le Centre national des caisses d'épargne (CENCEP).

disparaître le monopole de la Caisse des dépôts en matière de centralisation des fonds collectés par les caisses d'épargne. M. Philippe Auberger (RPR, Yonne) a estimé que cet amendement se justifiait dans la mesure où « ces fonds peuvent servir à des prises de participation et pas seulement à des placements et pas seulement dans des valeurs sûres et reconnues ». M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) l'a soutenu au motif que rien ne prouvait l'efficacité réelle de la Caisse des dépôts dans sa gestion de livres A, puisqu'elle ne s'était jamais trouvée en situation de concurrence.

Nécessaire consensus

Le ministre de l'économie et des finances a expliqué que, tant qu'il serait Quai de Bercy, il n'accepterait pas « qu'on démantèle la Caisse des dépôts, qui depuis plus de cent soixante-quinze ans a parfaitement rempli ses missions ». Emmanuël par M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire), l'essentiel du groupe centriste (29 sur 39) s'est abstenu de voter l'amendement. M. Alphandéry s'est dit favorable à une réforme de ses statuts, mais à condition qu'elle soit fondée sur un « consensus ». Il a également souligné une irrationnel existait à la suite des propos tenus par M. d'Aubert selon lesquels cette commission de surveillance serait « peu indépendante » et que les « liens » qui uniraient ses membres au directeur général de la Caisse, M. Robert Lion, empêcheraient, de façon éventuelle, le révoquer. « Les parlementaires issus de tous les groupes ou hauts fonctionnaires, ce sont des esprits indépendants, qui savent faire leur métier », a rappelé M. Alphandéry à son collègue de la Mayenne. M. d'Aubert a également déclaré, en vain, un amendement limitant la durée du mandat du directeur général.

En réponse aux vœux de réforme cosécutive exprimés par M. Alphandéry, M. Bérégovoy s'est dit disposé à examiner « l'évolution » des statuts de la Caisse des dépôts à condition que cela ne débouche en rien sur le démantèlement.

ment d'un instrument « dont aucun grand pays ne peut se priver ». Il s'est déclaré favorable à ce que la commission des finances procède à des auditions pour avancer dans cette voie. Le ministre a, d'autre part, résisté dans la nuit au rapporteur du projet, M. Raymond Douyère (PS, Sarthe), soutenu par MM. Christian Pierret (PS, Vosges) et Jean-Paul Planchou (PS, Seine-et-Marne), qui souhaitait créer par amendement des titres participatifs spécifiques aux caisses d'épargne et de prévoyance. Le ministre s'est opposé à la création de ce qu'il a appelé un « super-livre A délégué ».

La création de deux établissements financiers distincts a été votée, conformément aux souhaits du gouvernement, mais contre l'avis du rapporteur, M. Douyère, qui aurait préféré le regroupement des deux organismes en une caisse centrale unique des caisses d'épargne et

de prévoyance. M. Pierre Bérégovoy s'est opposé à cette solution en demandant que l'on s'en tienne à l'accord passé entre les caisses d'épargne et la Caisse des dépôts. Les députés socialistes ont majoritairement suivi l'avis du ministre des finances tandis que les élus RPR et l'UDF ont voté en faveur de l'amendement de M. Douyère.

Plusieurs amendements de la commission des finances ont été adoptés. L'un d'eux propose notamment une nouvelle rédaction de l'article 2 qui précise les missions et l'organisation du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance. Les députés communistes ont obtenu que la fusion des caisses ne puisse se faire que lorsque la majorité des membres des conseils d'orientation et de surveillance des caisses concernées a exprimé son accord.

PIERRE SERVANT

Au Sénat

Le « congé de représentation » pour les salariés membres d'associations

Le Sénat a adopté, lundi 6 mai, après l'avoir considérablement modifié, le projet de loi relatif au congé de représentation des salariés membres d'associations.

La majorité sénatoriale a considérablement réduit le champ d'application du texte qui prévoit, pour les salariés, le versement d'une indemnité compensant une éventuelle diminution de leur rémunération. Elle a ainsi limité ce congé pour les seules instances nationales, en écartant les échelons régionaux ou départementaux. Seuls pourront en bénéficier les salariés travaillant dans des entreprises comptant au moins onze personnes, et la durée du congé - neuf jours au plus - fractionnable en demi-journées, ne pourra pas être cumulée avec d'autres congés du même type, les congés syndicaux ou ceux dont bénéficient les élus.

M. Jean-Pierre Fourcade (Rég. et Ind., Hauts-de-Seine), président de la commission des affaires sociales, a expliqué le caractère restrictif des

amendements adoptés par le Sénat en indiquant que cette institution de nouveaux congés nuisait à l'efficacité économique du pays et qu'elle introduisait une inégalité entre les salariés et les travailleurs indépendants ou les professions libérales.

La majorité sénatoriale a également supprimé une série de dispositions ajoutées au projet par les députés socialistes (le Monde du 19 avril) qui avaient institué, au cours de l'examen à l'Assemblée nationale, un contrôle par la Cour des comptes et par les chambres régionales des associations faisant appel à la générosité publique pour soutenir des causes humanitaires, scientifiques ou sportives. M. Jacques Machet (Union cent., Marne), rapporteur du projet, n'a pas contesté le principe d'un tel contrôle. En revanche, il a justifié sa suppression en estimant que tel qu'il était rédigé, le dispositif proposé par les députés pouvait entraver la liberté d'association.

G. P.

Saisi par une partie de l'opposition

Le Conseil constitutionnel valide la loi sur la solidarité financière entre collectivités locales

Obliger les communes et les départements les mieux dotés en ressources fiscales à en transmettre une faible part aux villes et aux départements les plus pauvres fait partie des possibilités que la Constitution offre au législateur. Ainsi en a-t-il décidé, lundi 6 mai, le Conseil constitutionnel qui, malgré les souhaits d'une partie de l'opposition, n'a rien trouvé à redire à la loi instituant une dotation de solidarité urbaine et un fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (le Monde des 23 mars et 20 avril).

La dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée par l'Etat à

Paris, Neuilly-sur-Seine, Boulogne-Billancourt, Levallois-Perret, Saint-Clément, et ces villes disposent de ressources fiscales plus élevées que les communes de l'Ile-de-France. N'en déplaise à leurs maires, MM. Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Georges Gorse, députés RPR, et Jean-Pierre Fourcade, sénateur UDF, qui, avec d'autres élus RPR et quelques sénateurs de l'Union centriste, des Républicains et indépendants du Rassemblement, ont déposé une proposition de loi européenne, avaient saisi le Conseil constitutionnel de la loi instituant une solidarité financière entre villes riches et villes pauvres. Le Conseil, qui a rendu sa décision lundi 6 mai, n'a pas retenu leur argumentation et a estimé ce texte conforme à la Constitution.

La situation de ces cinq communes, seules de leur espèce, dont les ressources sont réduites pour faire œuvre de solidarité au niveau national et au niveau régional, avait été mise en avant par les sénateurs. Ils y voyaient la preuve que le projet gouvernemental pouvait réduire les recettes des collectivités au point que leur possibilité de s'administrer librement (possibilité reconnue par l'article 72 de la Constitution) était bafouée. La critique constitutionnelle de l'opposition portait essentiellement sur la création d'un Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France placées, sans raisons suffisantes, selon elle, dans une situation différente de celle du reste du pays.

Les inégalités en Ile-de-France

Le Conseil rappelle, dans sa décision, sa jurisprudence constante : « Le principe constitutionnel d'égalité ne s'oppose ni à ce que le législateur règle de façon différente des situations différentes, ni à ce qu'il déroge à l'égalité pour des raisons d'intérêt général pourvu que, dans

l'un et l'autre cas, la différence de traitement qui en résulte soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ». Or « la région d'Ile-de-France présente, en ce qui concerne la situation des communes urbaines au regard des besoins sociaux de leur population, des traits spécifiques ». Le Conseil cite notamment « la répartition des emplois entre le centre et la périphérie (qui entraîne, en règle générale, une distribution très inégale du potentiel fiscal des communes à population équivalente ». Il ajoute qu'en « décalant d'importants écarts dans les niveaux d'équipements et des services que les communes sont en mesure d'offrir à leurs habitants », il en déduit donc, comme le gouvernement, qu'une législation spécifique à la région parisienne est justifiée.

Le Conseil admet aussi que le législateur peut limiter le principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales. Il en déduit que le législateur « n'est pas tenu de laisser à chaque collectivité territoriale la possibilité de déterminer seule le montant de ses impôts locaux ». Il ajoute même « que le législateur peut, à titre exceptionnel, décider que le produit d'un impôt communal pourra en partie être attribué à une autre collectivité territoriale », à condition que ce prélèvement soit « défini avec précision quant à son objet et sa portée », et qu'il n'ait pas pour conséquence de porter atteinte au principe de libre administration.

Le Conseil considère que ces conditions sont respectées, puisque les critères déterminant les communes assujetties à ce prélèvement sont « objectifs », et que ce prélèvement ne pourra pas excéder 5 % du montant des dépenses réelles de fonctionnement de la commune. Et faisant allusion aux communes fonctionnant tant au plan national que régional, il remarque que ce sont des villes « dont le potentiel fiscal par habitant est très élevé », et

qu'il n'y aura donc pas « entrave » à leur libre administration.

Les sénateurs avaient rappelé que l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen indique : « Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi (..) ». Ils avaient estimé que cela ne serait pas possible puisque des impôts prélevés sous la responsabilité d'un conseil municipal seraient dépensés sur ordre d'un autre. A cet argument nouveau, le Conseil a répondu que, si cette disposition avait effectivement valeur constitutionnelle, un principe énoncé par le préambule de la Constitution ne pouvait pas anéantir une règle posée par la Constitution elle-même.

Un raisonnement identique à celui tenu pour les communes est mis en avant par le Conseil pour répondre aux sénateurs qui contestaient la création d'une solidarité entre les départements. Fruit d'un amendement de M. Jacques Barrot, député (UDC de la Haute-Loire), elle met encore à contribution Paris et les Hauts-de-Seine.

La victoire juridique du gouvernement est donc totale. Elle vient s'ajouter à la victoire politique qu'il avait remportée en faisant approuver, par une partie de l'opposition, une réforme qu'il jugeait essentielle et que le RPR contestait avec vigueur.

THIERRY BRÉNIER

M. Giscard d'Estaing de non-veau candidat aux régionales. - M. Valéry Giscard d'Estaing, président du conseil régional d'Auvergne, a annoncé, lundi 6 mai, son intention de se représenter aux élections régionales de 1992 et de briguer de nouveau cette présidence.

Le PR et la décennie Mitterrand

Au nom de la rose...

A les en croire, ils n'avaient strictement rien prévu. Mais la pression militante fut si forte, « l'autosatisfaction béate » des socialistes si soudaine, que les dirigeants du Parti républicain se sont dit qu'ils ne pouvaient rester les bras ballants en ce mois de mai. Ils ont donc décidé de fêter à leur manière le décennie Mitterrand, en le célébrant à leur tour... avec des roses.

D'un coût déclaré de 600 000 F, une campagne militante du PR démarra ainsi, cette semaine, afin de répondre par une distribution de 400 000 autocollants et dépliants et par une campagne d'affichage (100 000 affiches) au rappel des grandes semelles socialistes.

« Dix ans qu'on sème », affiche le PR. Sous une rose plus ou moins fraîche, quatre slogans résumés, sur quatre affiches, les « quatre points noirs » de la gestion socialiste : « De mémoires de rose, on n'a jamais vu autant de scandales... autant d'impôts... autant de chômeurs... autant d'immigrés clandestins. »

Globalement négatif

M. Gérard Longuet a expliqué, lundi 6 mai, que le PR avait préféré tirer sur les ficelles « de l'ironie », « l'état de décrédit du PS » n'ayant plus l'opposition, selon lui, à prendre les socialistes au sérieux.

Comment le dernier week-end politique, le président du PR s'est gaussé de M. Jack Lang qui repousse, a-t-il dit, les limites du « socialisme flamboyant », de M. Philippe Marchand, en qui il voit « le Monsieur Prud'homme de la nouvelle génération socialiste », et de M. Jean-Pierre Chevènement, « le dernier des Mohicans ».

Plus sérieusement, M. Longuet a admis que les socialistes « avaient écorné la rose » en ne l'ayant pas attendue, mais « qu'ils avaient déçu dans les

secteurs où l'on pensait qu'ils pouvaient apporter quelque chose ». D'abord, a-t-il expliqué, « parce qu'ils ont eu la sagesse de renoncer à leurs femmes idéologiques ». Il s'est référé au tournant européen de 1983, à celui de l'école libre de 1984, au principe de l'élargissement du secteur industriel privé consenti en 1988 et au « renoncement du tiers-mondisme et de l'anti-américanisme primaire » de 1990.

Ensuite, parce que les socialistes ont su dégager « des éléments de rencontre » avec l'opposition, tels que la décentralisation, les institutions ou l'économie de marché.

Toutefois, pour le PR, le bilan de ces dix dernières années reste globalement négatif. M. Longuet a parlé de la dégradation de l'autorité de l'Etat, devenu, selon lui, « un obèse assouplissant qui n'est plus en mesure d'assurer la solidarité et n'ose pas utiliser sa force » pour juguler l'immigration sauvage.

Il a parlé aussi de délitement de la morale publique : « On est à l'époque de l'argent fou, de l'argent roi, c'est la morale de chacun pour soi. » « Depuis dix ans, a résumé le président du PR, nous aurons connu trois formes de socialisme. Le socialisme offensif et dangereux avec Pierre Mauroy, le socialisme défensif et parfois sournois avec Laurent Fabius et le socialisme attentiste et hultu avec Michel Rocard (...). La France est devenue une immense salle d'attente : le premier ministre attend d'être candidat, le président attend la postérité, les Français attendent d'être gouvernés. »

Mais l'optimisme étonne, quand tout va mal, une nécessité. M. Longuet a tenu tout de même à relativiser cette si longue attente : « Dix ans de perdu, si on peut gagner le siècle à venir, cela reste encore finalement un bon marché. »

D. C.

Dans la « Süddeutsche Zeitung »

« Les Français l'appellent Tonton »

« Au cours des dix dernières années, le nombre de chômeurs est passé de 1,6 million à 2,6 millions », écrit Rudolph Chmelini, dans la Süddeutsche Zeitung de Munich, daté du 7 mai. Les riches

sont devenus plus riches, les pauvres plus pauvres. Dans la jungle des banlieues, où le but déclaré d'intégrer les populations extra-européennes - surtout maghrébines - n'a pas réussi, l'Etat combat le dérapage vers l'anarchie avec des programmes d'urgence (...).

« La seule vraie erreur du président français, en politique étrangère, a été sa surprise devant les événements à l'Est, son incapacité à en mesurer les conséquences et sa manière de courir derrière (...) ».

« De manière ironique ou gratuite, selon la couleur politique, les Français l'appellent « Tonton ». En raison de la majesté avec laquelle il dirige le gouvernement et le parlement dans l'ombre, les humoristes l'appellent « Dieu ». Il reste à prouver si, au cas où il y aurait des élections demain, Mitterrand serait réélu président. »

M. Mauroy veut toujours avancer la date du congrès du PS. - M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a réaffirmé, lundi soir 6 mai, à Marseille, sa volonté d'avancer la date du congrès socialiste. « Le plus beau cadeau que les dirigeants puissent faire aux militants, a-t-il dit, est de présenter un parti un ordre de bataille, uni et rassemblée pour gagner en 1992 les élections régionales, cantonales et les législatives de 1993. » Il a affirmé que « plus de 90 des 110 propositions [du candidat Mitterrand de 1981] ont été réalisées ».

M. Strauss-Kahn (PS) : « Aucune raison de se passer être fier. » - M. Dominique Strauss-Kahn, député (PS) du Val-d'Oise, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 6 mai, qu'il « s'est passé au cours de ces dix années beaucoup de choses heureuses pour le pays et qu'il n'y a aucune raison de ne pas en être fier ». Citant le chômage et les inégalités, il a cependant relevé « certaines choses qui n'ont pas évolué comme on pouvait le souhaiter ».

Bilan positif. - Selon un sondage réalisé par Louis Harris pour VSD daté du mardi 7 mai, 57 % (contre 36 %) des Français jugent « positif » le bilan de M. Mitterrand. Mais, propos du président de la V^e République ayant le plus marqué la vie politique, M. Mitterrand (été par seulement 16 % des personnes interrogées) est nettement distancé par Charles de Gaulle (75 %). M. Rocard apparaît comme le premier ministre le plus apprécié (35 %) depuis 1981, devant MM. Jacques Chirac (23 %), Laurent Fabius (18 %) et Pierre Mauroy (11 %). Cette enquête a été effectuée les 30 avril et 2 mai auprès de 1 000 personnes.



GRANDES TAILLES sera exceptionnellement ouvert le mercredi 8 et le jeudi 9 mai 91

26, BD MALESHERBES 75008 PARIS. (1) 42 66 34 21
74, BD DE SEBASTOPOL 75003 PARIS. (1) 42 72 25 09
CENTRE COMMERCIAL MAINE-MONTPARNASSE. (1) 45 38 73 51

SOCIÉTÉ

Le schéma « Universités 2000 » présenté en conseil des ministres

Le gouvernement veut multiplier les IUT

Suite de la première page

Quant au Pas-de-Calais, les deux universités en gestation sur le littoral (Calais, Dunkerque, Boulogne) et dans l'Artois (Arras, Béthune, Lens) sont également confirmées.

En revanche, bien des projets de création d'universités nouvelles, agités depuis un an de façon officieuse dans l'entourage du ministre, ont été renvoyés à plus tard. Les établissements supplémentaires, un moment prévus en Bretagne, à Aix-Marseille, à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, voire à Belfort, ne font plus partie des priorités, même si, pour éviter les frustrations trop brutales, on n'exclut pas le renforcement progressif de pôles d'enseignement supérieur en Bretagne (Lorient-Vannes) et à Belfort. Seule la ville de La Rochelle échappe à la peau de chagrin : la décision de principe d'y créer une université pluridisciplinaire est désormais acquise.

L'incertitude des perspectives démographiques et le caractère aléatoire des réorganisations envisagées dans les grandes villes universitaires comme Lyon, Marseille ou Bordeaux expliquent, sans doute, la prudence gouvernementale. Mais il ne fait pas de doute que les perspectives économiques et budgétaires moroses ont largement contribué à cette révision à la baisse des ambitions initiales de M. Jospin.

Cinquante mille places supplémentaires

La vraie nouveauté des arbitrages opérés au cours des dernières semaines réside dans la décision de développer fortement les formations professionnalisées et, en particulier, les formations de deux ans des instituts universitaires de technologie (IUT). Plutôt que de laisser se multiplier de façon un peu anarchique des antennes universitaires un peu partout, le gouvernement a clairement choisi de relancer les IUT. Il prévoit ainsi d'y créer quelque cinquante mille places supplémentaires en cinq ans, soit une augmentation de 70 %. Plusieurs milliers de places devraient être trouvées grâce à une meilleure utilisation des capacités existantes, en augmentant légèrement la taille des

«groupes». Dans les filières industrielles, le nombre d'étudiants par groupe pourrait être porté à vingt-six et dans les filières tertiaires à vingt-huit.

Mais l'essentiel de l'effort portera sur la création d'environ 160 nouveaux départements d'IUT, en majorité dans le secteur tertiaire. Une partie de ces nouveaux départements permettra de renforcer des départements IUT existants mais trop isolés, afin de les transformer — dans une vingtaine de villes — en IUT «autonomes», comptant au moins 800 à 1 000 étudiants. D'autre part, une bonne cinquantaine de nouveaux départements d'IUT seront créés dans des villes moyennes, en particulier dans des régions où le potentiel universitaire reste trop concentré sur les grandes villes : c'est notamment le cas dans les régions de Picardie, de Midi-Pyrénées, du Centre, de Bourgogne ou de Provence.

Trois mois de négociations

Enfin, une quarantaine de nouveaux départements d'IUT devraient être créés en région parisienne, qui manque cruellement de ce type de formations. Mais, compte tenu de l'extrême complexité des enjeux économiques, urbains... et politiques de l'Île-de-France, les sites exacts d'implantation de ces nouveaux équipements n'ont pas encore été décidés.

Au total, le gouvernement entend donc développer des formations bien calées sur les besoins économiques et capables d'accueillir les bacheliers technologiques qui échouent aujourd'hui massivement dans les premiers cycles universitaires classiques. Cela lui permettra, en outre, de renforcer le maillage universitaire sur l'ensemble du territoire national. Grosso modo toutes les villes de 30 000 habitants devraient pouvoir bénéficier, d'ici quatre ou cinq ans, d'implantations universitaires minimales. Enfin, le coût de ces investissements devrait être largement partagé par les collectivités locales auprès desquelles les IUT ont une excellente image.

La participation financière des régions, des départements et des villes est décisive pour la réussite du plan gouvernemental et les pou-

voirs publics misent sur des investissements locaux d'une ampleur comparable à ceux de l'Etat. Pour parvenir à cette parité financière, le gouvernement va donc négocier, cas par cas, sur les constructions neuves, la rénovation des locaux existants ainsi que sur les mesures d'accompagnement comme le logement et l'aide sociale étudiante.

Engagée de façon informelle depuis des mois, cette concertation va désormais pouvoir être menée officiellement entre les collectivités territoriales d'un côté, les préfets de région et les recteurs de l'autre. Ces derniers vont être mandatés, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire fixée pour chaque région, pour établir la liste des investissements à réaliser et les participations financières de chacun des acteurs. Pour désamorcer un certain nombre de méfiances et d'hesitations, le gouvernement propose aux responsables locaux un partenariat renforcé et s'engage à les consulter sur les principales décisions en matière d'enseignement supérieur (choix d'implantation, définition des filières, utilisation des locaux, etc.).

L'objectif du gouvernement est de boucler l'ensemble de ces négociations d'ici la fin du mois de juillet et de pouvoir arrêter définitivement le schéma Universités 2000 lors d'un comité interministériel d'aménagement du territoire, probablement en septembre.

G. C.



Profil bas

par Gérard Courtois

L'AMBITION du plan d'Universités 2000, annoncé et préparé depuis plus d'un an, n'est pas mince. Il s'agit de planifier le développement du système français d'enseignement supérieur pour lui permettre d'absorber la croissance, pratiquement sans précédent, des effectifs d'étudiants et de tenter de remédier au décalage persistant entre les formations supérieures et les besoins de l'économie. A la veille du marché unique européen et à l'ube du vingt et unième siècle, l'enjeu de cette nouvelle carte universitaire est considérable.

Effets d'annonce intempestifs

La ralente des IUT est d'autant plus cohérente qu'elle devrait permettre d'accueillir dans de meilleures conditions les nombreux bacheliers issus du technique et qui ne trouvent pas leur place dans les filières classiques

de l'université. Mais, après les effets d'annonce un peu intempestifs de ces derniers mois, toutes les agglomérations qui espéraient accéder au statut de ville universitaire ou qui voulaient profiter de l'occasion pour réorganiser leurs établissements d'enseignement — supérieur — devront attendre des jours meilleurs. Au-delà de ces frustrations locales éventuelles, le schéma « Universités 2000 » soulève deux questions.

Permettra-t-il, tout d'abord, de faire face à la poussée des effectifs ? Face aux trois cent mille étudiants attendus dans les cinq prochaines années, les cinquante mille places d'IUT et les quelque soixante-dix mille places des sept nouvelles universités ne font pas le compte, même si l'on intègre

la poursuite du développement des sections de techniciens supérieurs.

La réussite du plan gouvernemental suppose donc une très forte amélioration du rendement pédagogique des filières universitaires, surchargées par les étudiants en situation d'échec. Immense chantier.

Mais surtout, ce plan pourra-t-il être appliqué ? Il a déjà pris un sérieux retard, puisque le budget 1991 ne prévoit qu'un peu plus de 1 milliard de francs d'investissements sur les 16 annoncés l'an dernier. Pour espérer réussir, il faudrait, dès 1992, accélérer considérablement le rythme des engagements financiers.

Or le lettre de cadrage budgétaire adressée récemment par le premier ministre ne va guère dans ce sens.

EN BREF

□ Fuites toxiques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. — Deux alertes aux produits toxiques ont été déclenchées lundi 6 mai. La ville d'Henderson, située à 16 kilomètres de Las Vegas, a été coupée du reste du monde pendant près de huit heures, alors qu'un vaste usage de gaz verdâtre, conséquence d'une fuite de chlore dans une usine chimique proche, la recouvrait. Cinquante-cinq personnes ont été hospitalisées pour des problèmes respiratoires et quinze mille autres évacuées. En Grande-Bretagne, la découverte, sur la côte est, près de Weybourne, de deux réservoirs remplis chacun de 24 000 litres d'acrylique a entraîné l'évacuation de plus de deux cents personnes. — (Reuters)

□ Les cendres toxiques de Quimper trouvent asile dans la commune de M. Le Peasec. — M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, et maire de Mellac (Finistère), propose de stocker dans sa commune, pendant un an, les cendres toxiques de Quimper. L'existence de ces cendres, venant de l'incinération d'ordures ménagères de la ville de Concarneau, avait été révélée en novembre dernier par le conseiller Vert de Quimper, M. Alain Uguen (le Monde du 2 janvier).

□ Rectificatif. — M. Tony Fighiera, inculpé de faux et usage de faux en écritures commerciales dans l'affaire des fausses factures de Nice-Acropolis, est le gérant de la société Acropolis Restauration et non d'Azur Restauration comme nous l'avons indiqué par erreur dans le Monde du 27 avril. La société Azur Restauration nous prie de faire savoir qu'elle n'a « aucun lien commercial ni économique » avec Acropolis Restauration, de même qu'elle n'a jamais été concessionnaire de la restauration du palais des congrès de Nice et qu'elle n'a jamais pu facturer, à ce titre, « quelque service que ce soit à cet organisme ».

CATASTROPHES

Alors que le nombre des victimes risque d'augmenter

Le mauvais temps gêne l'acheminement des secours au Bangladesh

Les violents orages, accompagnés de vents forts et de pluies abondantes, qui se sont abattus dans la journée du lundi 6 mai sur le région du Bangladesh ravagée par le cyclone tropical du 30 avril, ont empêché l'acheminement des secours destinés aux survivants. Les organisations humanitaires craignent

donc que le nombre des morts n'augmente encore. « La période critique a commencé. Des personnes blessées ou victimes de la disette ne peuvent survivre que quatre ou cinq jours dans de telles circonstances », a déclaré le docteur Muhammad Musa, qui fait partie de l'organisation Care International. Pour le

moment, le bilan officiel reste aux alentours de 125 000 morts et de 10 millions de sans-abri.

D'après le Croissant-Rouge, il pourrait atteindre 200 000 morts si on ajoute les victimes ultérieures de la disette et des maladies liées à l'eau polluée. — (AP.)

Une économie naufragée

DACCÀ

de notre envoyé spécial

Une semaine après le passage du cyclone, il est encore impossible d'évaluer avec précision les dégâts subis par le Bangladesh. Sans même parler des morts, dont le nombre donnera longtemps lieu à débat, il apparaît très difficile d'apprécier les pertes subies par les survivants. La plupart des habitants de la zone sinistrée, comme d'ailleurs dans le reste du pays — habitent des logements de fortune, construits par les paysans eux-mêmes. Cabanes de planches, huttes de terre, paillettes à toit de paille ou de chaume, elles ont l'avantage de ne pratiquement rien coûter à la construction, et l'inconvénient d'être extrêmement vulnérables aux intempéries.

Les victimes du cyclone se retrouvent donc pour beaucoup sans abri, en une période de l'année où les pluies sont abondantes. Mais surtout ces maisons s'envolent comme fétus dans la tempête, surtout elles sont faciles à reconstruire. Dans beaucoup de villages de la zone sinistrée, eu moins sur le continent, les habitants ont déjà remonté leur toiture. Ceux dont le logement est irrécupérable ou complètement disparu se construisent aussitôt des abris de fortune, sur

le modèle de leurs compatriotes des bidonvilles. Pour peu qu'on leur alloue de la toile ondulée, ils auront tôt fait de reconstruire une « maison ».

Pour ces pauvres paysans du Bangladesh, il n'est évidemment pas question de bâtir en dur pour se mettre à l'abri d'un prochain cyclone. Sans question non plus, pour ceux qui se proposent de leur venir en aide, de les inciter à le faire. « Ce que nous proposons », explique M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat français à l'aide humanitaire, « c'est de financer la construction d'abris en béton avec des planchers suffisamment hauts pour mettre tout le monde hors d'eau. Ce n'est pas très cher et c'est parfaitement efficace ».

Ces abris serviraient de refuges aussi bien en cas de cyclone qu'en cas d'inondation, l'autre fléau du Bangladesh. Certains proposent même de financer la construction d'écoles ou de bâtiments publics qui joueraient le rôle d'abri tout en servant quotidiennement à la population. « C'est en tout cas plus réaliste que d'indiquer le cours des fleuves », ajoute un expert du ministère français de l'environnement. Pour le paysan bangladais, de toute

façon, le logement est secondaire par rapport à la préoccupation dominante : produire de quoi se nourrir. Et c'est là que le cyclone du 30 avril a fait le plus de dégâts. Dans les îles comme Sandwip ou Kutubdia, l'eau de mer a recouvert les cultures, anéantissant la récolte d'hiver. Les animaux de ferme ont été emportés par les flots. Les paysans rasés se retrouvent donc sans rien. Quant aux pêcheurs, ils ont en général perdu tout leur matériel. Sans parler des élevages de crevettes qui ont été emportés corps et biens. Dans un pays où les particuliers ne souscrivent pas d'assurance, il ne reste plus qu'à prier ou attendre une main généreuse.

Entrepôts à ciel ouvert

Sur le continent, les pertes sont moins sévères, mais néanmoins réelles. Chaque famille dispose, autour de sa porte, de lopins de terre où poussent des légumes soigneusement taillés, ainsi que des arbres fruitiers. Le vent soufflant en tempête a couché les bananiers, épiqué les papayers, fracassé la solide ramure des manguiers. Et l'inondation a ravagé les potagers. De sorte que ces familles, même lorsqu'elles

ont conservé leur bétail et leur rizière intactes, devront acheter ou mendier fruits et légumes. L'autre grande victime du cyclone est le port de Chittagong — et l'industrie textile qu'il a fait naître. Le Bangladesh se vante d'avoir créé autour de son port un pôle commercial et industriel vital pour l'économie nationale. Des entrepreneurs japonais, coréens et pakistanais avaient risqué leurs capitaux pour créer de toutes pièces une industrie textile destinée à prendre le relais des vieilles usines de jute. Le cyclone a ravagé la plupart des bâtiments, dont les toits de tôle et les bardages se sont envolés. Les machines, après avoir subi l'inondation, sont maintenant livrées aux intempéries.

Une entreprise coréenne (Yang Wans Garments) a déjà laissé entendre qu'elle hésitait à conserver ses installations dans l'EPZ (Export Processing Zone) de Chittagong, étant donné la vulnérabilité de l'endroit aux cyclones. Même les entreprises qui n'ont pas trop souffert physiquement se trouvent prises au piège d'une ville désorganisée : l'aéroport a été saigné ; les communications — qui viennent en principe d'être particulièrement fiables — restent très vulnérables ; et le port, son poumon commercial, est aujourd'hui

asphyxié. Le cyclone a coulé en quelques heures presque tout ce qui flottait à quai ou dans l'embouchure du fleuve Kharnaply. Le dernier décompte fait état de deux bateaux-pilotes engloutis ainsi que de deux remorqueurs, une drague et l'unique grue flottante du port. Non seulement ces engins manquent pour la manœuvre, mais ils obstruent les voies navigables. Les bâtiments portuaires ont subi le même sort que les autres : les toits des toits et des murs se sont envolés. Les matériaux stockés dans les entrepôts se retrouvent à ciel ouvert ou sommairement bâchés. Et l'on aura de mauvaises surprises lorsqu'on ouvrira les conteneurs qui ont séjourné sous deux mètres d'eau.

En clair, la désorganisation du port paralyse aujourd'hui l'activité de quelque trois cents usines textiles et ateliers de confection du pays. Les investisseurs étrangers avaient cru réaliser une affaire en s'implantant dans une région où la main-d'œuvre est exceptionnellement bon marché. Ils s'aperçoivent aujourd'hui que le Golfe du Bengale est un lieu à haut risque, mais dans un sens qui ne leur est pas familier : le risque naturel majeur.

ROGER CANS

سكيا من الامل

صكيات الامم

ES

ish
Blanch

SOCIÉTÉ

REPÈRES

COMMÉMORATION

La reine-mère Elisabeth d'Angleterre dans le Berry

La reine-mère Elisabeth d'Angleterre, a présidé, lundi 6 mai à Valençay (Indre), l'inauguration d'un mémorial à la gloire d'une unité militaire jusque-là oubliée par les monuments et les commémorations : le SOE (Special Operations Executive), créé dès l'été 1940 par Winston Churchill pour former des agents de liaison entre Londres et les réseaux de Résistance naissants dans la France et l'Europe occupées. Dans la nuit du 5 au 6 mai 1941, le premier de ces agents, le Français Georges Bègue, était parachuté près de Valençay, dans une région qui devint la plaque tournante du dispositif. Les parachutages et envois d'agents du SOE se poursuivirent ensuite jusqu'au débarquement. (Corresp.)

CODE PÉNAL

Manifestation d'homosexuels devant le Sénat

A l'appel de plusieurs associations d'homosexuels et de lutte contre le sida, une centaine de personnes se sont rassemblées, lundi 6 mai, à proximité du Sénat, pour protester contre le projet de loi de la commission des lois de rétablir par amendement, à l'occasion de l'examen du projet de code pénal, le délit d'homosexualité sur mineur de quinze à dix-huit ans (le Monde du 24 avril) et d'instituer, pour lutter contre le sida, une sanction à l'encontre des personnes « conscientes et éveillées » ayant provoqué la dissémination d'une maladie transmissible épidémique (le Monde du 28 avril).

RELIGIONS

Un échec pour les Témoins de Jéhovah à Louviers

Le projet d'implantation à Louviers (Eure) d'un centre des Témoins de Jéhovah, sur un terrain de 16 hectares, a été suspendu par le préfet de l'Eure, M. Michel Methieu. Celui-ci a adressé le 30 avril à Mme Odile Proust, maire de Louviers, favorable au projet, une lettre d'« observations juridiques », rendue publique le 6 mai par M. François Loncle, député socialiste de l'Eure, qui mène la bataille contre cette implantation (le Monde du 11 octobre 1990).

La préfète estime « inappropriée » la procédure de « modification » du plan d'occupation des sols, approuvée par le conseil municipal de Louviers du 25 mars 1991 pour permettre la vente des terrains aux Témoins de Jéhovah. C'est une procédure de « révision », associant les services de l'Etat, qui aurait dû être mise en œuvre, selon la préfète. Soupçonnée d'illégalité, la procédure est donc suspendue.

NAUFRAGE

Au moins 260 disparus au Pérou

Cinq corps ont été retrouvés et 260 personnes sont portées disparues à la suite du naufrage, lundi 6 mai, du bateau *Chachita* sur le rio Marañon, près de San José de Saramuro, à quelque 1100 km au nord-est de Lima. Selon un bilan officiel, sur les quelque 400 passagers que transportait le navire, 135 ont pu être sauvés. Les recherches d'éventuels survivants et de corps encore enfermés dans la carcasse du bateau ont continué dans la soirée de lundi. - (AFP.)

MÉDECINE

Un entretien avec le professeur Luc Montagnier

« Il faut que le professeur Gallo reconnaisse son erreur » à propos du virus du sida, nous déclare le chercheur de l'Institut Pasteur

La controverse franco-américaine sur la paternité de la découverte du virus du sida, relancée avec la prochaine parution de travaux français dans la revue américaine *Science* (le Monde du 7 mai), a été remise pas pour l'instant en question. L'accord franco-américain de 1987, nous déclare le professeur Luc Montagnier, mais précise-t-il, « il faut que le professeur Gallo reconnaisse son erreur ».

Dans une prochaine publication de l'hebdomadaire scientifique, le professeur Montagnier et ses collaborateurs de l'Institut Pasteur expliquent avoir envoyé, en 1983, non pas un, mais deux virus au professeur Robert Gallo, dont l'un est identique par ses séquences au HTLV 3 B identifié par l'équipe de ce dernier. Le professeur Gallo, pour sa part, indique que « jamais on ne remettra en cause l'accord » qui prévoit la répartition des bénéfices commerciaux résultant de la découverte du virus. « Il n'y a rien de nouveau, si ce n'est que les Français admettent avoir fait une faute. (...) Tout n'a pas été fait dans mon laboratoire, tout n'a pas été fait chez Pasteur. (...) Historiquement, il n'y a pas de nouvelles informations significatives », a-t-il déclaré, mardi 7 mai, dans un entretien à France-Info.

« Les résultats que vous publiez dans l'hebdomadaire américain *Science* constituent-ils, selon vous, l'épilogue de la longue controverse que vous opposez au professeur Robert Gallo ?

- Cette publication constitue un épilogue pour ce qui est de notre

enquête. Sera-ce un épilogue pour la partie américaine ? C'est à eux de décider. Si le professeur Gallo et ses collaborateurs contentent nos données, l'affaire pourrait s'enliser de manière durable. Il faut toutefois préciser que la commission d'intégrité scientifique du National Institute of Health a reçu nos différents échantillons viraux. Ces derniers sont, par ailleurs, déposés à la collection nationale des micro-organismes de l'Institut Pasteur, une collection reconnue au plan international. Cette commission américaine a ainsi tous les moyens de vérifier les conclusions de notre article à paraître dans l'hebdomadaire *Science*. Le professeur Gallo peut aussi le faire, s'il le souhaite.

« Je tiens à rappeler que nous n'avions pas contesté les derniers résultats du professeur Gallo sur ce thème, publiés dans la revue britannique *Nature*. Il s'agissait pourtant de travaux incomplets... Je ne vois pas, d'autre part, comment le professeur Gallo pourrait contester les travaux de séquençages viraux effectués par M. Simon Wain-Hobson et son équipe qui, dans ce domaine, jouissent d'une réputation internationale. Il est aussi important de préciser que les docteurs Klatzmann et Gluckman disposent des échantillons conservés par congélation des lymphocytes des malades avant toute culture, donc avant toute possibilité de contamination.

« Tout cela vient contrarier l'hypothèse selon laquelle une contamination d'origine américaine pourrait interférer avec nos identifications virales. Nous donnons, quant à nous, une transparence totale à nos travaux. Nous expliquons les « mystères » qui subsistent sur les changements de propriétés du virus durant l'année 1983. De notre côté, tout est clair.

- Est-ce que ces conclusions remettent en cause l'histoire des découvertes du virus du sida, tel que vous l'avez raconté en 1987 avec le professeur Gallo ?

- Non, parce que cet historique ne faisait que rappeler les principales dates de publication et de grands congrès scientifiques. Ces conclusions apportent, en revanche, de nouveaux éléments. Il appartient maintenant au professeur Gallo et à ses collaborateurs de l'époque, soit de contester nos données - nous espérons que ce ne sera pas le cas -, soit de reconnaître le bien-fondé de notre nouvelle interprétation. Si c'est le cas, ils devront reconnaître, de manière officielle et publique, dans une revue scientifique, que leur virus HTLV 3 B d'est en réalité qu'une contamination de HIV 1-LAI. C'est là une étape essentielle pour clore cette controverse.

« Contre à l'éthique »

- Mais si le professeur Gallo et ses collaborateurs acceptent de reconnaître ce fait, à quoi se réduirait leur contribution ? L'accord franco-américain serait-il, dès lors, remis en cause ?

- La contribution américaine aura été d'avoir montré que notre souche virale pouvait pousser dans une lignée cellulaire continue (elle-même déjà isolée par ailleurs et qu'ils ont rebaptisée), puis d'avoir caractérisé, à partir de cette production virale en masse, de nouvelles protéines du virus et fait des études sérologiques montrant la liaison avec le sida. Cela dit, parallèlement, nous faisons aussi pousser le virus sur une autre lignée continue et l'apport biotechnologique américain a été très rapidement rattrapé grâce à une collaboration franco-anglaise avec le professeur Robin Weiss. Pour ce qui est de l'accord officiel franco-américain de 1987, il n'est pas, pour l'instant, remis en question.

- Quelle serait votre attitude si le professeur Gallo et ses collaborateurs ne revenaient pas sur leurs conclusions ?

- Si tel était le cas, ce serait mau-

vais pour toute la communauté scientifique. Mais cela donnerait surtout une très mauvaise image du professeur Gallo et de ses collaborateurs. Nous reconnaissons, pour notre part, une contamination, comme plusieurs autres équipes - américaine ou britannique - l'ont fait ces dernières années. Il n'y a là rien de déshonorant. Ce qui est tout à fait particulier ici, c'est cet acharnement à vouloir cacher les faits. On ne peut que s'étonner de cette volonté de masquer la vérité. A quoi correspond-elle ? Plus l'équipe du professeur Gallo s'entêtera dans le refus de reconnaître cette contamination, plus elle donnera à penser que cette même contamination a été faite de manière délibérée...

« Au fond, cette affaire n'a pas une grande importance scientifique, mais elle s'empoisonne nos relations et elle donne une très mauvaise image de la recherche scientifique pour le public. Il est important, dès lors, d'aller jusqu'au bout et qu'il y ait un épilogue. Il faut que Gallo reconnaisse son erreur. Il y a quand même en dans cette affaire de nombreuses entorses à l'éthique scientifique.

- Si cette affaire n'a pas une grande importance scientifique, pourquoi y accordez-vous tant d'importance ?

- Ce n'est pas nous qui l'avons relancée. Mais notre contribution permet de clarifier un certain nombre de points importants pour l'histoire de la recherche sur le sida. L'essentiel, à mes yeux, est le retour à une certaine moralisation de la recherche. Il y a eu, dans cette affaire, de nombreuses entorses à l'éthique. Ajouter, dans le complot d'un congrès scientifique, est un acte scandaleux. Rebatte un virus, une lignée cellulaire, que l'on reçoit d'un autre laboratoire, est inadmissible.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU



LA CONFIANCE PARTAGÉE

46 millions d'épargnants détiennent 700 milliards de francs sur leurs livrets A, chez l'Écureuil ou à La Poste. La Caisse des dépôts et consignations, à qui la gestion de cette épargne est confiée, préserve leur capital, en assure la rémunération, garantit à tout instant la disponibilité des sommes déposées.

Pour 654 offices et sociétés d'IHM, la Caisse des dépôts et consignations est le banquier du logement social. Elle finance chaque année 65 000 nouveaux logements.

36 653 maires peuvent compter sur nous. Avec le Crédit Local de France, nous finançons les équipements locaux : aménagement d'espaces verts, assainissement, équipements scolaires et culturels, hôpitaux et infrastructures. Avec nos filiales techniques, nous proposons aux collectivités locales une gamme de services spécialisés pour améliorer les conditions de la vie quotidienne et mieux préparer l'avenir.

14 millions d'assurés choisissent la CNP. Ils en font l'un des deux premiers groupes français de l'assurance-vie et de la capitalisation. La CNP s'adresse aussi bien aux particuliers par l'intermédiaire de La Poste, de l'Écureuil et du Trésor Public, qu'aux groupes tels que collectivités locales, établissements financiers, mutuelles et entreprises.

Le retraité sur 7 est en relation directe avec la Caisse des dépôts et consignations. Elle a reçu le mandat de gérer deux grandes caisses de retraite publiques : la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) et l'institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC).

600 000 clients souscrivent, à La Poste, chez l'Écureuil et chez les comptables du Trésor, aux Sicav dont la Caisse des dépôts et consignations est le dépositaire et le co-gérant. Il s'agit de placements de premier ordre : nos Sicav monétaires et court terme viennent de recevoir la notation AAA, attribuée par Standard and Poor's-Adel.

Choisie en 1990 comme chef de file associée dans plus de 80 émissions nationales et internationales, la Caisse des dépôts et consignations confirme son rôle de premier plan sur les marchés financiers.



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

La Caisse des dépôts et consignations est née le 28 avril 1816. 1816-1991 - 175 ans de confiance partagée.

CULTURE

CINÉMA

Entre cœur et jardin

LE VOYAGE
DU CAPITAINE FRACASSE
d'Enzo Scola

Il n'est pire misère que de se savoir pauvre. Dans son château en ruine, seul avec son vieil intendant et son chien plus vieux encore, le jeune vicomte de Sigognac, dernier du nom, n'est plus qu'un enfant humilié. Un aristocrate ruiné n'a plus d'identité. Mais passe la nuit d'orage où grogole le destin. Leurs oripeaux sont en lambeaux, leurs estomacs aussi vides que leurs poches. Mais eux sont riches à millions. Il leur suffit de descendre de leur chariot brinquebalant tiré par deux bœufs

bileté chaleureuse de l'adaptatio. Scola, avec une légitimité indiscutable, ayant substitué au personnage de Scapin son homologue de la commedia dell'arte, c'est-à-dire Pulcinella. Promu au rang de narrateur, archétype valable du valet de comédie, dévoué corps et âme à Fracasse, maître qu'il s'est librement choisi (la lutte des classes vue par Scola), il est (sur) joué par l'excellent Massimo Troisi, dont la gestuelle superlatrice est terriblement contrariée par un très inopportun doublage en français sans accent italien.

Domage ! D'autant que le parti pris de présenter ici le Voyage du capitaine Fracasse dans sa seule version française peut être considéré comme une marque de



Vincent Pérez et Emmanuelle Béart

blancs impossibles. Il leur suffit de monter en trois mouvements des tréteaux branlants pour que la magie opère. Devant des parterres de paysans béats, ils jouent. Ils jouent de toute leur âme. A eux les feux grandioses et dérisoires du froid, alors ils n'ont plus faim, pas plus que ceux qui les écoutent. Le théâtre est tout-puissant, il transforme un seigneur en acteur. Sigognac prend la route avec la troupe. C'est ce voyage que Scola entendait à la suite de Théophile Gautier. Voyage initiatique, métaphorique, qui va faire d'un hobereau ébahi un fraccassant Fracasse, d'un puceau pusillanime l'amoureux flamboyant de la belle Isabelle, de la générale Serrafina. Pas de cape chez Scola qui ne sorte de la panthère à costumes, pas d'épée qui ne soit à lame rentrante. Le théâtre, toujours le théâtre, plus vrai que la vie, moins cruel que l'amour, plus fort que la mort, même celle sous une fausse neige, du pauvre Matamore.

Tout le film se déroule, sur un mode noble et sentimental, dans des décors de sublime carton-pâte inspirés de Jacques Callot, de Gustave Doré, de Hogarth. « Il s'agit d'un film intimiste », disait déjà Scola pendant le tournage (Le Monde du 28 juin 1990), ajoutant qu'il avait toutes les tentatives d'adapter Fracasse au cinéma dédaignées, même celle d'Abel Gance (11), et qu'il espérait pour sa part ne pas décevoir les fervents de Gautier.

Il ne devrait pas décevoir, en tout cas, les fervents de Scola, qui retrouve en effet dans ce voyage la couleur épique et désenchantée qui baignait celui de Jo Nuyt de Varennes, et l'an applaudit à l'abandon.

Le Prix Carleton à Jean-Marie Le Clézio. — Le Prix Carleton « littérature et cinéma » 1991 sera décerné, le mercredi 8 mai, à Cannes, à Jean-Marie Le Clézio pour son roman *Onitsha*. Créé en 1990 et doté de 50 000 francs, cette distinction entend « contribuer à la création cinématographique en aidant à trouver dans la littérature des sujets originaux », et « permettre à un écrivain de rencontrer la profession du cinéma et de donner à son livre un prolongement imprimé ».

Mort du danseur Roman Jasinski. — Le danseur d'origine polonaise Roman Jasinski, ancien membre du Ballet 1933 de George Balanchine et des Ballets russes du colonel de Basil, est mort le 16 avril. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Né à Varsovie en 1907, il avait fait ses débuts à Paris en 1928 au sein du Ballet d'Ida Rubinstein, dont la chorégraphie était Bronislava Nijinska. Après ses passages chez Balanchine et de Basil, Roman Jasinski avait rejoint le Ballet russe de Monte-Carlo, avec lequel il se produisit à travers toute l'Amérique. Il avait abandonné la scène depuis 1956 et dirigé depuis le Tulsa Ballet Theatre, l'une des meilleures compagnies régionales des Etats-Unis.

MUSIQUES

Saison croisée pour Garnier et Bastille

Production intensifiée et croisement des activités pour la saison 1991-1992 des Opéras de Paris

C'est un message un peu délicat que devait faire passer lors de sa conférence de presse annuelle, donnée lundi 6 mai dans l'amphithéâtre de la Bastille, l'équipe dirigeante des Opéras de Paris. M. Pierre Bergé, président, Philippe Belaval, directeur général, Patrick Dupond, directeur de la danse, Myung-Whoo Chung, directeur musical, et Georges-François Hirsch, administrateur des deux établissements après l'écoulement de M. Jean-Albert Cartier (le Monde daté 28-29 avril).

La décision de « faire croiser les disciplines » entre les deux salles ouvre une ère nouvelle dans l'histoire des Opéras parisiens : « Une page est tournée », a déclaré M. Bergé. Alors que vont être démontées les conventions collectives, tout le monde doit désormais « aller dans le même sens et du même pas » — et, comme l'a clairement fait comprendre le président, Jean-Albert Cartier n'avait pas, à ses yeux, trouvé assez vite la cadence. Mais, si l'heure est à la mobilisation, elle est aussi à l'apaisement et à un savant modelé des contours : « La danse restera à Garnier, elle ne jouera pas les bouche-trou à Bastille » (douze représentations du Lac des cygnes sont prévues en tout et pour tout pour 1991-1992 dans le nouvel établissement), « pas question que l'opéra envahisse Garnier ». Mais « tant que la salle modulable n'est pas construite, a spécifié le président, il fallait absolument pouvoir disposer d'une salle pour des spectacles de plus petits formats ».

Le rendement et la qualité

Bergé entend visiblement se servir de cet argument d'un levier polyvalent : si la politique éconômique de créations et d'aides aux jeunes compositeurs n'a toujours pas été entreprise de façon significative, c'est aussi, dit-il, parce que la construction de cette même salle modulable a été interrompue. Le bon fonctionnement de l'entreprise Garnier-Bastille passerait donc par la mise en service de cette troisième salle.

Dès la saison prochaine, Dario Fo mettra en scène à Garnier le *Barbier de Séville*, de Rossini. Pour le reste, la programmation lyrique (105 représentations à Bastille, dont 7 nouvelles productions et 3 reprises) répond sagement, comme l'a expliqué M. Hirsch, au désir de « construire un répertoire » — il faudra attendre la saison 1992-93 pour que les classiques de notre siècle et

la création se taillent la part du lion. Après la reprise des *Noëls*, de Mozart, qui ouvrira la saison lyrique le 18 septembre, Chung dirigera *Le soldat inconnu*, mis en scène par Jean-Pierre Miquel, *L'ange de feu*, de Prokofiev (co-produit avec Los Angeles et Genève), verra la collaboration du chef Lawrence Foster et du metteur en scène André Serban.

Danse contemporaine

Reprise en décembre de *la Flûte enchantée*, sur laquelle travaille déjà Bob Wilson (Friedmann Layer remplace alors Armio Jordan dans la fosse). Avant le Boris Godounov de Chung/Kokke, la *Lady Macbeth de Mzensk* de Chung/Engel, la coproduction avec Los Angeles d'*Elektra* (direction : Schönwälder, mise en scène David Pountney), *Un bal masqué*, monté par Nicolas Joel (et à nouveau dirigé par Chung). Les *Contes d'Hoffmann* verront au avril les débuts à l'opéra de Roman Polanski et ceux, dans cette fosse, d'Ina Marin, jeune assistant roumain de Claudio Abbado, à Vienne. Enfin, l'*Otello*, mis en scène par Petrica Ionescu et si mal accueilli en début de saison, sera repris en juin dans un décor légèrement modifié, avant de nous représenter à l'exposition universelle de Séville.

Aux 25 concerts (Orchestres de Boston, de Dresde, de Munich) et récitals dans la grande salle, s'ajoutent les 84 manifestations de l'Amphithéâtre et du Studio, portant la « puissance de frappe » de la Bastille à 234 représentations. Garnier offrira simultanément 121 représentations de ballet, 15 concerts, et les douze représentations du *Barbier* (sans compter les soirées de la Cinémathèque de la danse). Tout cela avec un seul orchestre de 137 musiciens.

Avec la sincérité abrupte qu'on lui connaît, le directeur musical, M. Chung (il vient de signer le contrat d'exclusivité avec Deutsche Grammophon) s'est demandé si les consignes administratives n'étaient pas en train de l'emporter sur les objectifs artistiques et si le rendement ne risquait pas de primer sur la qualité. « Ce sont bien plus que dix ou vingt musiciens qu'il faudrait ajouter à l'orchestre pour que nous puissions arriver », a-t-il déclaré (1), ajoutant qu'il continuerait à s'opposer, comme il l'a fait toujours, à l'administration pour que les progrès accomplis dans la fosse ne soient pas compromis : « Il faut que Bastille et Garnier gardent leur identité ». Patrick Dupond a

noté. La programmation du ballet a été présentée par ce dernier : à l'ouverture du lyrisme, la danse ose le contemporain avec une soirée confiée à Odile Duboc et à Daniel Larrieu, en collaboration avec de jeunes plasticiens et compositeurs (mai 1992). Une orientation qui devait s'accentuer, selon Georges-François Hirsch : « Nous ne referons pas le Groupe de recherches contemporaines (GRCP) qui tenait entièrement à la personnalité de Jacques Garnier, aujourd'hui disparu, mais nous voulons, avec Patrick Dupond, que la danse de notre siècle soit très présente ». Le directeur de la danse insiste sur sa volonté de renouer avec les commandes non seulement aux chorégraphes, mais aussi aux musiciens, aux peintres et aux sculpteurs.

La saison égrène aussi les ballets du répertoire. Elle débute avec *Giselle* (octobre 1991) dans la production, plutôt réussie, que l'on peut encore voir jusqu'au 13 mai 1990. Ensuite viennent quelques soirées exceptionnelles et de gala (du 10 au 19 octobre 1991) afin de donner le temps au ballet de répéter le programme Jérôme Robbins, très exigeant quant à la disponibilité des danseurs : le chorégraphe américain créera pour l'occasion, en octobre 1991, une œuvre sur la musique de Philip Glass. Pour les fêtes de *Roméo et Juliette* dans la production de Nourev, Citons une soirée prometteuse, intitulée « Picasso et la danse » (mars 1992) et réunissant le *Train bleu*, le *Rendez-vous* et le *Tricorne* pour lequel le peintre dessina des rideaux de scène, des décors et des costumes. Epoque héroïque dans laquelle les programmeurs tentent toujours de quoi monter une soirée consensuelle. Ainsi on reverra le programme *Nijinski/Nijinska* enrichi de *Petrovitch*. La Sylphide (mai 1992) précèdera une soirée Neumeier/Petit/Lander. Au total, 82 programmes à danser par le Ballet de l'Opéra de Paris.

En tout, 39 soirées seront réservées aux compagnies invitées, à commencer par celles de Béjart (octobre 1991), suivie de celle de Martha Graham, dont la tournée fut annulée, en janvier dernier, pour cause de guerre du Golfe (octobre/novembre 1991). Roland Petit (janvier/février 1992), le Ballet de Stuttgart (février 1992), et les Ballets de Bali (mars 1992) : autant de choix capables de rallier les goûts du plus grand nombre.

Le Ballet de l'Opéra de Paris partira en tournée au Japon et inaugurera l'Exposition universelle de

Séville 1992. D'autres tournées sont en cours de négociation, en France et aux Etats-Unis notamment. Un responsable d'une « cellule tournée » devrait être nommé.

Les concerts baroques, dont les budgets ont été revus à la baisse et la présence de la Cinémathèque de la danse sont maintenus, ce dont on se réjouit : le cinéma attire un public, plus jeune, qui autrement ne viendrait pas à l'Opéra. Un effort est d'ailleurs entrepris envers cet auditoire avec l'établissement d'un abonnement-jeunes, des tarifs différenciés pour les spectacles « difficiles » de Bastille et l'instauration d'un quota de places pour un public défavorisé (lire ci-dessous).

ANNE REY
et DOMINIQUE FRÉTARD

(1) L'effectif total est de 150 musiciens : onze postes restent à pourvoir. Les effectifs de M. Chung monteront jusqu'à une formation de 230 musiciens, chaque poste représentant un coût approximatif de 200 000 F par an, charges sociales comprises.

Les prix des places aux Opéras de Paris

Pendant la saison 1991/1992, les Opéras de Paris vont augmenter les prix des places. Pour les ouvrages du répertoire lyrique les places les meilleures passeront de 520 F à 560 F, soit 7,6 % d'augmentation ; pour le ballet de 270 F à 290 F, soit 7,4 % d'augmentation. Les prix des plus mauvaises places augmentent également de 10 F, passant à 50 F à la Bastille et à 40 F pour le ballet au palais Garnier.

Cependant quand il s'agit d'œuvres contemporaines — *Anges de feu*, de Prokofiev ou *Lady Macbeth de Mzensk*, de Chostakovitch — les prix diminueront pour les places des catégories les plus élevées (490 F au lieu de 560 F, 300 F au lieu de 490 F et 390 F, etc.).

Enfin, les moins de vingt-cinq ans pourront s'abonner au prix de 350 F pour trois spectacles lyriques et au concert en choix à Bastille. Une opération à Bastille-Garnier offrira « 1 000 places à 50 F », opération loucheant les jeunes, les milieux défavorisés, les sans-emploi.

Les abonnements seront disponibles au début de juin. Tél : Garnier 47-42-51-50 et Bastille 40-01-19-32.

ARTS

Deux rois ensemble

La célébration d'un généreux donateur s'accompagne de celle de Delacroix et de Manet deux titans de la peinture française du XIX^e siècle

LA DONATION
MOREAU-NÉLATON
au Grand Palais

Pour exposer des tableaux admirables, des dessins, se damant de gravures de premier ordre, toutes les raisons sont bonnes. La plus récente en usage dans les musées français se fonde sur un engouement nouveau de l'histoire de l'art : l'étude des collectionneurs et des donateurs qu'ils ont consentis. Le Louvre s'était essayé à cet exercice, il y a quelques années, en célébrant quelques-uns de ceux dont les legs ont fait son opulence. Associé au Musée d'Orsay, il recommence en rendant hommage à son principal pourvoyeur privé en art français du XIX^e siècle, Etienne Moreau-Nélaton.

Par donation en 1906, 1907 et 1919 et par legs en 1927, ce dernier a cédé au Louvre plus d'une centaine de toiles et six mille dessins et trois mille gravures à la Bibliothèque nationale. Tels sont les chiffres. Quant aux noms, ils suffisent à suggérer la formidable richesse, la prodigieuse qualité de l'ensemble aujourd'hui exposé dans sa presque totalité : Géricault, Delacroix, Corot, Millet, Fantin-Latour, Manet, Jordaens, Monet, Pissarro. Cet excellent homme possédait le *Nouveau de Don Juan*, le *Déjeuner sur l'herbe* et des Corot aussi fameux que le *Pont de Nanterre* et le *Cathédrale de Chartres*. Il les a donnés. Béné soit donc Etienne Moreau-Nélaton.

Béné soient avec lui ses aîeux, depuis les premiers Moreau qui exerçaient au dix-huitième siècle la noble profession de ferblantier faubourg Saint-Martin. Gloire à Martin-Ferdinand Moreau, qui spécula sur les biens des émigrés et l'immobilier durant la Révolution avec tant de bonheur qu'il échappa à toutes

les crises et fonda la fortune de la famille. Gloire aux deux Adolphe Moreau, père et fils, héritiers directs de Martin-Ferdinand. Le premier, agent de change, fut ami de Delacroix et de Rousseau et acquit qu'il eut huit cents tableaux. Le second, moins flamboyant, persévéra dans cette voie et se fit historien d'art tout en gérant la fortune familiale. Il transmit à Etienne Moreau-Nélaton, le fils qu'il eut de Camille Nélaton, elle-même fille d'Harpignies et habile peintre sur céramique. Etienne en fit l'excellent emploi que l'on sait.

Delacroix face
au « bon monsieur Corot »

Avec pitié, les commissaires de l'exposition ont placé à l'entrée quelques portraits et bustes de la dynastie Moreau et, à la fin, les tableaux qu'exécutait Etienne. Nao content de collectionner, il se voyait, artiste à son tour : paroxysme logique de l'obsession des beaux-arts. A la vue de ses toiles, disparues de manière, appliquées d'exécution, il est permis de douter de ses dons. La maïo était moins sûre que l'œil, et ni le commerce quotidien des chefs-d'œuvre ni la fréquentation de Degas ou de Manet ne suffirent à métamorphoser le collectionneur en praticien. Pour importer, du reste, l'essentiel de Moreau-Nélaton, ce sont ses admirations. L'homme disparaît derrière elles, n'ayant accompli d'autre œuvre que celle de composer son panthéon privé. De lui, il ne demeure qu'un nom sur les catalogues, étirolié d'outre-défense du *Nélaton* par l'étérité certaine de ceux qu'il vénérat.

Ces derniers, l'exposition — qui les dispose dans un ordre à peu près chronologique — les définit de la sorte : *De Corot aux impressionnistes*. Cette singulière simplification

s'explique sans doute par le désir de séduire le visiteur. Le mot « impressionnisme » doit, espère-t-on, attirer immédiatement le piéto de rétrospective, mais il n'est pas sans réflexion pavlovienne. Or les impressionnistes qui figurent dans l'exposition n'en forment ni la majorité ni, de loin, la meilleure partie. C'est même l'un des grands mérites de cet hommage : en présentant ensemble toutes les peintures de Moreau-Nélaton, il autorise des parallèles inévitables. En rétablissant la continuité du dix-neuvième siècle rompu par la partition des collections entre Louvre et Orsay, qui a multiplié les comparaisons bistrinées et dénué les filiations, il rend manifeste la royauté de quelques-uns, la faiblesse de quelques autres.

Autrement dit : on s'accroche pas sans dommage Corot et Delacroix ensemble, ni Manet et les impressionnistes, car Delacroix et Manet régnaient sur les salles ; ils imposent constamment leur autorité et leur intelligence : ils rendent à leur juste valeur, estimable mais de second ordre, une foule de répétitions qu'il est d'usage d'exalter par habitude de déférence.

Au rez-de-chaussée, l'affaire se joue donc entre Delacroix et Corot, séparés prudemment par une salle assez faible de Degas, Ricard et Couture. Toutes les armes servent : peintures, dessins, aquarelles, lithographies. D'un côté, la poésie, l'histoire, l'érosisme et le drame, les odalisques serpentes, un dessin inachevé de violence et d'acuité, de prodigieuses études de nus et de fauves à l'encre et au lavas qui pourraient être de Rembrandt ; des squelettes d'Angletier et d'Afri-

que d'une beauté qui laisse pantois. De l'autre, le « bon monsieur Corot » : vues de nature, de ruines et de villages ; la géographie d'un touriste épris de pittoresque, château Saint-Ange, moulines à vent, étangs picards, cathédrales ; une abondance d'études au soleil, bloodes et grasses — autant de tableaux sereins, parfaitement justes de lumière et de composition, exécutés avec une facilité comme naturelle, les meilleurs des paysages depuis Van Goyen et Ruysdael ; plus rares, des figures et des sujets religieux aux effets moins légers, sentant un peu l'étude et le pastiche ; une myriade de croquis, trente-quatre carnets d'études, exactes, habiles, dessinées avec une infallible vérité. Ils sont d'une contemplanon fastidieuse cependant, faute de tension et de sens. Un ou et un paysage de Delacroix sont passions et symboles. Un nu et un paysage de Corot sont relevés d'anatomie et de géologie.

Manet
et les impressionnistes

Il n'empêche : au nom de l'évolutionnisme qui régit l'histoire de l'art, Delacroix passe pour un peïtre « futuriste » captif de la tyrannie du sujet dont l'étude de piéto air à la manière de Corot aurait délivré les peïtres modernes. Aussi lui consacre-t-on plus d'expositions en Suisse et en Allemagne qu'en France, où nul ne se demande sans doute pourquoi Cézanne et Picasso se réclamaient de lui. Il serait peut-être temps d'en finir avec cette indifférence polie, qui n'est que méfiance et crainte face à une œuvre savante et voluptueuse, au rebours des schématismes contemporains.

Second rapprochement, seconde querelle : Manet et les impressionnistes. La partie est inégale entre le *Déjeuner sur l'herbe* et les *Coquel-*

cois de Monet et les sous-bois de Sisley, aimables mièvreries printanières, pour ne rien dire des carnets de Jongkind, qu'il n'était pas nécessaire de présenter en si grand nombre. Elle n'est pas plus équilibrée entre un bouquet de l'honnête Fantin-Latour et les pivoines chair et sang de Manet. Quand la couleur de l'un semble collée à la toile, pesante, granuleuse, celle de son rival vole, file, glisse, se fait pétale, feuille, peau, tissu et air. Surcroît de plaisir rare : près des toiles sont rangées les gravures de Manet, très peu mœuses d'ordinaire, versions successives du *Guitarero* et de l'*Olympia*, croquis à l'eau-forte des visiteuses en noir du Prado, des spectateurs au théâtre et du corbeau emblématique de Poe, Boudelaire et Mallarmé.

L'une d'elles, de 1866, représente l'acteur Rouvière dans le rôle d'Hamlet. On aimerait la décrocher et, descendant l'escalier, la placer à côté d'une lithographie de Delacroix de 1828, *Hamlet contemplant le crâne de Yorick*, dont Moreau-Nélaton possédait une épreuve ornée de croquis en marge. Rapprochées, ces deux planches shakespeareennes démontrent la proximité et la supériorité souveraines des deux maîtres, qui, l'un ou l'autre, ne consentaient à s'enfermer dans la seule peinture ni ne se privèrent de l'inspiration des autres arts.

PHILIPPE DAGEN
Grand Palais, jusqu'au 22 juillet. Tél. : 42-88-22-12.
Le catalogue, réalisé sous la direction de Françoise Cachin et Pierre Rosenberg, est grand et ingénieux en savoir et en pertinence. [330 pages, 680 illustrations, 350 F.]

سكنى فى الامم

502111

CULTURE

MUSIQUES

La profession de foi de deux compositeurs

La réédition de deux textes capitaux pour la connaissance de la musique française du XIX^e siècle

MÉMOIRES
par Hector Berlioz.
Flammarion, 630 pages, 280 F.
MÉMOIRES D'UN ARTISTE
par Charles Gounod.
Calmann-Lévy, 236 pages, 92 F.

Berlioz étonne, Berlioz intrigue. Berlioz agit, on a beaucoup écrit sur lui, on continue à l'écrire, avec étonnement. Il a beaucoup écrit aussi, sur les autres et sur lui-même. En ce domaine au moins, l'ennemi s'est fait : comme l'écrit Berlioz, comme critique, comme épistolier, Berlioz est une figure marquante du romantisme français. Sa plume est alerte et son style, à peu près pur des tics de l'époque, n'est pas sans affinités avec celui d'Alfred de Vigny, dont il fut l'ami. Les néologismes, toujours justifiés – car Berlioz partage avec Chateaubriand l'exigence tyrannique du terme propre, de la syntaxe irréprochable – s'équilibrent avec l'emploi du mot courant dans des acceptions devenues rares à l'époque et, d'ailleurs, c'est la Fontaine, Boileau, Molière ou Racine que Berlioz cite le plus volontiers à côté de Victor Hugo, de Virgile ou de Shakespeare.

Est-ce à dire que son style littéraire possède cette maîtrise, cet équilibre qui n'apparaissent pas pour tous, avec la même évidence, dans sa musique ? C'est ce qu'on prétendait ceux qui s'étonnent, par ailleurs, que l'auteur de la *Symphonie fantastique* et du *Requiem* soit aussi celui des *Nuits d'été* et de *L'enfance du Christ*. Mais non, Berlioz est un et, grâce à cela, il peut, selon son propos, être intime ou grandiose, classique ou flamboyant. Ce besoin d'appeler un chat un chat, que l'on dit moderne faite de mieux, lui inspirait une aversion profonde pour ceux qui croient que la poésie consiste à dire « ma malheureuse épouse » au lieu de « ma pauvre femme » ou, qu'en musique, l'élégance de la réalisation peut suppléer à l'absence de contenu. A tout prendre, mieux vaut être gauche que creux. L'idée d'être soi-même, il faut s'en tenir, et celui qui cède à la tentation de soumettre son existence.

L'aspiration désespérée au beau

En ce sens, les *Mémoires* forment d'ailleurs une profession de foi qu'une autobiographie, d'ailleurs délibérément incomplète : Berlioz s'y présente tel qu'il a voulu être, sans même chercher à se justifier, et les comptes qu'il rend de ses personnes réelles (Cherubini, Habeneck) sont seulement donnés en exemple des obstacles naturels auxquels il s'est heurté : les matières, les interprètes et, d'une manière générale, toute autorité qui pouvait s'opposer à l'exercice de sa liberté, celle-ci ne devant trouver de bornes qu'en elle-même. Ces *Mémoires* sont l'histoire d'une exigence insatiable, de la poursuite d'un absolu où l'autodénégation ne le cède jamais à la déduction : le ciel est vide, le monde

est absurde, les chefs-d'œuvre sont périssables et peut-être imparfaits. L'aspiration désespérée au beau restant la seule raison de vivre, d'agir, d'aimer.

Les *Mémoires* sont d'une lecture attrayante mais nullement divertissante. Les traits d'esprit nous rappellent toujours, par contraste, que le fond est sérieux, grave même. Le triomphalisme des lettres d'Allemagne et de Russie, qu'on a comparées au bulletin de la Grande Armée de Napoléon, rappelle plutôt ce que Mozart écrivait à son père : il s'agit seulement de donner le change, de se rassurer.

Cela explique l'aspect de suspicion dans lequel on tient les *Mémoires* de Berlioz depuis leur parution en 1870, un an après la mort de l'auteur, selon sa volonté. Les retravaux successifs, jusque dans les années 30, ne se souciaient pas d'éclairer le lecteur sur la véracité des faits. En 1969, l'année du centenaire, Garnier-Flammarion avait fait précéder d'une préface de Pierre Citron une nouvelle édition en format de poche. Elle est épuisée

depuis quelque temps et on attendait une édition critique. Celle que nous propose à nouveau Flammarion, dans sa collection « Harmoniques », n'en est pas loin : mille cinq cents notes environ pour six cents pages, cela permet de s'y retrouver et, surtout, de constater, par les confrontations établies avec la correspondance et les documents d'époque, que les souvenirs de Berlioz étaient, dans l'ensemble, moins fantaisistes qu'on ne l'a dit.

La joie des cuistres

Pierre Citron, maître d'œuvre de la *Correspondance générale*, est assez familier de Berlioz pour avoir pu réaliser ce travail considérable dans les quelques mois qui lui furent impartis ; dans sa hâte, il a laissé échapper quelques fautes – une trentaine – qui feront la joie des cuistres, mais n'empêcheront pas les autres de profiter de ces trésors d'érudition discrète. La préface, plus développée que celle de 1969, constitue la meilleure introduction à

la lecture des *Mémoires*. Signe des temps, sur la lancée de mai 1968, Pierre Citron insistait sur l'aspect contestataire de la révolution berliozienne. A présent, il ne craint plus d'évoquer aussi le ralliement de Berlioz au Second Empire, quand *L'âge et l'expérience lui ont fait perdre ses illusions*.

A côté d'un tel monument, la réédition des *Mémoires d'un artiste* de Gounod, parues en 1896, risque de passer inaperçue. Les *Mémoires* n'occupent qu'une centaine de pages et s'arrêtent sur la création de *Faust*. Un choix de lettres, deux articles très pénétrants sur Berlioz et Saint-Saëns complètent cette petite anthologie de Gounod écrivain, que Claude Glayman a pris soin d'encadrer avec une biographie, une chronologie et une discographie. La musique et la personnalité de Gounod sont si méconnues au fond que cette réédition, même pourvue d'un appareil critique très léger, est une initiative des plus heureuses.

Né en 1818, Gounod n'a que quinze ans de moins que Berlioz : il partage les mêmes passions – celle

de Bach en plus – avec ce grand aîné qu'il admire, mais il ne se soucie pas d'aller au devant des mêmes échecs. D'ailleurs, le mouvement romantique qui porta Berlioz a rendu l'âme. Gounod n'en possède pas moins, lui aussi, une véritable nature d'artiste, mais elle est plus électorale. Grand prix de Rome de composition en 1839, ses dons de dessinateur lui valent de collaborer avec Ingres, alors directeur de la villa Médicis, auquel il révèle en retour l'épave beauté des opéras de Lully. Rentré à Paris, s'il fait scandale, c'est en imposant Bach et Palestrina à l'Eglise des missions où l'on préfère les pots-pourris d'opéras comiques. En revanche, il se soumet au verdict du public qui accueille tièdement ses premiers ouvrages : *Sapho* et *la Nonne sanglante*. Il aura la main plus heureuse avec *Faust*, dont Berlioz admirera les meilleurs pages. Tous les admirateurs de Berlioz n'ont pas cette clairvoyance.

GÉRARD CONDÉ

DIAGONALES

GRAND et petit personnel de la maison l'appelaient Claude, comme ils avaient fait avec Gaston. Cette familiarité égalitaire cachait mal qu'il y avait une différence. Il ne suffit pas aux fils de grands hommes de se faire un prénom, comme il est dit. Il faut que ce prénom vaille nom de famille, à lui seul. Pour l'Histoire, la patronyme de Gallimard restera l'œuvre de celui dont le talent a changé les syllabes anonymes reçues au bercail en griffe de haute culture.

Il est d'usage de plaindre les héritiers d'un nom illustre – ne parlons pas de fortune. Ces faux veinards auraient plus de mal à leur père, puisqu'il leur a fait un prénom. Vouloir le plebs de géniteurs négligeables demande moins d'intrépidité que s'ils sont révérends de tout le monde, et de soi.

L'affaire se complique si l'inné, l'acquis, ou les deux, poussent la fiction à exister sur le terrain où existerait papa. On sourit de sa présumption. S'il n'a manqué pas d'exemples que la génie se transmet, fût-ce en lignes obliques (le cinéaste Jean Renoir et le biologiste Jean Rostand succédant à Auguste et Edmond), la règle, rassurante pour les boursiers de la notoriété, vaut que ces miracles-là ne se répètent pas.

La public se sent des droits sur ses idoles ; d'où les nasardes envers les fils à papa littéraires comme Jean-Pierre Gaudou, Claude Mauriac, ou Philippe de Gaulle. Cette ironie n'est pas juste. Le privilège d'avoir des parents rares doit-il limiter le droit à sa propre chance ?

Le lien familial souffre de ces concurrences intimes. Les pères célèbres ont du mal à se réjouir, si le rejeton les talonne, et à se désoler s'il y échoue. On voit de tout. J'ai entendu un écrivain sans importance tirer gloire de ce

Fils de quelqu'un

que ses enfants ne tournaient pas rond. « Que voulez-vous ? explique-t-il, leur problème est celui de Claude Mauriac. »

L'épouse et mère ne pouvait que confirmer ce diagnostic, écrasant pour les gosses, flatteur pour le père. Les femmes d'artiste doivent blâmer sans cesse entre la cuite obligée du maître et la sauvegarde de la progéniture. Pas simple.

Beaucoup de créateurs se sont vus sans descendance. Par respect, ont dit certains, pour la liberté d'axiome ou non, cette liberté qu'ils refusaient allégrement aux personnages de leurs livres. Claudel et Mauriac n'ont pas eu de ces vergognes : quatre enfants chacun. La foi dans le ciel et dans sa propre valeur doit aider à cumuler les deux sortes d'œuvres, ces deux manières de laisser trace.

Les fils spirituels n'ont pas moins de tourments, à succéder, que les héritiers du sang. Les uns et les autres sont intéressés à la mort du modèle. Vénérer et préparer la suite : deux attitudes qui ne se conjuguent pas sans rouerie, qui font douter de vos larmes, le jour venu.

Le vœu des commémorations va bientôt atteindre Jean Vilar, mort il y a vingt ans : comme quoi elle n'épargne pas les hommes réfractaires à tout ça. Les enfants du « patron », vous allez voir, vont rivaliser de trémoles. Or pas un seul n'est descendu à Avignon, quand quelques gauchistes débiles de 1968, aujourd'hui à l'aise, ont rendu Vilar mor-

tellement malade par leurs crachats. Pas un. La nouvelle du chahut étant connue, et l'essence revenue, aucun de nos reconnaissances éternels n'a sauté dans une deux-chaveaux pour montrer aux persennas en pœu da lapin de quel bois il se chauffait.

Auront-ils un mot d'excuse ? Un mot de leurs parents ?

Même comédie autour du 10 mai. Adversaires et amis du président font mine de s'opposer des bilans et des idées, pour les dix ans d'Elysée, alors que seuls des pronostics d'échéance échauffent les têtes. L'événement politique appartient aux féroces.

PAS d'avancement sans trépas. Hériter est une école de haine souple, maquillée en désarroi. Sennéque, Shakespeare, Beckett : les plus grandes œuvres nous préviennent des chuchotements meurtriers qui circulent autour des trônes. C'est le moment d'avoir l'œil sur les corbeaux de vocation. On les reconnaît, d'ordinaire, à leur miel, à ce qu'ils parlent à l'oreille du voisin, quand la cerceuil tangua sur les épaules des croque-morts et cogne au bord des fosses.

Pourquoi perler si froidement des successions, de leurs lois et charnières immémoriales ?

C'est un trait commun aux fils de personne, qui n'ont au aucune statue à déboulonner ni à tannant. Nous autres, orphelins de la débile, on a prétendu nous imposer comme pape de rechange un vieillard qui faisait la sortie des écoles avec des biscuits à la poule-écluse. De quoi perdre goût, pour longtemps, aux pitiés filiales.

Claude Gallimard était enfant de quelqu'un. A la fin, il a eu perdu jusqu'à la parole. Il n'y a pas de petite martyre.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Stagnation du marché du disque en France. – La progression du chiffre d'affaires de l'industrie du disque en France a marqué un temps d'arrêt au cours du premier trimestre (-1 % par rapport à la même période de l'an dernier), un résultat considéré comme un « signal d'alarme » dans le rapport mensuel publié, mercredi 24 avril, par le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), qui note que le 45 tours a vu ses ventes diminuer de 19 % en mars et estime que l'introduction, dès le mois de juin, de la cassette « deux titres », paraît opportune sur le marché français. Ce support a déjà remplacé le 45 tours traditionnel aux Etats-Unis depuis quelques années. La poursuite du mouvement de baisse des albums 33 tours, que ne compense pas complètement la vente des disques compacts, laisse augurer des ventes annuelles comprises entre deux et trois millions d'unités.

Mail
Claude Nougaro
14-15 mai
49.80.18.88.

7 MAI • 2 JUIN
COUPS DE FOUURES
IMPRECATION DANS L'ABATTOIR
DE MICHEL DEUTSCH
CHIEF DE TROUPE
JEAN-LOUIS HOUARDIN
SPECTACLE SUR L'ÉTAT DU MONDE EN 1991
POUR 30 COMÉDIENS, MUSICIENS, CHANTEURS, GENS DE CIRQUE ET DE CABARET.
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
MÉTRO GABRIEL PÉRI
Tél. 47 93 26 30

CANNES 1991
44
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DU 9 AU 20 MAI

GAVEAU
J.M. FOURNIER PRODUCTIONS
LUNDI MUSICAUX
13 mai 1991 - 20 h 30
MONTERRAT CABALLE
Mozart - Granados - Chopin - Luno
GRANDS RENDEZ-VOUS
16 mai 1991 - 20 h 30
Olivier CHARLIER
Violon
Brigitte ENGERER
Piano
Brahms
28 mai 1991 - 20 h 30
DELLER CONSORT
Madrigaux Anglais et Italiens
Airs Français - Folk Songs
Tél. réservations : 49.53.05.07
ANNE-MARIE IDOUX
Musette points
CRÉATION-RESTAURATION
Imitation marbres et pierres dures
TRAVAIL SOIGNÉ pour DÉCORATEURS et PARTICULIERS
Tél. : (1) 42-63-07-36.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE PLEYEL Lundi 13 mai 20 h 30 Places : 60 à 170 F. Tél. : 49-61-06-30 (s.a. Valmalet)	ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS Dir. Ladreit PETITGIRARD Paroles FONTANAROSA Violon PIDOUX Violoncelle MENDELSSOHN BRAHMS, HAYDN
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 13 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet)	L'ORCHESTRE DE LA SCALA Dir. : Carlo Maria GIULINI BEETHOVEN
CHATELET Lundi 13 mai 19 heures (s.a. Valmalet) Vendredi 17 mai 12 h 46 (s.a. Valmalet) S.A. Warner	MIDIS MUSICAUX La 13 : Ines KREUTEL Violon Bernhard KASTNER Piano YSABE, PROKOFIEV La 15 : Gustav TALICH JANACEK, BRAHMS La 17 : Gisèle MAGNAN Piano BRAHMS
AUDITORIUM CHATELET Mardi 14 mai 19 heures (s.a. Valmalet) Lundi 14 mai 19 heures (s.a. Valmalet) Lundi 14 mai 19 heures (s.a. Valmalet)	ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS VERROT Piano Jean-Luc VIALA Ténor CARPENAT FAURE, FRANCK J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS TRIO A CORDES DE PARIS Ch. FREY J. GROUT ANNIVERSAIRE 25 ANS WEBER - SCHUBERT Bach JOLAS (création mondiale) MOZART
Opéra de Paris Mardi 14 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet) Mardi 14 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet) Mardi 14 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet)	MOZART Vépres solennelles pour un confesseur Messa en ré K. 194 ALLEGRI la Messe ENSEMBLE VOCAL AUDITE NOVA Harmónia Nova JEAN SOURISSE
Opéra de Paris Mardi 14 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet) Mardi 14 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet) Mardi 14 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet)	Quatuor TALICH JANACEK MARTINU BRAHMS RÉCITAL LEONARDO PEZZINO Ténor Anne-Marie FONTAINE Piano MOZART
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES du mardi 21 au samedi 25 mai 20 h 30 (s.a. Valmalet)	MARK MORRIS Philippe HERREWEGHE L'ALLEGRO Il penserait le moderato HAENDEL LA CHAPELLE ROYALE FREIBURGER BAROCKORCHESTER

144 P. Couleurs 148 Frs.
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
DES LIVRES

SPECTACLES

Programmes du mercredi 8 au mardi 14 mai

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI

Les Archives du film présentent : l'Avocat (1925), de Gaston Raval, 16 h ; Larry le dingue, de John Hough, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

MERCREDI

Shakespeare au cinéma : Ophélie (1962), de Claude Chabrol, 19 h ; Shakespeare au cinéma : Hamlet (1948), v.o. s.t.f., de Laurence Olivier, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE

MERCREDI

Les Cinémas d'Asie centrale s'ouvrent : Ou es-tu Tchapeï ? (1984, v.o. traduction simultanée), de Taigat Tamevov, Tu n'es pas orphelin (1982, v.o. traduction simultanée), de Chouhret Abbasov, 14 h 30 ; Aïdhar Navoi (1987, v.o. traduction simultanée), de Kamil Iermatova, 17 h 30 ; Secrets de famille (1983, v.o. s.t.f.), de Valeri Akhadov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

MERCREDI

Paris en quatuor : Jeune Public : Sheila chante Petite Fille de François Moyens (1988) de E. Motolon, Cette sacrée gamine (1955) de Michel Beldor, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Institut Pasteur : Actualité Gaumont, Institut Pasteur : 25, rue du Oostart-Roux (1882) de Roland-Bernard, Une maison pas comme les autres (1972) de Claude Ventura, 16 h 30 ; Souvenirs de 15 : Noël à Vaugrand (1955) de Jacques Espagne, Val d'hiver (1951) de Frédéric Rossif et Guy Blanc, Guide du 15 à l'usage des fêtards (1977) de Pierre Desfont, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

ALICE (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-58) ; Arcin Ecolis, 5 (42-25-72-07) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 9 (45-74-84-84) ; George V, 8 (45-52-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-55-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-85) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-83-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

AN ANGEL AT MY TABLE (info-zélandais, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 8 (43-25-19-68) ; Publicité Champs-Élysées, 9 (47-20-75-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-35-43) ; Favetta, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78).

ARACHNOPHOBIE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9 (45-33-18-18) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucerna, 9 (45-54-48-85) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : UGC Danon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PEROU (Can.) : Lucerna, 9 (42-78-47-85) ; Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iran, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

BOIS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Studio 28, 18 (45-06-36-07).

BUSINESS OBLIGE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46).

LE CERCLE DES POÈTES OISIP RAB (A. v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicité Marignan), 9 (43-59-31-07) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50) ; UGC Opéra, 9 (45-74-83-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bratagna, 9 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-18-08) ; Publicité Champs-Élysées, 9 (47-20-75-23) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-53-93) ; Les Nation, 12 (43-20-32-20).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-58) ; UGC Danon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 9 (45-74-94-94) ; Le Pégode, 7 (47-06-12-15) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Max Linder Panorama, 9 (45-24-88-88) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-55-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-35-43) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; UGC Métrol, 17 (40-69-00-16).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicité Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-18-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LES DOORS (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA FRACTION DE MON COEUR (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Lucerna, 9 (45-54-48-85) ; 14 (43-20-12-08).

GAWIN (Fr.) : Pathé Montparnasse, 14 (45-36-10-96).

GHOST (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

GREEN CARD (A. v.o.) : UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-83-50) ; Bièvre Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

HALFMOON (Fr.-Tin, v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Éclair, 13 (47-07-55-88) ; UGC Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78).

HANDFUL OF TIME (Nor., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

HENRY & JUNE (Fr., v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

HENRY V (Fr., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 8 (43-28-68-00) ; Élysées Lincoln, 9 (43-69-38-14).

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

HOT SPOT (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

L'INBOULEVABLE LÉGERÉ DE L'ÊTRE (A. v.o.) : Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 5 (43-28-48-18) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-83).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.) : George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.)

Cinéma, 15 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

MADAME BOVARY (Fr.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-84-84) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-18-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-67-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-55-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-35-43) ; 30-61 ; UGC Gobelins, 13 (45-61-84-85) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78) ; UGC Métrol, 17 (40-69-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (45-36-10-96).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les

Halles, 1 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-69-82-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aldéa, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-82-52) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-53-93) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Métrol, 14 (45-39-52-43) ; Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Cinépolis, 8 (45-33-10-82).

LA MAISON RUSSIE (A. v.o.)

George V, 8 (45-52-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-09-38-0

صكنا من الامل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Swaziland, un royaume face au sida

En Afrique australe les 800 000 sujets de Mswazi III apprennent à lutter contre le fléau sexuellement transmissible

MBABANE

de notre envoyé spécial

VENU du village royal tout proche, l'escorte composée de limousines et de motos Suzuki l'a déposé dans la vallée de l'Eauwin, devant le tapis rouge du Centre des congrès, à deux pas du principal casino. Quelques guerriers ont hâté, en swazi, un hommage qui l'a fait sourire et après ceux, appuyés, des responsables de l'Organisation pour l'unité africaine et de l'Organisation mondiale de la santé, il a, tout simplement, royalement ouvert la quatrième Conférence des ministres africains de la santé.

A vingt-trois ans, fils du très vénérable Sobhuza II, Mswazi III règne depuis cinq ans déjà sur ce territoire de l'Afrique australe, confetti perdu de l'empire britannique égaré depuis bientôt trente ans aux marches de l'apartheid. Indépendant dès 1968, le royaume du Swaziland compte aujourd'hui environ 800 000 personnes et quelques milliers de réfugiés venus de deux pays frontaliers, le Mozambique et l'Afrique du Sud. Montagnes, eaux courantes, herbes souvent grasses et forêts de résineux, c'est un étrange et envoûtant pays, une sorte de Suisse à l'africaine dans laquelle on parle anglais et swazi. C'est aussi un lieu de « débauche » bien connu pour les riches familles blanches d'Afrique du Sud qui, obéissant leur rigorisme coutumier, viennent jouer ici au golf et perdre leurs rande dans les casinos du Royal Swazi Sun ou de Protea Pige's Peak.

Ici, le premier cas de sida a été diagnostiqué l'année de l'arrivée de Mswazi III au pouvoir. Depuis, trente-cinq cas de sida déclarés ont été recensés dans l'ensemble du pays, touchant des adultes, hommes et femmes, mais aussi des nouveau-nés. Comme toujours en Afrique, de nombreux éléments laissent penser que le bilan officiel est nettement inférieur à la réalité. Le Swaziland est, vis-à-vis de cette épidémie, un important terrain d'observations, dans la mesure où les maladies sexuellement transmissibles - facteur important de la dissémination du



Mswazi III, dix-huit ans, roi du Swaziland, lors de son couronnement en 1986

virus - y sont très nombreuses, l'une des plus fréquentes des causes de consultations médicales.

Ainsi, comme une dizaine de pays d'Afrique ayant un fort taux de maladies sexuellement transmissibles et une séropositivité encore relativement basse, ce petit royaume d'Afrique australe est l'un de ceux où la prévention peut être la plus efficace (1). Il y a, toutefois, dès aujourd'hui, urgence, comme en témoignent les données épidémiologiques qui traduisent la diffusion croissante du virus dans la population.

Une étude réalisée en octobre et novembre 1990 auprès de deux mille cent personnes fournit des premières indications. Les taux de séropositivité les plus élevés sont trouvés chez les malades hospitalisés (6,8 %), les prisonniers (2,8 %) et chez les femmes venant aux consultations prénatales

(2,4 %). Le taux le plus bas (0,3 %) est trouvé chez les étudiants. L'infection touche avant tout les hommes âgés de vingt à trente-quatre ans et les femmes de quinze à vingt-quatre ans, vivant dans les zones urbaines, comme celle de Manzini, à proximité de l'aéroport.

Antécédents de syphilis

Le dépistage systématique chez près de trente mille donneurs de sang, mis en place au Swaziland dès le mois d'avril 1987 (2), fournit d'autres données plus inquiétantes. On est ainsi passé d'une séropositivité moyenne de 1,3 % en 1987 à 2,6 % en 1990 et, brutalement, à 3,6 % pour le premier trimestre de 1991. Plus généralement, les observateurs estiment que les nou-

velles contaminations surviennent en priorité dans les tranches d'âge vingt-trois-vingt-huit ans et doublent actuellement tous les six-neuf mois. Ils soulignent aussi que l'épidémiologie du sida suit étroitement celle des maladies sexuellement transmissibles, les études montrant que les personnes contaminées par le virus ont presque toujours des antécédents de syphilis, de gonorrhée ou d'herpès génital.

Mais pouvait-on mieux faire ? Fortes de l'infrastructure médicale du pays - une douzaine d'établissements hospitaliers, publics ou privés, une centaine de médecins et autant de dispensaires - et de la gratuité totale des soins fournis dans les structures publiques, les autorités sanitaires du Swaziland ont rapidement fait appel à l'OMS et, dès octobre 1987, un plan de lutte était mis en place. On créa

ainsi un Comité national, dans lequel l'ensemble des acteurs potentiels étaient représentés. Loin d'adopter des mesures de coercition, on développa de diverses manières l'information du plus grand nombre en favorisant la promotion du *safer sex* et de l'usage du préservatif. Aujourd'hui, d'ici avec le plus grand dynamisme par M^{me} Munique Munz (OMS), ce plan de lutte est tout à fait opérationnel. Il a fallu pour cela enquêter sur les pratiques sexuelles, accepter la réalité et, surtout, chercher à composer avec elle.

Thuristique, le Swaziland est aussi, un pays où la prostitution est très fréquente. Sur l'axe routier Mbabane-Manzini, à proximité des hôtels et des casinos, mais aussi, avec le déplacement d'un certain nombre de groupes (travailleurs de plantations ou de mines, au sein de la population swazi. Il faut aussi compter, ici, avec la prostitution homosexuelle, la polygamie plus ou moins reconnue, le rôle des conducteurs de camions (fréquents vecteurs en Afrique des maladies sexuellement transmissibles) ou celui des réfugiés. La lutte contre le sida impose ainsi de prendre en compte de manière glo-

bale de multiples données généralement ignorées, quand elles ne sont pas seulement occultées.

L'un des aspects les plus remarquables sans doute de la prévention développée à Mbabane par M^{me} Munz et son équipe tient au travail mené en étroite liaison avec les prostituées. Au terme d'une longue et patiente action, cette équipe vient ainsi de mettre au point une brochure que les prostituées, officielles ou pas, se chargeront de diffuser et qui traite dans le détail ce que l'on doit savoir dès lors que l'on a plus d'un partenaire sexuel.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 16

(1) Selon la Banque mondiale, une dizaine de pays sont, en Afrique, dans cette situation. Il s'agit du Cameroun, de l'Éthiopie, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Nigeria, de la Somalie ainsi que du Lesotho et de Djibouti.

(2) Contrairement à ce qui avait été annoncé en 1987 par l'agence Reuters (*Le Monde* du 14 février 1987), le ministère de la Santé du Swaziland n'a jamais décidé de lancer une campagne de dépistage systématique du sida dans ce pays.

La Bible ou la vie

Sur le terrain africain, les conflits entre les professionnels de la prévention du sida et les autorités religieuses sont souvent moins polarisés, plus vifs et peut-être plus constructifs que dans bien des pays industrialisés. En Ouganda, une récente affaire, rapportée dans le détail à Mbabane par le *Swazi Observer*, vient en témoigner d'une manière exemplaire.

A l'origine de cette polémique se trouve l'hebdomadaire ougandais *Topik*, qui, selon le quotidien du Swaziland, *Mamba*, depuis longtemps déjà, avec courage et constance, une action efficace de prévention du sida et d'incitation à l'utilisation du préservatif. Tout sa passait sans trop de difficultés jusqu'en novembre dernier, lorsque cet hebdomadaire publia une publicité sans équivoque. « La Bible peut sauver votre âme, mais ça [suivait la reproduction d'un conditionnement de « condom coloré », fabriqué aux États-Unis et « testé électriquement »] vous sauvera la vie ».

Des groupes religieux se sont alors émus, considérant qu'un tel parallèle prévalant était blasphematoire. Différentes personnes nées nées aussi seisa cette occasion pour partir en guerre contre l'usage des préservatifs, notamment accusés d'être des facteurs de décadence sociale. Certains adversaires du préservatif s'agitaient même que la population ougandaise était en majorité ignorante des modèles précisés de son utilisation, beaucoup allant - propos cont - jusqu'à les laver afin de pouvoir les réutiliser.

A l'opposé, les professionnels de la lutte contre le sida n'ont pu que rappeler qu'il s'agissait de la seule méthode efficace et réaliste de prévention. Ils l'ont fait avec d'autant plus d'énergie et de conviction que l'Ouganda est l'un des pays où le sida a le plus touché par l'épidémie, le nombre d'orphelins y atteignant des proportions énormes.

La polémique n'a fort heureusement pas laissé indifférents les pouvoirs publics ougandais, le président, Yoweri Museveni, annonçant à cette occasion une évolution de la politique adoptée dans ce domaine. Ainsi, après avoir officiellement encouragé la chasteté avant le mariage, la fidélité ensuite et condamné le préservatif, le discours officiel ougandais devra dorénavant inciter à l'usage des condoms.

Combien les chefs d'État africains devront-ils compter demain de malades, de morts et d'orphelins pour, forts de leur aura, oser, face à ce fléau mortel sexuellement transmissible, tenir un véritable discours préventif et réaliste ? Un discours que certaines autorités religieuses tiendront certes pour condamnable ou blasphematoire, mais qui, quel qu'il soit, aujourd'hui a pour but de sauver la vie de millions d'êtres humains.

J.-Y. N.

(1) Sur ce thème, on peut se reporter à la dernière brochure de l'UNICEF intitulée *Enfants et sida : un désastre imminent*.

Le ciel troué de noir

Supposée depuis plus de deux siècles, l'existence des trous noirs reste à démontrer. Vient-on de découvrir le plus massif d'entre eux ?

EINSTEIN n'y put rien : invisibles et sans fond, insatiables, les trous noirs continuent de défier nos conceptions de l'espace et du temps. Poursuivis de l'esprit ? Réalités cosmologiques ? L'énigme demeure depuis près de deux siècles, et met en émoi les astronomes du monde entier.

Toujours mystérieux, déjà légendaire, ce monstre de l'astrophysique moderne commence pourtant à prendre forme. En 1989, on l'aurait aperçu, de très près, à 200 millions d'années-lumière de là. Aujourd'hui, on le soupçonne de régner sur une contrée plus éloignée encore : la galaxie NGC 6240, située à 300 millions d'années-lumière de notre planète. Des chercheurs américains viennent en effet d'y découvrir un objet sans nom, quarante à deux cents milliards de fois plus massif que notre Soleil (1). Dix à cent fois plus massif que le plus massif des trous noirs supposés, jusqu'alors, se trouvant au cœur des galaxies actives.

Graal de l'astrophysique, le trou noir serait l'exemple le plus extrême d'un champ gravitationnel intense. Combien le cosmos en contient-il ? Une poignée, sans doute, mais peut-être des millions. Les plus petits, qui parsèmeraient l'univers comme les trous de gryffes, pourraient venir du commencement des temps - de ces fractions de seconde qui suivirent le Big Bang, durant lesquelles les régions les plus denses de la matière primordiale auraient engendré les pressions suffisantes à leur formation.

Les plus grands, les plus recherchés, seraient nés de la contraction sans fin de corps très massifs. Dès le dix-huitième siècle, le mathématicien français Pierre Simon de Laplace fut le premier à soupçonner l'existence de ce phénomène. « Il est donc possible que les plus

grands corps lumineux de l'univers soient par cela même invisibles », écrit-il en 1796. Intuition de génie (elle ne s'inspirait alors que des lois de Newton sur la gravitation), selon laquelle une étoile d'assez grande taille devait générer un effet gravitationnel tel que rien, pas même la lumière, ne pourrait s'en échapper. Un astre était par son propre poids, une étoile devenue trou noir.

Un accroc de l'espace-temps

Avec la relativité générale, l'intuition trouva sa théorie. Einstein faisait disparaître la notion d'espace absolu, mettait en loi la relation entre l'espace et le temps, et prouvait ainsi que, par sa seule présence, la matière modifiait son environnement. Le piège de la gravitation, qui se reforme d'autant plus sur la matière que celle-ci est concentrée, pouvait désormais aller jusqu'à l'infinité.

Ainsi adviendrait-il des trous noirs, dont le centre est indifférent en théorie : un gramme, ou un milliard de fois la masse du Soleil, pourvu qu'elle soit concentrée dans un volume suffisamment restreint. Un trou noir aussi massif que le mont Blanc pourrait ainsi prendre place à l'intérieur du volume... d'un atome d'hydrogène. L'imagination s'y perd, et l'on en oublierait presque que cette densité inouïe s'arrête au bord du gouffre. Car, au centre du trou noir, il n'y a plus de matière. Plus même de centre, plus de logique terrestre... Plus rien. On entre ici dans un accroc de la structure espace-temps, un système physique où le temps ordinaire cesse d'exister.

Ici, dans cet abîme presque métaphysique, la théorie veut que se joue une sorte de « fin des temps ». L'inverse du Big Bang, une quatrième dimension de l'uni-

vers dans laquelle un espace infini, après un temps très court, cesserait d'exister. Stephen Hawking, l'un des plus grands spécialistes mondiaux des trous noirs, ne dit-il pas qu'ils constituent « l'inexplicable pour expliquer l'explicable » ? Ni rayonnement, ni masse, ni chaleur, aucun paramètre concret de la physique ne permet de percevoir l'intérieur d'un trou noir, qu'il illumine ou qu'il éteigne les équations de la relativité.

Comment, dès lors, déceler la présence du monstre ? En étudiant les ravages qu'il fait autour de lui. Trahi par sa voracité, prêt à tout entraîner dans son autodestruction permanente, le trou noir sème le désordre au cœur des galaxies qui l'hébergent. Il chamboule la distribution des astres. Bouleverse la matière, qui se love en spirale autour de ses frontières jusqu'à former un disque d'accrétion. Génère un champ intense de rayonnements durs (X ou gamma) qui, à son tour, modifie les régions célestes avoisinantes.

Refletées tôt ou tard par les données spectrales captées depuis la Terre, traquées par les plus grands télescopes et par les satellites astronomiques, ces contreparties sidérales permettent ainsi de cartographier, avec plus ou moins de précision, l'environnement supposé des trous noirs. Et de tracer, au fil des années-lumière, le voic menant au bord du gouffre.

Au bord du gouffre

Il y a moins de deux ans, les astrophysiciens se sont ainsi approchés comme jamais de l'inconnu. Ils ont repéré, à 200 millions d'années-lumière de la Terre, au cœur d'une galaxie spirale (2), la présence d'un objet compact d'un milliard de masses solaires. Pendant huit mois, de décembre 1988 à juillet 1989, tous les télescopes

du monde se sont relayés pour le cerner au plus près. Mais l'expérience, à quelques jours-lumière près, s'est arrêtée. Quelques pas de plus et elle rejoignait la théorie.

Dans la galaxie NGC 6240, n'est-ce pas d'ailleurs détecté un objet d'une masse inouïe, les chercheurs n'en sont pas encore là. Grâce à une récente méthode d'analyse qui mesure la vitesse des gaz en orbite, ils savent seulement qu'il existe en cet endroit du cosmos un disque d'accrétion hautement énergétique, dans lequel la vitesse de la matière en rotation augmente de 800 km/s du centre à la périphérie.

Les lois de la gravitation l'affirment, le centre de ce disque héberge donc une masse extraordinairement compacte. Une masse sans doute équivalente à celle de tous les astres de la Voie lactée, condensée dans un volume dix mille fois plus faible, et qui n'émet aucune lumière, aucune radiation continue détectable par nos instruments de mesure.

Accumulation de naines brunes opaques ? Amoncèlement d'étoiles à neutrons ? Dans ce cas, les chercheurs ne s'expliquent pas comment une telle concentration d'objets aurait pu survivre à sa propre gravité. Reste alors l'hypothèse du trou noir, vestige d'un quasar très ancien qui se serait effondré sur lui-même. Le plus gigantesque trou noir jamais décelé, si gros, si massif, que l'on se demande comment l'âge de l'univers a pu suffire à sa formation.

CATHERINE VINCENT

(1) Parus dans *The Astrophysical Journal* du 10 avril 1990, ces travaux sont signés par Jonathan Bland-Hawthorn (Rice University, Houston), Andrew Wilson (université de Maryland) et Brent Tully (université de Hawaii, Honolulu).

(2) Il s'agit de la galaxie NGC 3548, connue de longue date pour héberger un noyau extraordinairement actif.

Conférence

Dans le cadre de l'exposition
IMPRIMER, EXPRIMER
mercredi 15 mai à 17h

«Utilisation et limites de la publication assistée par ordinateur (PAO) dans la presse»

par Roger Cottel, directeur technique du secteur graphique au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ).

(accès libre)

Centre des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corenau Carieu 75019 Paris. Métro Porte de la Villette
Informations (1) 40 05 73 32

Claude SEIGNOLLE
BERRY TRADITION
LES COMPTES DE L'UNIVERS

SCIENCES • MÉDECINE

Les Celtes, ces premiers Européens

Rassemblés à Venise jusqu'au 8 décembre, plus de 2 200 objets prêtés par 200 musées de 24 pays témoignent de la grandeur et de l'originalité d'une civilisation

Le
mi

Suite :
Qua
unive
ral (C
et des
Lent)
En :
crati
égité
cisme
tre, o
Les
taires
tagne,
Toulo
fort, r
tés, r
tratio
pas le
pôles
Bretay
fort, r
échap
délié
unive
d'eson
L'i
démô
aléat
sagés
versit
ou E
doute
tale,
que l
et bu
ment
baiss
M. J.

La
trage
nière
sion
form
en p
deux
taires
que
faci
anter
tout,
choi
voit
quan
teire
augm
milli
trouv
lisati
augr

CA

Le
de f
jour
rave
emp
surv

Un
cycle
d'év
subi
part
dout
app
pert
plup
sinis
rest
men
pays
plan
toit
ont
rien
com
ntra
La
vent
en
plu
ces
das
facil
de
moi
ont
don
s cc
sent

VENISE

de notre envoyée spéciale

L'EUROPE des Douze fera un pas important vers son unité le 1^{er} janvier 1993. Cette étape paraît être une innovation totale pour notre vieux continent qui nous semble avoir été toujours émietté entre des pouvoirs, des langues et des habitudes n'ayant guère de points communs. Certes, on sait que l'Empire romain englobait l'Europe de l'Ouest et l'Europe méditerranéenne, mais il s'étendait aussi à l'Afrique du Nord et à l'Asie mineure. Si bien qu'il n'était pas purement européen. En revanche, on oublie — ou on ignore — que la très originale civilisation celte a unifié une bonne partie de l'Europe, du sixième siècle (et peut-être même avant) au premier siècle avant Jésus-Christ, faisant vivre celle-ci, pendant plus d'un demi-millénaire, avec un art, des coutumes, une religion, une langue de base, des technologies communes, dont les traces peuvent se retrouver, si on sait les chercher et les voir, de l'Atlantique à l'Europe centrale.

En 1988, le Palazzo Grassi, l'institution culturelle de Venise, avait attiré plus de 750 000 visiteurs en présentant une exposition sur les Phéniciens, ce peuple de commerçants sémitiques qui a joué un rôle essentiel dans le monde méditerranéen pendant les trois derniers millénaires avant notre ère. Avec l'approche de l'unité européenne du 1^{er} janvier 1993, le Palazzo Grassi a voulu montrer l'importance des Celtes dans l'histoire et le développement de l'Europe.

Bien entendu, les Celtes n'ont pas surgi par génération spontanée dans l'Europe antique. Indo-européens sans discussion possible, les tribus celtes ont dû arriver ou ne sait trop quand, mais sûrement peu à peu, d'un ne sait trop où (d'Asie centrale ou occidentale peut-être). Quoi qu'il en soit, elles étaient déjà installées en Europe centrale et occidentale lorsque les Grecs et les Etrusques ont commencé à s'intéresser à ces régions au sixième siècle avant Jésus-Christ.

Et il s'agissait incontestablement d'une même population puisque le même nom (« Celtes » et ses variantes « Gaulois » ou « Galates ») leur a été donné d'un bout à l'autre de l'Europe d'alors.

Il est non moins indéniable que les Celtes ne sont pas arrivés dans des régions vides. Ils ont donc sûrement assimilé des éléments des cultures antérieures qu'ils ont trouvés sur place. Les Celtes étaient industrieux, inventifs. Leur agriculture était prospère. Ils se sont multipliés. Ce qui les a obligés à entreprendre, dès les cinquième et quatrième siècles avant notre ère, des migrations successives massives. Mais pas à l'aventure. Ces importants mouvements de populations étaient organisés et faits le plus souvent après des négociations avec des tribus dont le nombre des membres s'était brusquement réduit pour des raisons que l'on ignore et avec d'autres tribus qui devaient laisser passer pacifiquement sur leurs territoires ces énormes colonnes migratoires. Cela supposait que les tribus celtes entretenaient depuis longtemps des contacts de voisinage ou de troc avec des peuples proches et lointains.

A partir du troisième siècle, le mercantilisme a sûrement joué un rôle important dans les déplacements des Celtes : des groupes nombreux se déplaçaient à la recherche d'embûches. Les combattants gaulois, très valeureux, étaient très appréciés, en effet, dans toutes les armées des États méditerranéens.

Peu d'inscriptions

Les Celtes n'ont pas beaucoup écrit. Ils ont transmis leur langue dès le sixième siècle avant notre ère avec les caractères étrusques, comme l'a montré une inscription tracée sur un gobelet que l'on a découvert à Castelletto-Ticino (dans la plaine du Pô). Plus tard, ils ont utilisé les alphabets grec ou latin, selon qu'ils se trouvaient dans des zones où prédominaient l'influence grecque ou romaine. Mais il s'agit toujours d'inscriptions très courtes et les plus souvent des noms de personnes.

Il y a bien le calendrier trouvé en 1897 à Coligny (Ain) et exposé (en



Tête en pierre d'une divinité « janiforme » du troisième siècle avant Jésus-Christ et provenant d'un sanctuaire à Roquepertuse (Bouches-du-Rhône). Musée d'archéologie méditerranéenne, centre de la Charité (Marseille)

temps normal) au musée de la civilisation gallo-romaine de Lyon, que Paul-Marie Duval (de l'Institut et ancien professeur au Collège de France) a publié et traduit (autant que faire se peut). Ce calendrier, un des plus longs textes connus en langue celte, a été gravé sur de grandes plaques de bronze à la fin du deuxième siècle de notre ère. Il couvre une période de cinq ans (un lustre), et, même incomplètement compris, il témoigne de l'extrême complexité de l'année liturgique gauloise, fondée tout à la fois sur le calendrier lunaire et le calendrier solaire : l'année gauloise comptait douze mois de vingt-neuf ou trente jours, si bien que, tous les deux ans

et demi, il fallait ajouter un mois intercalaire.

Au temps de la splendeur de la civilisation celte, les druides — la caste religieuse — étaient fort savants et assez bons mathématiciens pour être capables de faire les calculs nécessaires de tête. Ils étaient, en effet, absolument opposés à la mise par écrit de tout ce qui se rapportait à la religion — sans doute pour conserver leur pouvoir indispensable à la bonne marche de la vie des dieux et des hommes.

Après la conquête romaine, les élites gauloises favorisées par Rome se sont romanisées avec ardeur, si bien qu'à la fin du deuxième siècle de notre ère il ne devait plus y avoir

personne pour établir de tête le calendrier liturgique qui subsistait selon les anciens rythmes, même si beaucoup des dieux gaulois avaient été « habillés » de noms des divinités romaines.

Comme nous l'a expliqué Venceslas Kruta (École pratique des hautes études, Paris) (1), une des tâches les plus difficiles des organisateurs de l'exposition a été de choisir les 2 200 objets à présenter de façon que les visiteurs aient une bonne idée des périodes successives et de la répartition géographique, des capacités artistiques et techniques, de la romanisation et même de la « christianisation » de la civilisation celte. Nous ne pouvons pas, en effet, que l'Irlande chrétienne a été pendant plusieurs siècles le superbe conservatoire de celle-ci.

Des arbres-loupes

L'exposition, « mise en scène » par Gae Aulenti, est splendide par la beauté et la qualité des objets rassemblés, tous des originaux, sauf une minuscule barque votive faite en mince feuille d'or, trop fragile pour quitter le Musée national d'Irlande de Dublin. Tout juste peut-on regretter que les panneaux explicatifs soient seulement écrits en italien.

Mais il ne faut pas, pour cela, oublier l'immense plaisir que procure ce rassemblement tout à fait exceptionnel d'objets extraordinaires, dont certains ont été prêtés pour la première fois. Ainsi le merveilleux « chardon » (pluie) un bassin cérémoniel dit de Gundestrup, fait de plaques d'argent martelées et repoussées (dont une seule manque) pesant à elles toutes près de 9 kilos, trouvé en 1891 dans une tourbière du Jutland danois et qui s'était jusqu'alors jamais quitté le Musée national de Copenhague. Ainsi les céramiques, les fibules, les armes, les torques, les bracelets d'Espagne ou du Portugal dont

certain, tout récemment mis au jour, sont montrés pour la première fois. Un de ces bracelets en argent, qui serpente très joliment, ne déparait pas une présentation de bijoux modern style.

Beaucoup des bijoux les plus beaux sont exposés dans des sortes de troncs d'arbre artificiels ouverts de deux côtés, dont un fait grosse loupe. Ainsi peut-on voir et apprécier les motifs minuscules splendidement ouvragés par les orfèvres celtes, comme par exemple les tout petits chevaux ailés et velus qui s'arabonnent sur le diadème (ou le torque) en or massif de la dame de Vix (Côte-d'Or).

L'unité et la gloire, l'art et l'imagination de la civilisation celte éclatent aux yeux des visiteurs de l'exposition de Venise. « Pourant, comme le dit Venceslas Kruta, il n'y a pas dans les universités européennes une seule chaire consacrée à la culture celte ».

YVONNE REBEYROL

► Les Celtes. Palazzo Grassi, sur le Grand Canal, Venise. Ouvert tous les jours, jours fériés compris, de 9 h à 19 h. Entrée : 10 000 lire (tarif réduit : 7 000 lire). Le catalogue, qui est tout à la fois un superbe livre d'images et une somme des connaissances sur les Celtes écrite par une centaine des meilleurs spécialistes : 840 pages, 55 000 lire. (Édité en italien et en anglais. Une version française est en préparation.)

(1) La direction scientifique de l'exposition a été assurée par Sabatino Moscati (coordonnateur, université de Rome), Otto Hermann Frey (université de Marbourg, Allemagne), Venceslas Kruta, Barry Hatcher (université de Dublin) et Miklos Szabo (université de Budapest). En collaboration avec les collections archéologiques et numismatiques de Milan et Daniele Viali (université de Bologne) ayant en charge le secrétariat scientifique.

Swaziland, un royaume face au sida

Suite de la page 15

Cette brochure toute simple, merveille de pédagogie, résume de manière exemplaire ce qu'est le sida, sex et ce qu'il n'est pas (3).

L'autre action ambitieuse concerne les enseignants. « Une fois qu'on a diffusé l'information essentielle sur le sida, ce qu'il est, comment on peut être contaminé et comment on peut s'en protéger, le plus important reste à faire, souligne M^{me} Munz. Il faut, en effet, traiter réellement le problème de la sexualité, analyser les raisons de tel ou tel comportement sexuel qui peut être à risque ».

C'est ainsi, par exemple, que les acteurs du programme national contre le sida entreprennent une série de réunions de groupe avec de nombreux enseignants volontaires des écoles primaires du Swaziland, afin que la prévention ne reste pas lettre morte auprès des enfants qui, ici comme dans de nombreux pays africains, ont une activité sexuelle très précoce.

Ainsi, le royaume s'organise. Les ministères concernés ont débouqué

des crédits non négligeables, les services sont distribués gratuitement dans de très nombreux endroits et la presse ne craint pas de parler clairement du fléau. Tout indique pourtant qu'il faudra attendre — longtemps, sans doute — avant de mesurer la portée des efforts accomplis. Les chiffres de séropositivité, pendant ce temps, augmentent et quel qu'on fasse, laissant paradoxalement penser que toute cette énergie est dépensée en vain.

Soucieux d'aller encore plus vite dans la prise de conscience générale, certains se penchent à rêver que le roi lui-même osera bientôt, publiquement, parler du sida et de la nécessité absolue de la prévention. Mswazi III le fera-t-il ? En quels termes un roi polygame (son père a eu plus d'une centaine d'épouses et plus de six cents enfants) pourra-t-il parler de sexualité à ce sujet ?

JEAN-YVES NAU

(3) « If you have more than one sexual partner, you should know... ». The AIDS Office. PO box 1119, Mbabane (Swaziland).

Jacques-Louis Lions, lauréat du prix du Japon

La déraison des mathématiques

L'homme est discret, presque effacé. Prudent jusqu'au silence. A quel bon se mettre en avant pour glaner des honneurs qu'il ne recherche pas. Mais qu'on lui parle de mathématiques et le voilà qui sort de sa réserve. L'œil s'allume, et Jacques-Louis Lions devient gourmand et leste, en bon Ménéclaire qu'il est, écolier se passionne. Avec cependant une retenue toute britannique.

« Ce que j'aime dans les mathématiques appliquées, dit-il, c'est qu'elles ont pour ambition de donner du monde des systèmes une représentation qui permette de comprendre et d'agir. Et de toutes les représentations, la représentation mathématique, lorsqu'elle est possible, est celle qui est la plus souple et la meilleure. Du coup, ce qui m'intéresse, c'est de savoir jusqu'où on peut aller dans ce domaine de la modélisation des systèmes, c'est d'atteindre les limites ».

Modélisation de la forêt amazonienne, de sa croissance et de ses échanges avec l'atmosphère, si importante pour la climatologie de la région. Modélisation aussi du refroidissement d'une coulée d'acier pour les métallurgistes. Modélisation encore de la forme optimale du nez d'un avion pour éliminer les turbulences qui perturbent le vol. Modélisation, enfin, « presque hors d'atteinte aujourd'hui », du fonctionnement du cerveau.

Tout cela, c'est le terrain de jeu de Jacques-Louis Lions, qui, après avoir été président de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), partage désormais son temps entre sa fonction de président du Centre national d'études spatiales (CNES) et sa chaire au Collège de France sur « l'analyse mathématique des systèmes et de leur contrôle ». Un terrain de jeu propice aux découvertes si l'on en juge par l'honneur que vient de lui faire la Fondation du Japon pour la

science et la technologie. Après un an de sélection sévère — trois cent quatre-vingt-neuf candidats étaient en lice —, ses membres ont en effet décerné, le 25 avril dernier, à Jacques-Louis Lions le prix du Japon 1991 de mathématiques appliquées (1). Un prix important dont les Japonais veulent faire une



sorte de prix Nobel. Mais cet honneur fait à Jacques-Louis Lions ne lui tourne pas la tête. Sur sa contribution réelle aux progrès de ces mathématiques, l'homme reste discret. « Ce serait trop compliqué », dit-il. Et de citer pâle-mêle les nombreux honneurs qu'il ont précédé et qui eux bien sûr...

D'abord von Neumann, le père de la discipline, qui a si bien su sentir, à la fin des années 40, tout le bénéfice que l'on pouvait tirer des premières machines à calculer, des premiers ordinateurs, pour décrire des systèmes aussi complexes que les phénomènes météorologiques. De fait, « l'ordinateur a tellement décuplé les possibilités de notre discipline », dit-il,

que les mathématiciens ont aujourd'hui l'habitude de décrire les choses en événements BC (before computer) et AC (after computer).

Séduit par les idées de von Neumann lors d'un voyage aux États-Unis, Jacques-Louis Lions, fraîchement émoulu de l'École normale supérieure — il a alors vingt-huit ans —, se laisse alors guider par un des disciples du maître, Peter Lax. Il s'engage d'autant plus sereinement dans cette voie — « J'ai toujours eu de la chance dans ce domaine », confesse-t-il — que ses précédentes recherches lui facilitent la tâche. Et le jeune mathématicien va se régaler. Comme lorsqu'il était élève dans un lycée à Nice.

« J'étais bon en maths, et, comme j'étais bon, je m'amusais et le vie devenait un plaisir », immolement ? Non. Tout simplement lucidité. « Ayant eu de très mauvais profs de physique, je n'étais pas le choix, et ma voie était donc tracée. » Il devient donc un de ces mathématiciens qui contribuent au renom de l'école française. « Bien modestement », selon lui, puisqu'il n'a eu, par rapport à von Neumann, que « rajouter un chapitre sur lequel ce dernier ne s'était pas engagé : le chapitre industriel ».

Un téraordinateur de rêve

Un chapitre important pourtant, car les besoins « sont partout ». Dans la conduite des centrales nucléaires comme dans l'exploitation des champs d'hydrocarbures. Dans la gestion des produits bancaires comme dans celle des trains de l'automobile. Et les résultats sont extraordinaires. « Avec les maths, constate Jacques-Louis Lions, devenu aujourd'hui président de l'Union mathématique internationale, on trouve toujours sur des surprises ; celle par exemple de voir que des phénomènes aussi différents que la banque et le

refroidissement d'une coulée d'acier sont mathématiquement décrits par des modèles analogues ».

« C'est cela, en quelque sorte, la puissance du raisonnement des mathématiciens », observe par exemple dans un article publié dans les années 50. Et c'est au nom de ce raisonnement que Jacques-Louis Lions travaille maintenant sur des modèles relatifs au climat et à l'environnement, car, « même si c'est difficile, ce n'est pas moins que le cœur du problème ». Deux domaines dont l'importance n'échappe à personne et qui devraient être bientôt au centre des conversations que les ministres de l'Europe spatiale auront en juillet à Bonn.

Mais pour cela la puissance du raisonnement ne suffit pas, et Jacques-Louis Lions, qui répète l'année qu'il ne faut pas perdre son temps, rêve d'un monstre, un « téraordinateur » (2), capable de lui offrir les capacités de calcul (1 000 milliards d'opérations par seconde) et de mémoire rapides (1 000 milliards de bits) dont il a besoin. Bref, de quoi aller vite en besogne, mais peut-être pas aussi vite que son fils, mathématicien lui aussi, et dont il dit dans un sourire qu'il est plus rapide que lui...

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Institut en 1985, le prix du Japon (environ 2 millions de francs) récompense, chaque année, dans deux disciplines différentes, les scientifiques dont les découvertes ont contribué à une évolution qualitative des conditions de vie de l'humanité. En sept ans d'existence, ce prix a récompensé trois Français, dont Jacques-Louis Lions, trois Français ont été lauréats de ce prix : Georges Yverdray en 1988 pour ses travaux dans le domaine de l'énergie, Luc Montagnier en 1989 pour sa découverte du virus du sida et ses recherches d'aide au diagnostic ; Xavier Le Pichon, en 1990, pour son apport à la connaissance des virus à l'échelle moléculaire. Cette année les mathématiques sont à l'honneur. Mais il faut remarquer qu'une sorte de prix Nobel de maths existe déjà : la médaille Fields qui a récompensé nombre de Français.

(2) Du grec téra, teras « monstre ».

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lascourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 48-60-30-10

صلى الله عليه وسلم

صكنا في الامم

Le Monde

ÉCONOMIE

Le Monde • Mercredi 8 mai 1991 17

SECTION B

opéens

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

biens prêts
ville d'une civilisation

BILLET

Périlleuse liberté du ciel

La libéralisation du ciel français débute le mardi 7 mai. À partir de cette date, Minerve, filiale du Club Méditerranée, concurrence Air Inter et Air France sur l'ordre de Bruxelles en ouvrant une desserte Paris-Nice.

Pour souligner l'inconfort des vols d'Air Inter, Minerve a décidé d'équiper ses avions MD 83 de McDonnell Douglas avec des classes «affaires» et «économiques» où sont servis gratuitement repas, cotillons et boissons à toute heure. Les passagers de ses trois vols quotidiens Paris-Nice profitent de quelques centimètres de plus pour leurs jambes en classe «économique» et de sièges en cuir en classe «affaires». Les prix, en revanche, sont alignés sur ceux d'Air Inter, c'est-à-dire qu'un aller-retour en classe «affaires» coûte 2 320 francs et en classe «économique» 1 850 francs. Les réductions font tomber le prix du billet jusqu'à 770 francs.

Tout n'est pas rose pour le challenger de la compagnie intérieure. Les suites de la guerre du Golfe et l'atonie de l'économie maintiennent la demande de transport aérien au-dessous de son niveau normal. En outre, ni la clientèle ni le réseau des agents de voyage n'ont l'habitude d'acheter des billets au nom de Minerve.

D'autre part, si Air Inter n'offre pas une qualité de confort très élevée, elle propose, sur la même ligne, quinze fréquences par jour, soit un vol à l'heure dans chaque sens, et elle garantit un avion de renfort en cas de panne. Air France conserve six vols quotidiens. Le point fort d'Air Inter est sans conteste les coûts extrêmement bas que lui vaut l'utilisation d'appareils comme l'Airbus A300 (314 sièges) et l'Airbus A320 (172 sièges) plus productifs que les MD 83 (148 sièges). Air Inter est l'une des compagnies européennes les moins chères.

Le match entre le groupe Minerve-Air Liberté et le groupe Air Inter-Air France ne se jouera pas seulement sur Paris-Nice. Le groupe privé a obtenu, au total, treize lignes internationales où il affrontera son concurrent public et qui lui permettront, peut-être, de réussir son passage du charter au transport régulier.

ALAIN FAUJAS

225 000 salariés supplémentaires, mais 26 000 chômeurs de plus

L'emploi en 1990 : bons résultats premières difficultés

Avec le recul, 1990 apparaît sans doute comme un bon millésime pour l'emploi. Les créations de postes ont été encore assez nombreuses, et, s'il a augmenté, le chômage ne s'est pas trop aggravé. Mais, outre que les mois à venir seront plus difficiles, à voir la façon dont la tendance s'alourdit depuis un trimestre, on découvre aussi que tous les dangers étaient déjà accumulés en 1990.

A priori, tout va bien. Malgré un PNB qui a reculé de +4,1 % en 1989 à +2,8 % en 1990, l'économie française a encore été capable de créer 225 000 emplois supplémentaires dans les secteurs marchands non agricoles, selon les statistiques provisoires du ministère du travail. Dans l'absolu, le rapport est proportionnellement meilleur que l'année précédente, puisque le haut niveau d'activité d'aujourd'hui ne s'était traduit que par 300 000 salariés de plus.

Toujours en décalage, et montrant davantage d'optimisme, l'INSEE va plus loin. D'après ses premiers décomptes, les entreprises soumises à la cotisation au régime d'assurance-chômage, forcément sensibles à la conjoncture, auraient dégagé 310 000 emplois en 1990, soit 2,3 % de mieux, contre 420 000 et 3,2 % d'augmentation en 1989.

A champ identique – entreprises privées et publiques mêlées – l'INSEE assure même que la croissance des effectifs salariés a été de 1,9 % au cours de l'année, et donc légèrement supérieure au chiffre de 1,6 % annoncé par l'INSEE, qui estime en outre que l'emploi total (salarié et non salarié) s'est bien tenu avec une hausse de 243 000 (+1,1 %), en comparaison des 267 000 de 1989 (+1,2 %).

L'ajustement retardé

En réalité, le ver est dans le fruit, confirme-t-on de toutes parts. D'abord, ces résultats n'ont pas empêché le chômage d'augmenter à nouveau, pour la première fois depuis 1987, avec près de 26 000 chômeurs de plus dans l'année. Cela vient, en outre, confirmer une observation déjà faite : aussi satisfaisant soit-il, le mouvement de création d'emplois n'est pas assez puissant pour absorber la demande (2,6 millions inscrits à l'ANPE) et, surtout, n'en réduit pas mécaniquement le nombre dans les mêmes proportions.

Pis, un ralentissement sur le marché du travail se traduit aussi par une aggravation plus rapide que n'avait été la diminution. Faut-il le

rappeler, 1988 et 1989, années fastes pour l'emploi, ne s'étaient-elles pas soldées, respectivement, par 30 000 et 60 000 chômeurs de moins, seulement ?

Il y a ensuite une autre raison, jugée bonne par M. Michel Rocard, qui en retient le dynamisme démographique, et qui se résume à l'évolution de la population active. En 1990, celle-ci se serait accrue de 269 000 personnes candidates à une activité, et dont la venue a forcément freiné l'adéquation entre l'offre et la

demande. Le phénomène serait d'autant dû à l'arrivée de jeunes à la recherche d'un premier emploi, longtemps retardée par la prolongation de la scolarité, qu'un retour des inactifs (des femmes en particulier), attirés par les perspectives de repos.

Si l'on ajoute à cela que le nombre de bénéficiaires de la politique gouvernementale de l'emploi a augmenté de 70 000, que celle-ci a concerné 1 281 000 personnes au total, et que 30 000 chômeurs de plus ont été ainsi évités, on mesure ce que la situation d'aujourd'hui a de répit.

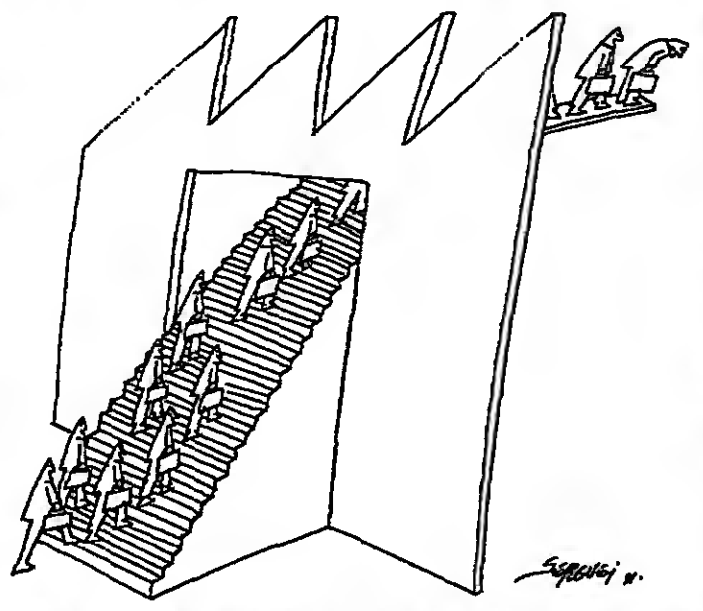
Mais une dernière série d'indices n'est pas plus rassurante. En cours d'année, l'emploi a subi avec retard l'effet du ralentissement économique, qui ne s'est vraiment manifesté que pendant le deuxième semestre. Sur ce point, l'INSEE (-0,9 % en huit, -0,3 % en douze corrigés au quatrième trimestre) et les services statistiques du ministère du travail s'accordent. Du coup, les gains de productivité se sont affaiblis, passant de +1,8 % en 1989 à +0,6 %, pour compenser le maintien d'effectifs que le niveau d'activité ne justifiait pas.

On voit bien ce que c'est que le chômage, et qu'il ne se reproduit pas. Paradoxalement, 47 % des entreprises connaissent des difficultés pour embaucher le personnel qualifié dont elles ont besoin. En raison de ces tensions, elles ont accepté une hausse de 3,1 % du taux de salaire horaire et, plus récemment, de 6,1 % pour les ouvriers qualifiés. En conséquence, elles ont aussi augmenté le pourcentage de leurs embauches sous contrat à durée indéterminée. Mais, parallèlement, elles ont fait porter l'essentiel de leurs efforts d'adaptation à la conjoncture sur les emplois précaires ou peu stables.

Montée du chômage partiel
Commencé au deuxième trimestre de 1989, le coup de frein donné à l'expansion de l'intérieur s'est peu à peu renforcé, notamment dans l'industrie manufacturière, l'automobile et le bâtiment-travaux publics. La croissance du nombre de missions, d'une durée moyenne plus courte, a été ramené de +22,4 % à +12,4 % en 1990. Sur l'année, l'équivalent de 7 700 emplois auraient ainsi été perdus. Même constatation en ce qui concerne le volume des contrats à durée déterminée, eux aussi en baisse, bien qu'ils représentent encore 65,7 % des recrutements. On en avait compté 281 100 de plus en 1989 : il y en aura eu 76 500 de moins en 1990.

Plus net encore aura été le recours au chômage partiel, qui est devenu massif en fin d'année. Brutalement, 1,1 million de journées indemnisées à ce titre ont été enregistrées au dernier trimestre, contre une moyenne de 445 000 pour les trois premiers. Sur l'ensemble de l'année, on est passé de 1,8 million de journées en 1989 à 2,4 millions, et l'on évoque maintenant un rythme annuel compris entre 4 et 6 millions.

Tous ces germes se retrouvent dans l'évolution actuelle. L'ensemble des



Traité entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay

Un « marché commun » dans le bassin de la Plata

Le capitale du Paraguay, Asunción, a connu une effervescence inhabituelle la 26 mars. La présidence paraguayenne, M. Andras Rodriguez, et ses homologues du Brésil, M. Fernando Collor da Mello, d'Uruguay, M. Luis Lacalle, d'Argentine, M. Carlos Menem, se sont réunis ce jour-là pour assister à la signature, par leurs ministres des affaires étrangères, du traité qui donne naissance au Mercosur, le futur marché commun du cône sud. Fin avril, les ministres des quatre pays ont expliqué à Bruxelles les modalités de leur traité.

Pendant une période de transition (1991-1995), les droits de douane seront réduits, à un rythme de 20 à 25 % par an, de façon que le 1^{er} janvier 1995, ils soient complètement éliminés. Alors la zone de libre-commerce commencera à acquiescer les caractéristiques d'un véritable marché commun : libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes ; tarif extérieur commun ; coordination des politiques économiques (agriculture, industrie, transport) et même financières et monétaires.

Les décisions politiques seront confiées au « Conseil » du Mercosur, formé par les ministres des affaires étrangères et de l'économie des pays membres. Comme dans la CEE, la présidence « tournera » tous les six mois. L'organe exécutif permanent sera le « groupe » de ce futur marché commun, au sein duquel les États membres adopteront leurs décisions par consensus.

Un changement radical

En théorie, le Mercosur existe déjà. Il forme un ensemble sous-régional impressionnant. Dans la pratique, comment quatre économies aussi inégales – deux « grands » lourdement endettés, en proie à l'hyperinflation et à l'instabilité, deux « petits » en relative bonne santé mais vulnérables quant à leur appareil productif – vont-elles réussir à s'ajuster entre elles ?

La volonté politique existe. C'est une révolution, car les deux vieux rivaux du bassin de la Plata – le Brésil devenu « riche » et l'Argentine devenue « pauvre » – se sont montrés les dents pendant des décennies. Un changement radical est intervenu au milieu des années 80 : fin des dictatures qui avaient exacerbé la méfiance réciproque. Discrétions par leur échec économique et leur vio-

lence répressive, les militaires argentins, brésiliens, uruguayens se retiennent, laissant derrière eux une situation effroyable. Sauf au Brésil, où le sens de l'intérêt national a toujours prévalu, l'argent des deniers cotractés a été gaspillé.

« Dans la petite ville frontalière de Foz-do-Iguazu, j'ai eu des entretiens très cordiaux avec le président du Brésil, José Sarney, le 30 novembre 1985 », se souvient l'ancien chef d'Etat argentin, M. Raul Alfonsín. « N'était-il pas absurde de rivaliser, au lieu d'adopter une perspective de croissance commune ? Auparavant, des problèmes sérieux s'élevaient constamment, avec le barrage hydroélectrique d'Itaipu (1). Après avoir inauguré le pont Tancredo Neves, j'ai dû à Sarney : je veux aller à Itaipu. Il a été très surpris. Mais bien sûr, a-t-il répondu. Voilà qui a beaucoup réchauffé l'atmosphère. Nous avions tous deux compris la nécessité de l'intégration, qui est d'abord et avant tout un projet politique. Le retour à la démocratie a constitué un facteur décisif. La meilleure preuve, c'est qu'à cette époque nous n'avons pas songé un instant à inclure le Paraguay de Stroessner, encore moins le Chili de Pinochet. »

Dès 1986, des accords d'intégration furent signés. Il ne s'agissait pas seulement d'augmenter les échanges commerciaux, mais de travailler à des projets communs, dans des domaines nouveaux tels que la biotechnologie, ou dans d'autres qui représentaient de véritables symboles de l'ancienne rivalité : industrie nucléaire, industrie aéronautique, énergie sous ses diverses formes et même fabrication d'armes.

Autre objectif : innover face aux schémas traditionnels, selon lesquels le Brésil vendait à l'Argentine des produits manufacturés et lui achetait du blé. On allait favoriser non seulement les échanges de matières premières (blé ou gaz argentin contre minéral de fer ou bois brésilien, par exemple), mais surtout ceux de biens d'équipement. Pour « grandir ensemble » et développer la complémentarité entre les deux industries.

Quels sont aujourd'hui les résultats ? Le montant des échanges bilatéraux a pratiquement doublé, atteignant 2,2 milliards de dollars en 1990, avec un solde largement positif pour l'Argentine, ce qui tranche avec le passé. La part des biens manufacturés dans ces échanges, est passée de 25 % à 40 %.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Lire la suite page 18

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

aziland, un royaume
au sida

ATT rachète NCR pour 7,4 milliards de dollars

Après plus de cinq mois de bataille boursière, American Telephone Telegraph (ATT), un des leaders mondiaux des télécommunications, et le firme informatique National Cash Register (NCR) ont annoncé, lundi 6 mai, être parvenus à un accord aux termes duquel le cinquième fabricant américain d'ordinateurs accepte d'être racheté par ATT pour 7,4 milliards de dollars (43,3 milliards de francs).

Le suspense durait depuis la fin de l'année dernière. C'est en décembre 1990 qu'ATT a commencé à se lancer à l'assaut du fabricant d'ordinateurs sous forme d'une OPA amicale d'un montant d'environ 6 milliards de dollars. Mais NCR, qui estimait valoir beaucoup plus cher, a mené la vie dure au géant des télécoms au point de l'obliger à changer de stratégie.

En effet, face à la résistance du fabricant d'ordinateurs, ATT a décidé, le 21 avril, de relever le prix proposé à 110 dollars l'action (au lieu de 90 dollars précédemment). Et pour éviter d'avoir à déboursier 1,4 milliard de dollars supplémentaires, ATT a renoncé à payer comptant et troqué la formule de l'OPA pour celle de l'offre publique d'échange.

Même si l'issue de la bataille était prévisible, il n'était pas question pour ATT de risquer de la perdre. Après le mariage raté il y a dix ans

entre IBM et le téléphoniste Rolt, cette nouvelle alliance entre les télécoms et l'informatique a une dimension exemplaire. Depuis la fin des années 70, en effet, les spécialistes avaient prédit que les deux secteurs allaient se rapprocher. Les technologies convergent, les ordinateurs peuvent être reliés les uns aux autres et échanger des données informatiques d'un bout à l'autre de la planète.

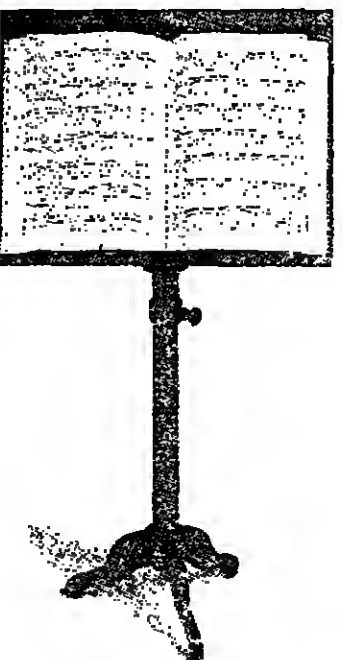
Mais tous les industriels n'ont pas choisi les mêmes stratégies. Chez les européens, le métier d'opérateur et d'industriel est séparé. En France, France Telecom distribue et Alcatel fabrique ; la division est semblable en Allemagne entre Bundestelecom et Siemens.

L'américain ATT, en revanche, même de front les deux métiers. D'où l'importance pour lui de l'acquisition de NCR, qui viendra renforcer sa division informatique déficitaire d'un milliard de dollars ces dernières années. Créé en 1884 dans l'Ohio, NCR est particulièrement performant dans le secteur des caisses enregistreuse et les équipements bancaires informatiques tels que les distributeurs automatiques de billets.

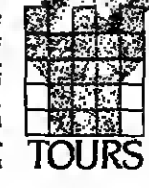
Sous réserve de l'approbation des actionnaires des deux sociétés, cet accord devrait aboutir à la constitution d'un groupe de 44 milliards de dollars (257,4 milliards de francs) de chiffre d'affaires et employant 328 000 personnes.

F. Ch.

Voici le genre de best seller le plus lu à Tours cet été.



Rassurez-vous, il existe un deuxième best-seller que vous pourrez lire plus facilement le programme de l'été musical. Montserrat Caballé, Michel Corbin, Sviatoslav Richter, Philippe Herreweghe, Yo-Yo Ma, Daniel Barenboim, Krystian Zimerman, de Mozart, Monteverdi, Bach, Haydn, Vivaldi, Dvorak, combinent les mélodies les plus exigeantes. D'autant que Tours offre la danse moderne à la musique, le chant à



l'enseignement, au cours de plus de 40 manifestations. Plus de trois mois d'enrichissement pour ceux qui ont la bonne idée de vivre à Tours ou d'y passer des vacances intelligentes. Preuve que la musique adoucit les mœurs, le calme qu'elle génère est tout le contraire de l'insolence. Demandez le calendrier des manifestations au 02 21 60 54, c'est déjà un geste de méditation et un excellent stimulant intellectuel.

À Tours, la matière grise prend des couleurs.

ÉCONOMIE

Un « marché commun » dans le bassin de la Plata

Suite de la page 17

Signe des temps : un couloir routier de fer fonctionne depuis janvier 1989 entre Buenos-Aires et São Paulo.

Lorsqu'ils scellèrent une entente historique, MM. Alfonsín et Sarney étaient surtout soucieux des relations Sud-Sud. Les pays en développement étaient outrés par la façon qu'avait le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) de libéraliser les échanges en privilégiant, selon eux, les pays industrialisés. Contre ces derniers, à l'époque, l'Argentine et le Brésil souhaitaient conclure une sorte de pacte d'auto-défense. La vision de leurs successeurs, tous deux élus à la présidence en 1989, fut différente, plus agressive. Pour MM. Collor de Mello et Menem, qui sont des pragmatiques engagés dans la voie du libéralisme, l'objectif est de s'unir pour mieux s'insérer dans le marché mondial.

Deux raisons fondamentales expliquent ce coup d'accélérateur. La pre-

mière est la recomposition de l'espace économique mondial, où se dessinent trois puissants blocs : l'américain, l'euro-péen, l'asiatique. L'Amérique du Sud se sent isolée avec des wagons décrochés du train. La seconde s'explique par l'initiative pour les Amériques que le président George Bush a formulée en juin 1990 et qui propose, entre autres choses, de créer une zone de libre commerce allant de l'Alaska jusqu'à la Terre de feu.

De 150 à 200 millions de consommateurs

Avatar moderne de la doctrine de Monroe (1823), qui réservait « l'Amérique aux Américains », cette offre n'a rien de philanthropique. Il serait fort intéressant pour Washington que les principales économies sud-américaines ne s'intègrent pas entre elles, mais adhèrent une par une au nord de l'hémisphère. Écrasés par leur énorme déficit budgétaire et commercial, les États-Unis redécouvrent en

quelque sorte l'Amérique latine, après la fixation que le président Ronald Reagan avait faite sur le Nicaragua sandiniste et la guérilla du Salvador.

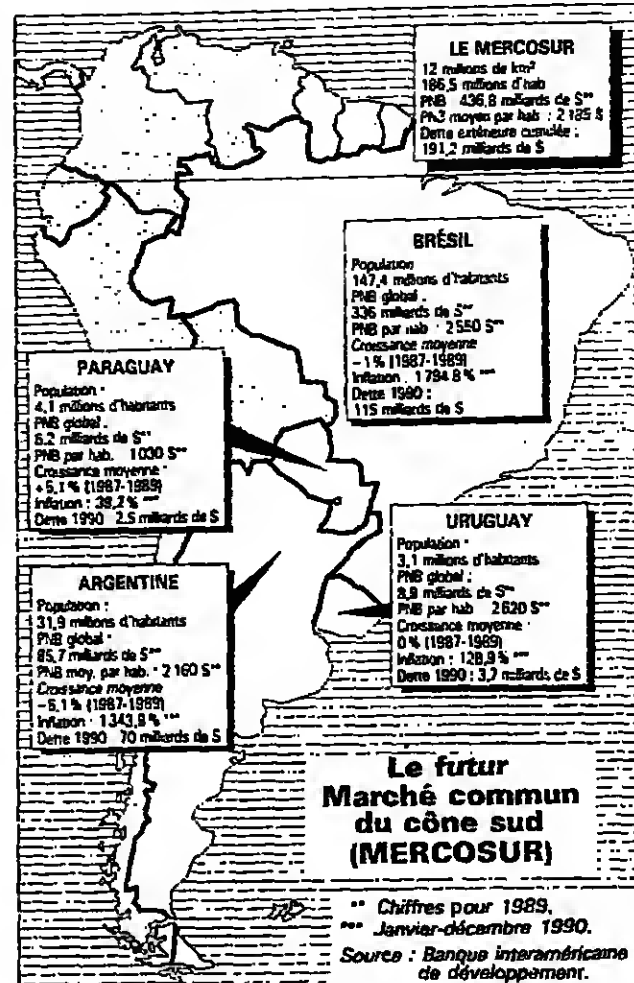
La région n'est en rien négligeable : entre 150 et 200 millions de consommateurs solvables ; une gigantesque réserve de matières premières, dont le pétrole du Mexique et du Venezuela ; une position stratégique pour le contrôle du sud des océans Pacifique et Atlantique, ainsi que pour l'accès à l'Antarctique.

Face au chant de sirène de M. Bush, et à son rêve panaméricain, les Latins restent prudents. Utilisant les possibilités qu'offre l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), fondée en 1980 (2), ils consolident leurs alliances sous-régionales, redonnant de la vigueur au pacte andin (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou, Venezuela), au Marché commun centre-américain (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador) ou créant des entités nouvelles comme le groupe des Trois (Mexique, Colombie, Venezuela) ou l'ambitieux Mercosur. Les hommes d'affaires brésiliens et argentins sont conscients des risques de la concurrence, mais ils estiment généralement que le danger premier est de rester en dehors d'un marché aux énormes potentialités.

Le Paraguay est un pays agricole (coton, soja, élevage), où les industries n'existent pratiquement pas. Le dictateur Alfredo Stroessner (1957-1989) n'a pas cherché à développer son pays, mais à profiter d'un système de corruption généralisé. La contrebande demeure l'activité la plus lucrative. Que signifierait l'inclusion du Paraguay dans le Mercosur ? Sans doute un renforcement de la présence brésilienne, déjà sensible avec l'installation massive d'agriculteurs brésiliens sur des milliers d'hectares de terres paraguayennes.

Les Argentins ne restent pas inactifs. Mettant fin à une longue mésaventure, le président Carlos Menem et son homologue paraguayen, M. Andres Rodriguez, ont signé en février un accord de réciprocité commerciale et énergétique, concernant notamment des livraisons de pétrole argentin.

Si, à Asunción, les autorités montrent de l'enthousiasme devant la perspective d'un marché commun, il n'en va pas de même à Montevideo. Certes, la capitale est devenue une



électorat comme des messies salvateurs ? Les présidents Collor de Mello et Carlos Menem s'enfoncent dans le discrédit. A cause du chômage croissant, de la hausse des prix, de l'extension de la misère. « Le Brésil est certainement l'un des pays où la répartition des revenus est la pire qui soit », souligne M. Robert Apy, du journal O Estado de São Paulo.

La lancinante question de la dette

Comment parler dès lors sur le succès du Mercosur ? Le Chili se montre fort prudent, qui préfère pour l'instant un accord bilatéral avec les États-Unis. Ceux-ci aspirent à resserrer leur emprise sur une région qui, au bout de la « décennie perdue » (entre 1980 et 1990, le niveau de vie des Latino-Américains a reculé considérablement), dépend toujours plus d'eux en matière commerciale. Est-elle condamnée à rester enfermée dans la « zone dollar » ?

Le 29 avril, les ministres des quatre pays signataires du Mercosur sont venus à Bruxelles expliquer les modalités de leur traité à la Communauté européenne. Celle-ci soutient les efforts d'intégration, aux termes de la déclaration signée en décembre 1990, à Rome, entre les Douze et les onze membres du groupe de Rio (3). Mais la CEE fera-t-elle à ses lointains cousins — proches par l'histoire et par la culture — les concessions qu'ils demandent, notamment en matière agricole ?

A voir l'impasse où se trouve l'Uruguay Round, on peut en douter.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

CONSEIL DE PARIS

Modification du champ d'application du droit de préemption urbain et instauration du sursis à statuer

Par délibération du 25 mars 1991, le Conseil de Paris a apporté des modifications au champ d'application du droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme.

Seront désormais soumises au droit de préemption urbain renforcé les aliénations et cessions intervenant dans les propriétés suivantes sises à Paris (14) :

- 8, rue de la Gaîté, 2, rue Jolivet
- 24-26, rue de la Gaîté - 67, avenue du Maine (partie côté rue de la Gaîté)
- 21, rue de la Gaîté (partie arrière)
- 25, rue de la Gaîté
- 27, rue de la Gaîté
- 20 bis, rue de la Gaîté - 2, rue Vandamme.

En outre, les projets ayant motivé l'instauration du droit de préemption urbain renforcé ayant été pris en considération, en exécution des articles L. 111-8 et L. 111-10 du code de l'urbanisme, il pourra être sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des opérations édictées.

(Publicité)

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PROJET D'ÉLARGISSEMENT A 2 X 3 VOIES DE L'AUTOROUTE A 11

Communes de CHARTRES - LE COUDRAY MORANCEZ - THIVARS - VER-LÈS-CHARTRES MIGNIÈRES

Il est porté à la connaissance du public que, conformément à un arrêté préfectoral en date du 25 avril 1991 et en application de la loi du 12 juillet 1983, il sera procédé à une enquête publique relative à l'élargissement de l'autoroute A 11 sur les sections reliant CHARTRES-EST à THIVARS du 27 mai jusqu'au 28 juin 1991 inclus.

Les dossiers concernant ce projet seront déposés en préfecture d'EURE-ET-LOIR, Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie (poste 70-96) et dans les mairies de CHARTRES - LE COUDRAY - MORANCEZ - VER-LÈS-CHARTRES - THIVARS et MIGNIÈRES afin que les intéressés puissent en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituelle au public de la préfecture et des mairies.

Durant cette période chacun pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par écrit à l'attention du commissaire-enquêteur.

M. Gérard FOUET, ancien colonel, directeur départemental de la prévention routière - domiciliée 8, rue de la Vallée-de-l'Eure 28800 LUSANT - est désigné comme commissaire-enquêteur par le tribunal administratif d'ORLÉANS.

Il recevra le public dans les mairies de :

- CHARTRES : le mardi 28 mai 1991, de 9 h à 11 h ; le vendredi 28 juin 1991 de 14 h 30 à 16 h 30.
- LE COUDRAY : le mercredi 29 mai 1991, de 9 h à 11 h ; le vendredi 28 juin 1991 de 9 h à 11 h.
- MORANCEZ : le vendredi 31 mai 1991, de 14 h 30 à 16 h 30 ; le mercredi 26 juin 1991 de 14 h 30 à 16 h 30.
- VER-LÈS-CHARTRES : le lundi 3 juin 1991, de 9 h à 11 h ; le mercredi 26 juin 1991, de 9 h à 11 h.
- THIVARS : le mercredi 12 juin 1991, de 9 h à 11 h.
- MIGNIÈRES : le vendredi 21 juin 1991, de 9 h à 11 h.

A l'issue de l'enquête, une copie de l'avis du commissaire-enquêteur sera déposée en préfecture d'EURE-ET-LOIR, ainsi que dans les mairies concernées afin d'être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture d'enquête.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS DE NOMINATION OUMET-CORDON BLEU INC. JEAN CAMPEAU

J.-Robert Oumet, LSC, LSP, MBA, président du conseil et chef de la direction de Oumet-Cordon Bleu Inc., est heureux d'annoncer l'élection de M. Jean Campeau au conseil d'administration de la compagnie, et au poste de vice-président du conseil d'administration.

M. Campeau est président du conseil d'administration de Domtar Inc. Auparavant, il a dirigé pendant une décennie, à titre de président du conseil d'administration et de directeur général, la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'une des plus importantes institutions financières du Québec et du Canada.

M. Campeau a été élu au conseil d'administration au même temps que M. Eric D. Haueter, homme d'affaires très connu, résident de Bernex, Suisse, et du Connecticut. Les deux se joignent aux autres membres du conseil, élus récemment à l'assemblée annuelle de la compagnie, qui sont :

M^{me} Myriam Oumet, MM. Roger Charbonneau, Réal Coulombe, Pierre Desmarais II, Aimé Légaré, James D. Raymond, Stephen A. Wilgar de Toronto et Aaron Yohalem de New-York.

Oumet-Cordon Bleu Inc. comprend différentes compagnies dont les activités principales sont la gestion financière de portefeuilles variés ; l'acquisition de compagnies et la prise de participation dans différentes activités économiques ; la fabrication et la mise en marché des produits alimentaires portant les marques de commerce Cordon Bleu, Paris Pâté, Clark's, Esta, Gaza et plusieurs autres.

Assemblée Générale Ordinaire

Convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire le jeudi 27 juin 1991 à 10 heures, à l'adresse suivante : BASF-Feierabendhaus, Leuschnerstraße 47, Ludwigshafen am Rhein

Ordre du Jour

1. Présentation des comptes de l'exercice de BASF Aktiengesellschaft et du Groupe BASF pour 1990 ; présentation du rapport annuel d'activité de BASF Aktiengesellschaft et du Groupe BASF pour 1990 ; présentation du rapport du Conseil de Surveillance.
2. Affectation des bénéfices.
3. Quitus au Conseil de Surveillance.
4. Quitus au Directoire.
5. Election des commissaires aux comptes.
6. Capital autorisé.
7. Emprunts obligataires avec bons de souscription.
8. Modification des statuts.

Seront autorisés à participer à l'Assemblée Générale et à exercer leur droit de vote les actionnaires qui auront déposé leurs actions, durant l'ouverture normale des guichets, et selon les modalités requises, auprès de l'un des établissements indiqués au « J.O. » de la République Fédérale d'Allemagne no. 84 du 7 mai 1991, et qui les y auront laissées jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale.

Le dépôt des actions devra être effectué au plus tard le mercredi 19 juin 1991.

Les Etablissements prévus en France sont les suivants :

Banque Paribas
Banque Nationale de Paris
Crédit du Nord
Crédit Lyonnais
Lazard Frères et Cie.
L'Européenne de Banque Société Générale

Ludwigshafen, le 7 mai 1991
Le Directoire

BASF Aktiengesellschaft
D-6700 Ludwigshafen

BASF

مكتبة الامم المتحدة

صكا ان الامل

ÉCONOMIE

POINT DE VUE

Fonction publique : la dernière chance

A GRAND renfort médiatique, le premier ministre a réuni le 11 avril dernier un troisième séminaire gouvernemental sur le renouveau du service public. Il y affirme sa volonté de renouer le dialogue social dans la fonction publique par le moyen d'une commission associant les organisations syndicales représentatives à la conduite dudit renouveau dans la plénitude des thèmes qui s'y rattachent.

Mais en même temps, comme pour se contredire et semer le doute sur la réalité de ses bonnes intentions, il lance, sans les avoir précédées de la moindre concertation, une série de mesures touchant à des domaines éminemment sensibles telles que la déconcentration administrative.

Qu'on ne se méprenne pas : ce ne sont là que des effets d'annonce. L'entreprise de renouveau, enjeu majeur pour notre société, ne réussira que si elle parvient à s'appuyer sur l'adhésion et le dynamisme des agents publics en répondant à leurs attentes légitimes.

« La richesse de notre administration, écrivait M. Michel Rocard dans sa circulaire de février 1989 ouvrant son « grand chantier » du renouveau, ce sont avant tout les hommes et les femmes qui la composent. Ce n'est pas en dévalorisant les fonctionnaires que l'Etat et les collectivités publiques seront mieux gérés. »

Il reconnaissait par ailleurs (décembre 1990) que « depuis la crise de 1971, on a fait payer au service public, c'est-à-dire à ses fonctionnaires, plus que sa part dans l'effort de rigueur, ce qui s'est traduit par une dégradation des conditions de travail et une stagnation du pouvoir d'achat ». Notre pays a la chance d'avoir une

fonction publique dont les agents sont majoritairement représentés par des organisations syndicales attachées à la résolution concertée des problèmes et soucieuses de la qualité du service rendu au public.

Mais le dialogue contractuel est en crise depuis plus d'un an pour cause de mauvaise application par le gouvernement de l'accord salarial biennal signé en 1988 par cinq organisations syndicales de fonctionnaires sur sept. Ce contentieux, et la crise de confiance qui en découle, interdisent aux partenaires sociaux de s'engager dans toute nouvelle négociation salariale sans en clarifier de façon concomitante les règles du jeu.

De prétexte en prétexte

De prétexte en prétexte - crise du Goffa, mauvaises prévisions de croissance économique, rentrées insuffisantes de la TVA, etc. - le gouvernement retarde l'échéance et en même temps alourdit les contentieux. Ses intentions sont évidentes : gagner du temps pour faire l'impasse sur l'année 1991 en attendant de trouver un accord pour 1992 pour lequel il sera prêt à donner toutes garanties de bonne foi.

Un tel jeu est dangereux car il assésine la politique contractuelle. Il fait perdre aux tenants de celle-ci leur crédibilité en mettant en cause leurs options essentielles.

Les responsables de notre pays n'ont pas le droit de jouer ainsi avec l'un des piliers de la démocratie qu'est le mouvement syndical responsable, comme avec l'avenir du service public. Il faut raison retrouver. C'est tout de suite que le gouvernement doit

tégeler la question salariale et apporter ainsi la preuve de la réalité de ses bonnes intentions. Et 1992 sera une autre échéance, à aborder le moment venu. Feute de quoi, chat échaudé éraignant l'eau froide, on ne voit pas où nous pourrions trouver en 1992 matière à réhabiliter le dialogue social.

Nous l'affirmons solennellement : sans négociation en 1991 dans un délai raisonnable, il ne saurait être question pour nous de nous inscrire dans la recherche d'un accord salarial pour 1992. Le gouvernement, s'il persistait dans sa stratégie, entrerait dans l'histoire comme la fossoyeur de la politique salariale contractuelle dans la fonction publique.

YANNICK SIMBRON

Secrétaire général de la FSN
MICHEL AGOSTINI
Secrétaire général de l'UFFA-CFOT

JEAN-PIERRE GUALEZZI
Secrétaire général de la FGAF
NICOLE PRUDHOMME
Secrétaire générale de l'INTER-FON-CFIC

CHRISTIAN CHAPUIS
Président de la Fédération Française des Cadres des Fonctions Publiques CFE/CGC

SOCIAL

Publiant ses prévisions à l'horizon 2010

L'ARRCO tente de dédramatiser le débat sur l'avenir des retraites

L'Association des régimes de retraite complémentaires (ARRCO) a rendu publiques, lundi 6 mai, ses prévisions en matière d'évolution de ses charges à l'horizon 2010. Ces projections se révèlent, selon M. Jean Picot, directeur général de l'ARRCO, moins pessimistes que ne l'avait laissé entendre le Livre Blanc sur l'avenir des retraites qui estimait le déficit de ce régime à l'horizon 2010 à 30 milliards de francs.

Reprenant l'hypothèse retenue dans le Livre Blanc d'une progression annuelle de 1 % des effectifs cotisants, l'ARRCO dégage trois scénarios, suivant la hausse de pouvoir d'achat retenue. Écartant l'estimation gouvernementale d'une augmentation de 2 % du pouvoir d'achat des retraités, jugée improbable, M. Picot a indiqué que le déficit du régime s'élèverait, au pire, à 16,9 milliards de francs avec une hausse de 1 % de ce pouvoir d'achat. Privilegiant l'hypothèse d'une progression de 0,5 % du pouvoir d'achat des pensions, M. Picot a évalué le déficit à 5,6 milliards de francs (pour un montant global d'allocations versées égal à 128,8 milliards de francs), qui serait, précise-t-il, couvert par une augmentation de 4 % des cotisations.

AÉRONAUTIQUE

Avant de regrouper leurs industriels

La France et l'Allemagne vendront ensemble leurs hélicoptères

Les groupes français Aérospatiale et allemand MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blohm) ont annoncé, lundi 6 mai, à Paris, la constitution d'un groupement d'intérêt économique, baptisé Eurocopter International GIE, qui est un organisme à responsabilité égale entre les deux partenaires de vente et de commercialisation des hélicoptères conçus par ces deux constructeurs aéronautiques. Cette création préfigure le regroupement industriel, par ces deux mêmes sociétés, de leurs divisions «hélicoptères» de part et d'autre du Rhin. Le projet a été approuvé par la Commission de Bruxelles le 28 février.

Basé à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), le GIE Eurocopter International intégrera les équipes commerciales des divisions spécialisées de MBB et Aérospatiale, qui proposeront à la clientèle une gamme de sept modèles différents d'hélicoptères. Cet accord s'étend au marché mondial, sauf l'Amérique du Nord où, provisoirement, les deux filiales qui sont installées aux États-Unis continueront de travailler chacune pour soi.

Le chiffre d'affaires confondu des deux sociétés a été de 10 milliards de francs en 1990 et, à elles deux, les divisions «hélicoptères» concernées réunissent aujourd'hui plus de 1 500 clients civils et militaires dans cent vingt pays. La constitution de ce GIE n'est qu'une étape sur la voie

d'un projet plus ambitieux. Ultérieurement, il est prévu la finalisation des deux divisions «hélicoptères» de MBB et Aérospatiale, puis l'apport de ces deux structures industrielles à une société holding - à créer - qui s'appellera Eurocopter SA et qui contrôlera les actions techniques, industrielles et commerciales des deux filiales rebaptisées Eurocopter-Deutschland et Eurocopter-France.

Le GIE Eurocopter International se transformera ensuite en une société anonyme détenue à 100 % par Eurocopter SA. Outre leurs gammes actuelles ou à venir dans les domaines civil et militaire (comme, par exemple, les bimoteurs BO-105 ou BO-108 allemands et les bimoteurs Ecureuil, Dauphin, P-120 ou Super-Puma français), Aérospatiale et MBB sont associées pour deux programmes très importants : le nouvel hélicoptère de combat Tigre, qui vient de faire son premier vol le 30 avril et qui représente un investissement de 38 milliards de francs pour la France, et le nouvel hélicoptère logistique NH-90, auquel ont prévu de participer l'Italie et les Pays-Bas et qui devrait obliger la seule armée de terre française - indépendamment d'une commande propre à la marine nationale - à engager une dépense globale de 23 milliards de francs environ.

J. I.

Générale Ordinaire

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécoeur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUBE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beube-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue Gutenberg
94852 IVRY CEDEX
1990

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beube-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMBOURG - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

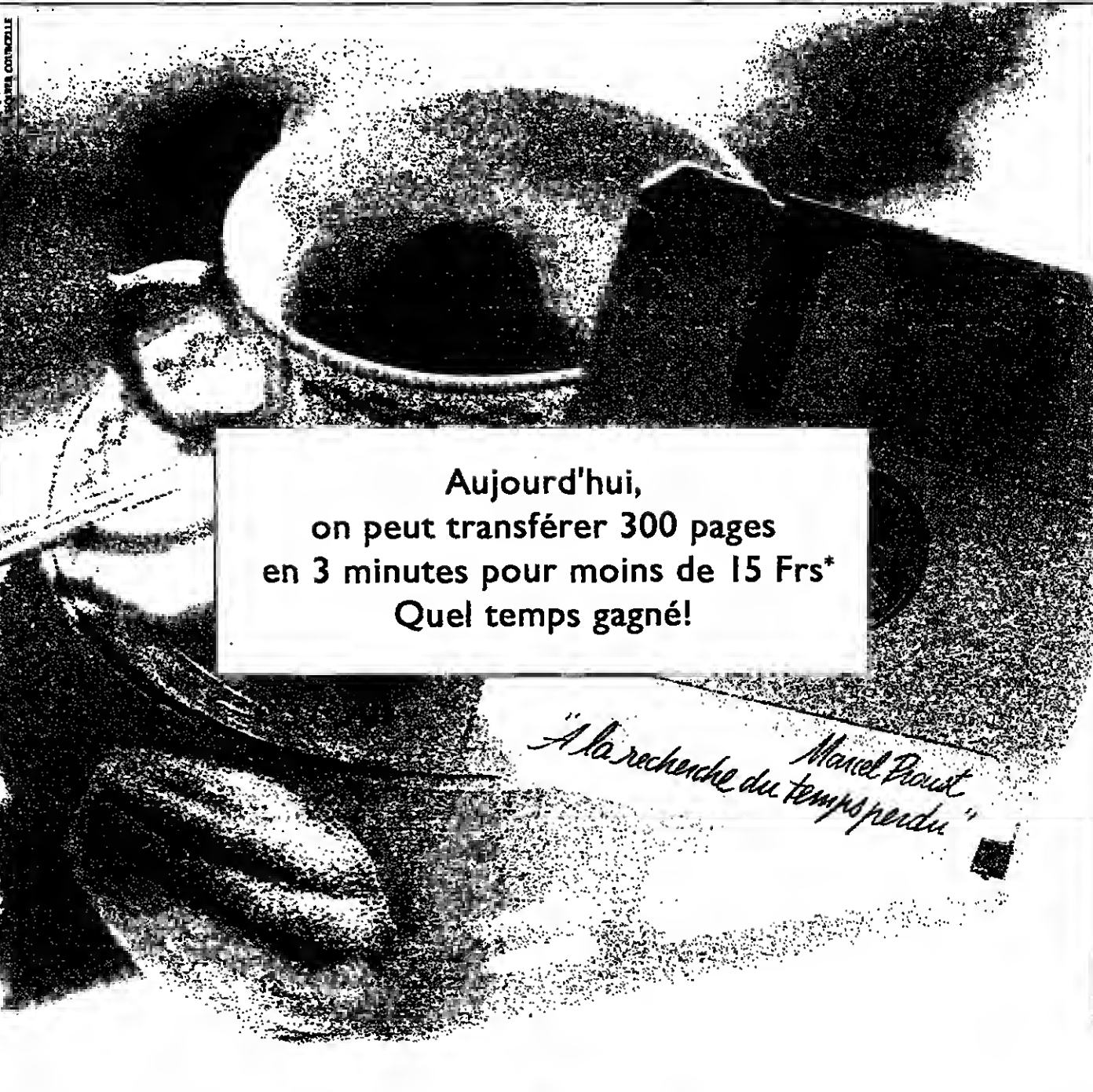
Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



Aujourd'hui,
on peut transférer 300 pages
en 3 minutes pour moins de 15 Frs*
Quel temps gagné!

"À la recherche du temps perdu"

NUMERIS aujourd'hui.

Directement de micro à micro. L'un des avantages de Numéris, c'est la possibilité de faire dialoguer vos micros avec ceux de vos clients, sans intermédiaire, instantanément, en toute sécurité. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le **NEVERT 03 28 18 78**

* Prix de la transmission d'un fichier de 1 mégaoctet sur une distance supérieure à 100 km, en 3 minutes, soit 11,07 francs H.T.

FRANCE TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

BASF

MARCHÉS FINANCIERS

Confronté à un déficit budgétaire qui s'accroît

Le mi

Suite :
Qua
univer
ral (C
et dai
Lens)
En
crédi
agité
cieuse
tre, o
Les
taires
tegne,
Toulo
fort, t
rés, r
ratio
pas le
pôles
Bretaj
fort, t
échap
décisi
unive
désor
L'i
démô
aléat
sagés
versit
ou E
doute
tale, q
ue l
et bu
ment
baiss
M. Jc

La
trage
nière
sion
form
en p
deux
taires
que
facci
ancor
loul,
choix
voit
quan
laire
augm
milli
trouv
liaisi
eugr

CA

Le
de
jour
rava
emp
surv

Un
cycl
d'év
subi
part
dom
appa
péri
plup
sins
rest
men
pays
plen
toit
ont
rien
com
con
tra

La
vent
es
plus
ci
dan
faci
de
moi
ont
don
à c

Le gouvernement allemand confirme la hausse de la TVA mais retarde la baisse de l'impôt sur la fortune

Confronté au problème d'un déficit budgétaire qui s'élargit au fur et à mesure que le coût de la réunification s'alourdit, le gouvernement allemand multiplie les décisions en matière fiscale.

Le ministre des finances, M. Theo Waigel a confirmé lundi 6 mai à Bonn que la TVA, dont le taux est actuellement de 14 %, serait relevé au début de 1993. Cette augmentation de l'importance n'a toujours pas été précisée. Le futur taux sera de 15 ou 16 % rapportera des recettes supplémentaires très importantes à l'Etat fédéral : 12,5 milliards ou 25 milliards de marks selon le choix qui sera fait, soit un peu plus de 42 milliards de francs ou un peu moins de 85 milliards de francs. Outre les dépenses entraînées par la réunification, Bonn doit financer son soutien à la guerre du Golfe et les aides à l'URSS.

L'alourdissement dans un peu moins de deux ans de la TVA ajoute au avantage d'aller dans le sens du rapprochement des taux dans la CEE. La France, par exemple, dont le taux central est de 18,6 % pourrait tendre vers un taux à 16 % comme l'Allemagne, mais qui est justement dans la marge recommandée par la Commission de Bruxelles.

Si elle a besoin de ressources supplémentaires, l'Allemagne doit en même temps éviter de trop affaiblir une conjoncture encore florissante mais qui risque de fléchir. M. Waigel a reconnu ainsi, lundi devant la Fédération des conseillers fiscaux, que l'augmentation temporaire de 7,5 % de l'impôt sur le revenu annoncée fin janvier risquait effectivement d'avoir une incidence négative sur l'économie allemande, incidence qui sera compensée s'il souligne par les mesures importantes d'aide aux Länder de l'Est décidées le 8 mars.

C'est aussi pour ne pas amputer les recettes des anciens Länder qui le perçoivent que la réduction de moitié de l'impôt sur le patrimoine des entreprises et des particuliers interviendra au début de 1993 et non dès 1992 comme il avait été dit. La perte sera en effet importante, d'au moins 750 millions de marks par an a précisé le ministre. Enfin, dans le but d'alléger les charges des entreprises, la patente perçue par les municipalités sera supprimée à partir de 1993 dans les anciens Länder tandis que les taux d'amortissement des sociétés seront améliorés.

Le Crédit lyonnais rachète la Banca Jover en Espagne

Le Crédit lyonnais renforce son réseau en Espagne en rachetant une filiale du Banco Santander, la Banca Jover, la plus ancienne banque espagnole, créée en 1737 et très présente en Catalogne.

Le Crédit lyonnais, qui avait déjà repris, en 1990, le Banco Comercial Espanol, autre filiale du Banco Santander, disposera donc d'une bonne implantation dans une région très dynamique sur le plan économique et proche de 230 agences, le Crédit lyonnais détiendra désormais 1,5 % du marché espagnol et devient ainsi la première banque étrangère en Espagne. La Banca Jover lui apporte 98 agences et 750 personnes et lui permet d'accéder à la clientèle des particuliers, des PME et des professions libérales.

Le Banco Santander et le Crédit lyonnais se sont refusés à préciser le prix de la transaction, qui s'élèverait à quelque 3 milliards de francs. L'opération, qui a nécessité le rachat par le Banco Santander des 30 % que la Cariplo italienne détenait dans la Banca Jover, doit être approuvée par les autorités espagnoles.

Accord pour la fusion des deux entreprises espagnoles de construction Conycon et Focsa. - Les conseils d'administration de Fomento de obras y construcciones (Focsa) et de Construcciones y contratos (Conycon) ont conclu, le 6 mai à Madrid, un accord pour engager un processus de fusion entre les deux entreprises, deux des plus importantes du secteur de la construction en Espagne, a indiqué un communiqué des deux sociétés. La fusion entraînera la constitution d'une seule société, Fomento de construcciones y contratos SA, qui deviendra l'une des plus importantes du secteur en Europe, avec un chiffre d'affaires estimé de 330 milliards de pesetas (près de 200 milliards de francs) en 1991. - (AFP)

American Airlines reprend trois lignes de TWA vers la Grande-Bretagne. - Les compagnies American Airlines et TWA ont mis la dernière main à leur accord sur le transfert de l'une à l'autre de trois lignes entre Londres-Heathrow d'une part et New-York, Los Angeles et Boston d'autre part. Pour ces nouvelles lignes, a indiqué un communiqué des deux sociétés, la fusion entraînera la constitution d'une seule société, Fomento de construcciones y contratos SA, qui deviendra l'une des plus importantes du secteur en Europe, avec un chiffre d'affaires estimé de 330 milliards de pesetas (près de 200 milliards de francs) en 1991. - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

WAGONS LITS

Lors de sa séance du 26 avril 1991, le conseil d'administration, sous la présidence de Jean-Marc Simon, a arrêté les comptes de la compagnie pour l'exercice 1990 et examiné les comptes consolidés du groupe.

1. - Le chiffre d'affaires consolidé global du groupe progresse de 2,6 %. A périmètre constant, le chiffre d'affaires progresse de 7,3 %.

Le chiffre d'affaires se répartit par secteur d'activité de la façon suivante :

	1990	Rappel 1989
- Ferroviaire	10 464	11 557
- Tourisme	18 921	17 159
- Hôtellerie	14 080	14 013
- Restauration	40 553	38 694
- Location de voitures	11 369	10 063
- Activités diverses	3 538	4 983
	98 947	96 439

2. - Les résultats consolidés pour l'exercice 1990 se présentent de la manière suivante :

	1990	1989
Résultat courant	2 486	3 096
Résultats exceptionnels	- 439	- 163
Impôt sur le résultat	- 1 285	- 1 345
Résultat net - part du groupe	547	1 462
- minoritaires	215	126

Comme cela avait déjà été annoncé par la compagnie, ce résultat est la conséquence de l'accroissement de l'endettement lié à la participation dans Sodexo, et à la perte d'activité et de marge prévue dans le ferroviaire suite à la renégociation de certains contrats.

D'autre part, les difficultés persistantes d'Europcar en Grande-Bretagne ont amené le groupe à provisionner d'importants coûts de restructuration qui représentent à eux seuls la moitié de la dégradation du résultat du groupe Wagons-Lits.

Par ailleurs, il faut noter que, malgré certaines difficultés dues à la crise du Golfe en fin d'année, les résultats de l'hôtellerie et de la restauration ont progressé de manière sensible.

L'Assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 22 mai prochain, sera appelée à statuer sur les comptes de la société-mère qui dégagent un bénéfice de 1 111 millions contre 1 416 millions en 1989. Il sera proposé un dividende unitaire de 100 francs (129 francs en 1989) aux actions ordinaires et de 106,66 francs aux actions AFV.

NEW-YORK, 6 mai

Etila

Wall Street s'est reprise lundi 6 mai en clôture, après avoir cédé du terrain durant l'essentiel de la séance en raison principalement des inquiétudes liées à l'état de santé du président américain George Bush. En baisse de plus de 18 points à la mi-séance, l'indice Dow Jones des valeurs vendées a clôturé à 2 941,84 points en hausse de 2,78 points (0,09 %). L'activité a été très faible avec quelque 125 millions d'actions se trouvant échangées. Le nombre des titres en baisse a légèrement dépassé celui des valeurs en hausse : 779 contre 736. En revanche, 527 titres sont restés inchangés.

L'hospitalisation au cours du week-end de M. George Bush, pour un dysfonctionnement cardiaque, a encouragé les investisseurs à la prudence au début de la séance. Toutefois, le marché a déjoué les attentes du président après le retour de celui-ci à la Maison Blanche. Les investisseurs ont alors procédé à des ventes, ce qui a entraîné une baisse de l'indice des prix de gros et l'effacement de 37 milliards de dollars en bons du Trésor aux Etats-Unis.

VALEURS	Cours de 5 mai	Cours de 6 mai
Alcoa	20 1/2	21 1/2
AT&T	37 3/8	37
Banque	48 3/4	47 3/4
Chemical Bank	18 1/4	18 1/2
Du Pont de Nemours	42 3/4	43
Eastman Kodak	52 1/2	53 1/2
Exxon	62 3/8	62 7/8
Ford	34 1/4	33 3/8
General Motors	32 3/8	32 1/2
Goodyear	21 7/8	22 1/8
IBM	106 3/8	106 1/2
ITT	80 1/8	80 7/8
McDonald	68 7/8	68 3/8
Merck	72 1/4	72 1/2
Schleicher	84 1/8	83 1/2
Union Carbide	18 5/8	18 1/4
US Steel	33	32 1/8
Westinghouse	57 1/2	57 1/4
Xerox Corp.	57 1/4	56 7/8

LONDRES

Clos

Les marchés financiers ont fermé lundi 6 mai en Grande-Bretagne en raison du Bank Holiday.

JERUSALEM

Imposition des plus-values boursières des entreprises

Le ministère israélien des finances a décidé lundi 6 mai d'imposer les plus-values boursières réalisées par les entreprises, afin de financer l'immigration des nouveaux immigrants juifs soviétiques. Cette mesure, qui concerne uniquement les entreprises et non les particuliers, doit être mise en œuvre d'ici la fin de l'année. Les entreprises en Bourse demeureront exemptées d'impôt, devant rapporter environ 300 millions de francs par an.

FAITS ET RÉSULTATS

La Société générale prendra une participation dans une banque d'affaires new-yorkaise. - La Société générale a annoncé son intention de prendre une participation minoritaire dans la banque d'affaires new-yorkaise Lodestar. Cette opération doit obtenir l'accord du Federal Reserve Board. Elle permettra aux deux partenaires de rapprocher leurs activités dans le domaine des fusions-acquisitions. Lodestar, créée en 1988 par Ken Lattin, actuel directeur général, emploie une vingtaine de spécialistes dans ce secteur. Elle exerce son activité aux Etats-Unis, mais est également présente en Asie par le biais d'un des actionnaires, la maison de titres japonaise Yamachi Securities. La Société générale compte vingt-deux spécialistes des fusions-acquisitions, répartis entre Paris, Londres et Francfort.

Schneider prolonge ses OPA sur Square D au 10 mai. - Le groupe Schneider a pour la troisième fois décidé de prolonger son offre publique d'achat (OPA) sur le fabricant de matériel électrique Square D, ne se décourageant pas malgré tous les obstacles rencontrés sur les marchés américains. L'OPA est prolongée jusqu'au 10 mai. Au 3 mai, à l'issue de la seconde prolongation, les actionnaires de Square D avaient apporté à Schneider 16 386 550 actions, ce qui, ajouté aux 318 000 titres déjà détenus, représente 71,3 % des actions en circulation. En outre, 171 896 actions privilégiées du plan d'option des salariés ont également été apportées.

Rhône-Poulenc contracte de passer sa filiale Rhodyl - Rhône-Poulenc, qui devait vendre sa filiale Rhodyl au groupe textile olivier Comay, a été contraint de renoncer à son projet en raison des difficultés de la conjoncture dans le textile, a annoncé lundi 6 mai le groupe chimique. Un protocole avait été signé et annoncé en début d'année entre le groupe chimique public et la société anonyme (le Monde du 30 janvier) pour la cession de Rhodyl, firme spécialisée dans la chimie, une fibre textile à base de PVC utilisée dans les sous-vêtements chauds. Mais les hypothèses de synergie et de complémentarité prévues en compte lors de la négociation préliminaire fin 1990 ont été revues en raison de la baisse des volumes d'activité liés à la conjoncture textile, selon le communiqué de Rhône-Poulenc. Le groupe va s'employer à rechercher de nouvelles solutions susceptibles d'assurer la pérennité et le développement de la chimie.

Banques populaires : résultat en baisse de 8 %. - Le Groupe des

PARIS, 6 mai

Terme

La perspective d'une semaine entrecoupée de deux jours fériés, mercredi et jeudi, n'incitant pas les investisseurs à intervenir en force sur le marché français lundi 6 mai. Au contraire, les gestionnaires étaient sur la réserve des premiers échanges, d'autant plus que deux grandes places internationales, Londres et Tokyo, étaient fermées le 6 mai. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une note indécise (- 0,07 %), perdait 0,70 % en début d'après-midi dans un marché très calme. Au fil des heures, les pertes diminuaient pour n'être plus à la clôture que de - 0,19 %.

Sur le marché boursier comme sur celui des changes, les investisseurs étaient attentifs à l'hospitalisation du président américain George Bush. Sur le plan national, le déclin de la Banque de France de laisser ses taux inchangés lors de son appel d'offres lundi a provoqué une réaction des investisseurs ayant pour la plupart anticipé cette décision. L'institut d'émission a ainsi annoncé 7,8 milliards de francs de liquidités sur le marché monétaire lundi, sans faire varier ses taux. Les propositions reçues par le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, selon lesquelles l'économie mondiale va repartir au second semestre, vont à l'encontre de l'opinion des patrons de l'industrie. Selon le baromètre Tribune de L'Expansion-Solaires-Crédit du Nord, les dirigeants d'entreprises sont gagnés par le pessimisme. Ils sont 78 % à partager ce sentiment, soit quatre fois plus qu'il y a un an.

TOKYO, 7 mai

Repit

Le Bourse de Tokyo a terminé la séance de mardi en repit, au terme d'une journée d'oscillation. L'indice Nikkei a clôturé à 13 572,72 points à 28 434,14, soit un repli de 0,51 %. Le volume d'actions échangées, environ 220 millions, a été le plus faible depuis le mois de janvier.

Selon les opérateurs, le manque d'affaires, et surtout le manque d'intérêt, au lendemain de ce long week-end de quatre jours, sont les causes de la baisse. L'un des raisons de cette attitude est due à la déclaration de la Banque du Japon, selon laquelle il n'y aurait pas de baisse des taux dans l'immédiat.

VALEURS

VALEURS	Cours de 2 mai	Cours de 7 mai
Alcoa	20 1/2	21 1/2
AT&T	37 3/8	37
Banque	48 3/4	47 3/4
Chemical Bank	18 1/4	18 1/2
Du Pont de Nemours	42 3/4	43
Eastman Kodak	52 1/2	53 1/2
Exxon	62 3/8	62 7/8
Ford	34 1/4	33 3/8
General Motors	32 3/8	32 1/2
Goodyear	21 7/8	22 1/8
IBM	106 3/8	106 1/2
ITT	80 1/8	80 7/8
McDonald	68 7/8	68 3/8
Merck	72 1/4	72 1/2
Schleicher	84 1/8	83 1/2
Union Carbide	18 5/8	18 1/4
US Steel	33	32 1/8
Westinghouse	57 1/2	57 1/4
Xerox Corp.	57 1/4	56 7/8

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3655	3655	LCI	250 30	250 30
Amatel Asocies	290	290	SEA	320	320
Banque Paribas	160	160	Immoval	133	133
Banque Paribas	371	371	Immoval	905	905
Banque Paribas	210	210	Immoval	100	100
CAI de l'Est (C.I.)	1100	1100	Immoval	285	285
Carrefour	400	400	Immoval	91 50	91 50
Carrefour	705	705	Immoval	133 80	133 80
CEGEP	179	179	Immoval	145	145
CEGEP	310	310	Immoval	84	84
CNIM	920	920	Immoval	379 90	379 90
Codereur	258 10	258 10	Immoval	620	620
Conforama	258	258	Immoval	301	301
Conforama	249	249	Immoval	180	180
Daphin	475	475	Immoval	102	102
Daphin	1014	1014	Immoval	457	457
Daphin	365	365	Immoval	274	274
Daphin	253 20	253 20	Immoval	130	130
Daphin	400	400	Immoval	250	250
Daphin	135 20	135 20	Immoval	225	225
Daphin	235	235	Immoval	101	101
Daphin	332 10	332 10	Immoval	758	758
Daphin	129	129			
Daphin	135	135			
Daphin	289 50	289 50			
Daphin	365	365			
Daphin	225 20	225 20			
Daphin	701	701			
Daphin	1048	1048			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Corrélation en pourcentage du 6 mai 1991

Nombre de contrats : 22 073

COURS	Jun 91	Sept 91	Déc 91
Dernier	106,90	106,92	106,92
Précédent	106,94	106,98	107,18

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Jun 91	1,24	1,30
Sept 91	0,47	0,56
Déc 91	1,24	1,30

CAC 40 A TERME

COURS	Mai	Jun	Juillet
Dernier	1 836	1 829	1 823
Précédent	1 819	1 819	1 819

CHANGES

Dollar : 5,85

Mardi 7 mai, à Paris, le dollar a continué sa légère baisse à 5,85 francs, contre 5,8750 francs au fixing de lundi. Les opérateurs ont retrouvé leur calme après les remous provoqués par l'annonce des problèmes de santé du président Bush. A Tokyo, après la longue clôture de la semaine, le dollar a clôturé à 138,42 yens, en progression de 0,74 yen par rapport à la dernière clôture de jeudi.

FRANCOFORT	6 mai	7 mai
Dollar (en DM)	1,738	1,738
TOKYO	6 mai	7 mai
Dollar (en yen)	138,42	138,42

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (7 mai) : 9 516 - 7 116 %
New-York (6 mai) : 5 344 %

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DM	1.3842	1.3873	-	16	6	+	21	-	31	+	17
liria	3.0046	3.0069	- 3	5	- 1	+	13	-	28	+	6
B (100)	16.4590	16.4630	+ 20	70	10	+	140	-	150	+	150
S	3.9981	4.0020	+ 16	33	42	+	60	+	119	+	179
(1 000)	4.5726	4.5768	- 101	- 75	- 173	-	137	-	545	-	974
	4.5780	4.5798	100	- 10	- 70	-	136	-	538	-	969

DM	3,3842	3,3873	- 3	+ 5	+ 6	+ 27	- 31	+ 17
Flouze	3,0046	3,0069	- 3	+ 5	+ 1	+ 13	- 28	+ 6
FB (100)	16,4500	16,4630	+ 20	+ 70	+ 10	+ 140	+ 150	+ 150
FS	3,9981	4,0020	+ 16	+ 33	+ 42	+ 60	+ 119	+ 179
L (1 000)	4,5766	4,5768	- 101	- 75	- 173	- 137	- 545	- 474
S	10,6320	10,6430	- 240	- 210	- 390	- 340	- 1020	- 900

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5 7/8	6 3/4	5 7/8	6 3/4	5 7/8	6 3/4	5 7/8	6 3/4
Yen	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4
DM	8 3/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4
Flouze	8 3/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4
FB (100)	8 3/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4
FS	8 3/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4	8 1/4	8 3/4
L (1 000)	11 1/4	11 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4
S	11 1/4	11 1/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4	11 3/4

Ces cours pris sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en file de matériel par une grande banque de la place.

50.000

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 MAI

Second marché

Cotations	Préc.	Dernier	Différence
1350	1345	1350	+5
1360	1355	1360	+5
1370	1365	1370	+5
1380	1375	1380	+5
1390	1385	1390	+5
1400	1395	1400	+5
1410	1405	1410	+5
1420	1415	1420	+5
1430	1425	1430	+5
1440	1435	1440	+5
1450	1445	1450	+5
1460	1455	1460	+5
1470	1465	1470	+5
1480	1475	1480	+5
1490	1485	1490	+5
1500	1495	1500	+5
1510	1505	1510	+5
1520	1515	1520	+5
1530	1525	1530	+5
1540	1535	1540	+5
1550	1545	1550	+5
1560	1555	1560	+5
1570	1565	1570	+5
1580	1575	1580	+5
1590	1585	1590	+5
1600	1595	1600	+5
1610	1605	1610	+5
1620	1615	1620	+5
1630	1625	1630	+5
1640	1635	1640	+5
1650	1645	1650	+5
1660	1655	1660	+5
1670	1665	1670	+5
1680	1675	1680	+5
1690	1685	1690	+5
1700	1695	1700	+5
1710	1705	1710	+5
1720	1715	1720	+5
1730	1725	1730	+5
1740	1735	1740	+5
1750	1745	1750	+5
1760	1755	1760	+5
1770	1765	1770	+5
1780	1775	1780	+5
1790	1785	1790	+5
1800	1795	1800	+5
1810	1805	1810	+5
1820	1815	1820	+5
1830	1825	1830	+5
1840	1835	1840	+5
1850	1845	1850	+5
1860	1855	1860	+5
1870	1865	1870	+5
1880	1875	1880	+5
1890	1885	1890	+5
1900	1895	1900	+5
1910	1905	1910	+5
1920	1915	1920	+5
1930	1925	1930	+5
1940	1935	1940	+5
1950	1945	1950	+5
1960	1955	1960	+5
1970	1965	1970	+5
1980	1975	1980	+5
1990	1985	1990	+5
2000	1995	2000	+5

Compos.	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%
3850	CAE 2%	4080	4080	4080	0.00
3860	BAP T.P.	380	380	380	0.00
3870	CL Lyon T.P.	325	325	325	0.00
3880	Rhône-Poul T.P.	1205	1205	1205	0.00
3890	SAF S&P	1441	1441	1441	0.00
3900	Thomson T.P.	340	340	340	0.00
3910	ACCOR	820	820	820	0.00
3920	Air Liquide	880	880	880	0.00
3930	Alcatel-Alsthom	891	891	891	0.00
3940	Alstom	1748	1748	1748	0.00
3950	ARF S&P	350	350	350	0.00
3960	Argem. P&S	2244	2244	2244	0.00
3970	ASFA S&P	540	540	540	0.00
3980	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
3990	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4000	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4010	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4020	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4030	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4040	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4050	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4060	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4070	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4080	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4090	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4100	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4110	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4120	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4130	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4140	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4150	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4160	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4170	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4180	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4190	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4200	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4210	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4220	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4230	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4240	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4250	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4260	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4270	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4280	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4290	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4300	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4310	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4320	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4330	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4340	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4350	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4360	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4370	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4380	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4390	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4400	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4410	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4420	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4430	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4440	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4450	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4460	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4470	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4480	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4490	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4500	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4510	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4520	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4530	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4540	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4550	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4560	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4570	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4580	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4590	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4600	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4610	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4620	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4630	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4640	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4650	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4660	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4670	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4680	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4690	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4700	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4710	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4720	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4730	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4740	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4750	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4760	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4770	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4780	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4790	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4800	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4810	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4820	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4830	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4840	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4850	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4860	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4870	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4880	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4890	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4900	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4910	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4920	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4930	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4940	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4950	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4960	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4970	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4980	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
4990	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00
5000	Ast. S&P	1185	1185	1185	0.00

CAC 40 A TERME

1997-1998

1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998

CHANGES

BOURSE

1997-1998

1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
1997-1998
199

DÉFENSE

En instituant une direction centrale

Le mi

M. Joxe veut donner au renseignement militaire le statut d'une arme

Suite. Qua universi (C) et da (L) En i erati agités euse tre, o Les é laires, agne, Toulou fort, r tés, m tratio pas le pèles Bretat (art. : échap décié uni ve désor. L'i démo aléat sagée versit ur. B doute tale, que l et bu ment baiss M. Jc

M. Pierre Joxe a annoncé, lundi 6 mai, sa volonté de faire du renseignement de défense une arme, dont ceux qui le serviront auront une carrière valorisée, et il propose que soit étudiée, dans cette perspective, la mise en place - au ministère de la Défense - d'un organisme central qui devrait réunir les compétences militaires existantes en la matière.

Le ministre de la Défense a fait part de son projet aux stagiaires, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Ce n'est pas la première fois que M. Joxe évoque l'opportunité d'une direction - à créer en France - du renseignement de défense, qui pourrait être confiée à un officier général d'active ou à un civil. Depuis deux mois, en effet, le ministre de la Défense a entamé une réflexion à ce propos, sur la base d'un rapport ancien du général d'armée aérienne (cadre de réserve) François Mermat, ancien « patron » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et sur les conseils de M. Philippe Randot, qui est un spécialiste du renseignement au Proche et Moyen-Orient, où il s'est occupé de libérer des otages français.

Mais c'est la première fois que M. Joxe parle d'abondance, devant un cercle averti, des raisons qui l'ont amené à imaginer d'organiser en une arme le renseignement de défense, qui est, en France, réparti en plusieurs services.

Des carrières valorisées

Déplorant « l'extrême dépendance de notre information à l'égard des sources américaines » pendant la guerre contre l'Irak et la faiblesse de nos moyens propres du renseignement engagés dans le Golfe », au point que « sans les renseignements alliés, nous étions presque aveugles », le ministre de la Défense estime : « Aujourd'hui, de façon paradoxale, nous sommes mieux renseignés pour conduire une bataille qu'une manœuvre de théâtre et mieux renseignés pour conduire une manœuvre qu'une politique. » C'est là indirectement une critique du rôle, jugé insuffisant ou inadéquat par ceux qui en ont eu connaissance, de coordination du renseignement politico-militaire que doit normalement jouer le Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN) sous l'autorité du premier ministre.

Après avoir identifié les organismes qui contribuent au renseignement de défense sous son autorité, comme le Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), la DGSE, la Direction de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD), qui est l'ancienne Sécurité militaire, la Délégation générale pour l'armement (DGA) et la Délégation aux études générales, proche de son cabinet ministériel, M. Joxe condamne « l'éclatement de la fonction du renseignement et l'absence de coordination et de cohé-

rence générale ». Il entend, dit-il, mettre un terme à ce « morcellement » de l'appareil d'Etat.

« Il faut, a expliqué le ministre de la Défense, élever le renseignement ou plutôt d'une arme (1), ce qui correspondra à des mesures de réorganisation et de gestion », qui, a-t-il précisé en réponse à une question d'un stagiaire de l'IHEDN, ne sont pas arrêtées, toutes les options restant ouvertes.

M. Joxe a énuméré les moyens techniques du renseignement de défense, comme les satellites d'observation (un domaine où la France est en avance et où elle est prête à partager son effort avec des Européens) ou comme l'information de commandement (ce que les Anglo-Saxons appellent le concept C3I, c'est-à-dire un outil de traitement informatique pour commander, communiquer, contrôler et renseigner afin d'aider à la prise de décisions en période de crise ou de guerre).

« La fascination technologique ne doit pas nous détourner », a ajouté le ministre de la Défense, « de quoi serait négligé le fondement même de l'arme nouvelle du renseignement (...). L'orientation portée aux personnels passe par une valorisation des carrières pour ceux qui doivent y servir », notamment dans les postes de haut niveau chargés de l'analyse et de l'exploitation des informations. « Dans cette perspective, a encore indiqué M. Joxe, j'ai donné des directives au Comité du renseignement militaire, réactivé récemment, pour que soit étudiée, dans les meilleurs délais, la situation de la gestion des carrières. » « Nous nous posons notamment la question, a conclu le ministre de la Défense, de la mise en place au ministère de la Défense d'un organisme central rassemblant toutes les compétences existantes en matière de renseignement militaire. »

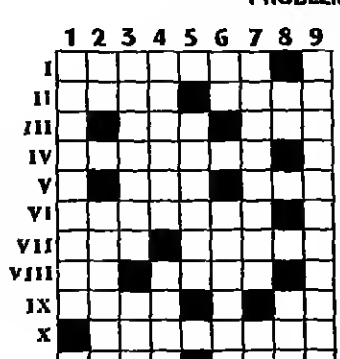
(1) Chacun des trois armées (comme la gendarmerie) comprend plusieurs armes. Pour prendre un exemple, l'armée de terre est composée de l'arme blindée et cavalerie, de l'arme d'artillerie, de l'arme de l'infanterie, de l'arme du génie, de l'arme du train, de l'arme du matériel, etc. (NDLR.)

Un encassembler en matière de ventes d'armes au secrétariat d'Etat à la Défense. - M. Marc Borel a été nommé conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à la Défense, M. Gérard Renou, où il sera plus spécialement chargé de suivre les questions de contrôle des exportations d'armement.

[Né le 23 juillet 1962 à Paris, ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole nationale des ponts-et-chaussées, M. Marc Borel, après avoir travaillé à la BNP, est entré au ministère de l'Economie et des finances où il s'est occupé des financements « export » du secteur « Asie du Sud » au sein de la direction des relations économiques extérieures (DREE). Depuis 1990, il était responsable, à la mission navale et militaire de la DREE, des financements et des aides à l'exportation.]

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5514



HORIZONTALEMENT

1. N'aima pas les mauvais tours.
2. Ne se commande pas. Qualifie un certain art. - III. Centre d'élevage. Accueille des groupes.
3. Vite régulièrement son sac. - IV. Vite régulièrement son sac. - V. Attire maints regards ou arrive à de nombreuses oreilles. Préfixe.
4. Vite régulièrement son sac. - VI. Font rimer. Cède la place à Soares. - VII. Note. Fut au cœur de multiples pensées. - IX. Eut l'esprit occupé. Dirige des mines. - X. Prendre l'air. - XI. Homme d'Eglise. Pas nébuleux.

VERTICALEMENT

1. Prand souvent de l'essence. - 2. Les uns et les autres. Peut arriver à la place. - 3. Vont parfois à la ligne. Se traîne dans la vie. - 4. Quelque chose que l'on peut avoir à l'œil. Ché moideve. - 5. Il faudra bien payer pour aller. - 6. Perte. Donne du liquide. - 7. Cherchions à faire bonne impression. Terre dera l'eau. - 8. Démonstr. Ça chauffe pour lui. - 9. Vont souvent à la caisse.

Solution du problème n° 5513

Horizontalement
1. Patapouf. - II. Agglutina. - III. Sincères. - IV. Son. III. - V. les. Fuchs. - VI. Visuel. - VII. Noire. - VIII. Si. Veto. - IX. Etale. Sep. - X. Ila. - XI. Suée. Tous.

Verticalement
1. Paeoninées. - 2. Agloa. - 3. Tannée. Isale. - 4. Als. Ville. - 5. Pacific. El. - 6. Oculis. Et. - 7. Urculas. - 8. Fie. Hé. Ténu. - 9. Es. Sloop.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

La modernisation de la télévision dans les DOM-TOM

RFO va améliorer sa diffusion et ses productions locales

Les graves incidents de la Réunion semblent pousser le gouvernement à accélérer la modernisation de la télévision publique dans les départements et territoires d'outre-mer. Le 26 mars dernier, M. Michel Rocard prenait des mesures d'urgence pour permettre à RFO Réunion d'augmenter son temps de diffusion et ses efforts de production locale (le Monde du 28 mars). Mais les autres DOM-TOM ne seront pas laissés à l'écart. M^{me} Catherine Tasca et M. Jeek Lang ont signé le 6 mai avec M. François Gicquel, président de RFO, un contrat d'objectifs sur trois ans qui devrait permettre de réduire progressivement les disparités considérables entre les télévisions d'outre-mer et celles de métropole.

Le contrat d'objectifs entérine l'ouverture de l'antenne à 12 h 30 au lieu de 13 h 30 avec une nouvelle trame d'information et prévoit l'installation progressive d'une diffusion nationale. Il annonce aussi un « effort particulièrement important en faveur de la production régionale notamment dans des thèmes insuffisamment présents actuellement telles que la jeunesse, la santé, l'éducation et la formation ».

Reste à espérer que ces bonnes intentions seront accompagnées d'un véritable financement. L'an dernier, la direction de RFO avait réclamé 70 millions de francs supplémentaires pour augmenter la diffusion, doper la production régionale et s'occuper des jeunes. Elle n'avait obtenu que 37 mil-

lions, dont 10 millions pour la production : l'équivalent du prix d'un film pour neuf stations de télévision à part entière!

RFO a déjà obtenu une amélioration sensible des conditions de diffusion pour les émissions venues de métropole. Jusqu'à présent, seules l'information et quelques grandes transmissions parvenaient directement par satellite dans les aéroports. Tous les autres programmes étaient acheminés par câbles vers la Guadeloupe, la Martinique, puis le Guyane et Saint-Pierre et Miquelon où elles parvenaient six à huit semaines plus tard. Le second circuit, depuis la Réunion jusqu'à Nouméa et Papeete, était encore plus long, si bien que les téléspectateurs calédonniens ou tahitiens s'entendaient parfois soubaiter un joyeux Noël à Pâques. Situation paradoxale à une époque où des chaînes américaines, comme CNN, font instantanément le tour du monde et peuvent être captées dans les DOM-TOM.

Désormais, un contrat renégocié avec France Télécom pour l'utilisation du satellite 24 heures sur 24 permet de diffuser dans l'Atlantique les émissions de métropole. Pour le Pacifique, l'utilisation d'un autre satellite (27 000 francs l'heure) n'est pas encore prévue, mais le circuit de câbles est amélioré pour que les délais soient ramenés à une douzaine de jours.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Lancé en septembre prochain par Ringier et Edipresse

Le nouveau quotidien suisse pourrait recevoir le soutien de « Libération »

« Nouveau quotidien », nom de code désignant le nouveau journal qui doit paraître en Suisse en septembre, est en train de boucler son capital (le Monde du 19 octobre 1990). Les deux groupes de communication helvétiques à l'initiative du projet, Edipresse et Ringier, ont respectivement 70 % et 30 % des parts du futur quotidien. Des négociations avec le journal français Libération sont en cours. Les 10 % restant devraient lui revenir. Le lancement de « nouveau quotidien » nécessite un investissement de 30 millions de francs suisses (environ 120 millions de francs) en cinq ans.

Souhaitant rompre avec la régionalisation des quotidiens actuels les plus importants - La Suisse, le Tribune de Genève et le Journal de Genève pour Genève; le Molin et 24 Heures pour Lausanne; - le futur titre, que la presse suisse a baptisé « quotidien romand de qualité », ambitionne d'être un véritable journal suisse de langue française. Pour l'actionnaire majoritaire du projet, Edipresse, le double accord avec Ringier, l'éditeur suisse de la presse, et Ringier, avec Libération permettra d'un « nouveau quotidien » d'être à la fois présent en Suisse allemande et en France et de couvrir ainsi tous les centres d'intérêts des lecteurs romands. « Libération sera aussi pour nous un partenaire avec

lequel nous pourrions échanger des idées et collaborer sur le plan rédactionnel », précise M. Jacques Pilet, qui fut rédacteur en chef de l'hebdomadaire francophone l'Hebdo (groupe Ringier), auquel il a fait dépasser la barre des 35 000 exemplaires diffusés avant de prendre les rênes de ce projet.

Outre le désir de dépasser les frontières régionales, le « nouveau quotidien » souhaite aussi répondre aux changements sociologiques et politiques qui affectent la société helvétique dans le domaine des échanges économiques et culturels entre les différents cantons comme dans celui des débats touchant à la neutralité ou à une éventuelle adhésion à l'Europe communautaire. Il veut aussi en finir avec les liens qui existent entre certains titres et l'établissement politique et apparaitre comme totalement indépendant.

Fabrique au format berlinois - celui de la plupart des quotidiens suisses - le « nouveau quotidien », dont le siège sera à Lausanne, comportera une trentaine de pages, dont six de publicité. Son édition dominicale comportera six pages de plus. Ses rubriques seront animées par une rédaction, déjà constituée, de quarante journalistes. Le tirage de départ est fixé à 30 000 exemplaires.

YVES-MARIE LABÉ

Piratage sur écran

Pour satisfaire plus rapidement une clientèle avide de posséder en vidéo cassette les derniers succès du Box Office, les pirates américains ne reculent devant rien. Ils utilisent depuis quelques mois des caméscopes pour filmer les grandes succès du cinéma dès leur sortie en salles. C'est ainsi que Danse avec les loups de Kevin Costner ou New Jack City de Mario Van Peebles, piratés directement sur écran, sont vendus dix ou quinze dollars sous le manteau dans les rues de New-York ou Philadelphie.

Certes, l'image est souvent floue, les couleurs peu fidèles et la bande son entrecoupée par les réactions du public mais ces caméscopes pirates se vendent suffisamment pour inquiéter Hollywood. Les recettes de la vidéo représentent en effet une des sources de financement prioritaires du cinéma américain. Les associations professionnelles estiment que le piratage fait déjà perdre près de 150 millions de dollars à l'industrie américaine et représente un marché mondial d'un milliard de dollars. L'an dernier, la police américaine a saisi 180 000 cassettes pirates.

CARNET DU Monde

Décès

- Lauro et Miranda Bergamo, ses parents, Isolanda Bertoni, sa sœur, Sophie Houdard, sa compagne, ont l'immense douleur d'annoncer la mort de

Mino BERGAMO,

survenu dans sa trentième année, tandis qu'il faisait de la plongée sous-marine.

L'inhumation aura lieu à Venise, dans la plus stricte intimité.

Sophie Houdard, 71, rue Legendre, 75017 Paris. M. et M^{me} Bergamo, 3824 Campo-San-Angelo, Venezia (Italie).

- Marie-Louise Canard, son épouse, Cécile, Marine et David, ses enfants. Hélène et Jean Pommerolle, Philippe et François Canard, Edith et Jean-Paul Garbit, ses frères et sœurs et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Daniel CANARD,

le 25 avril 1991, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à la Courbe-sur-Mer.

Une messe sera célébrée le 30 mai, à 18 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère, Paris-17.

48, boulevard Pereire, 75017 Paris.

- Ses enfants, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Louise COTTON,

survenu le 27 avril 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Sinaud-sur-Soran.

46, rue Boscarey, 13004 Marseille.

- Quimper, Paris, Agen, Montérol.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Lydia-LOUIS HÉMON,

filie de Hervé, auteur de Maria Chapdelaine, née à Londres, le 12 avril 1909, décédée à Quimper le 26 avril 1991.

- M^{me} Katia Kunstler, son épouse, Muriel, Emmanuel et Julien, ses enfants, M. Emerie Kunstler, son père, La famille Atlas, M. et M^{me} Gérard Roussel, Ses neveux et nièces, Ses parents, Amis et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Etienne KUNSTLER,

survenu le 3 mai 1991, à l'âge de quarante-six ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai, à 9 heures.

On se réunira au cimetière du Montparnasse, entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Dominique et Chantal Wallon, Marie-Noëlle et Daniel Guélin, Olivier et Marie-Ange Labey, Stéphanie Guimard, Antoine et Isabelle Labey, ses enfants et beaux-enfants, Frédéric, Matthieu, Vincent, Thomas, Florent, Pierre-Yves, Nicolas et Baptiste, ses petits-fils, Etienne et Nicole Leroy, son frère et sa belle-sœur, Les familles Labey, Leroy, Radius et Wallon, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanine LABEY,

née Leroy, survenue le 5 mai 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 mai, à 8 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 30, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13.

- Les personnels du laboratoire de recherches sur les macromolécules de l'université Paris-Nord veulent honorer le mémoire de leur collègue et ami

Maurice N'DOUME NZE,

docteur de 3^e cycle à l'université Paris-Nord, maître-assistant à l'université de Massoukou, Franceville.

Sa mort est survenue brutalement à Libreville (Gabon), le vendredi 3 mai 1991.

- Le 25 avril 1991, dans sa quarante-deuxième année.

M^{me} Pierre PEAUCELLIER,

née Eugénie Mathrat, s'est endormie dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de ses enfants et petits-enfants.

15, avenue des Lilas, 44380 Pornichet, BP 417, Papeete, Tahiti.

- M. Maurice Poinso, M. et M^{me} Jean-Marie Poinso, Cécile, François-Xavier, Bérénice et Madeleine, M. et M^{me} Gaston Poinso, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Robert et Roger Poinso, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri POINSO,

avocat honoraire.

Les obsèques ont eu lieu le 26 avril, 66, boulevard Notre-Dame, 13006 Marseille.

- Christian Sautter, Ariane et Hélène Sautter, M^{me} Lucien Jacquet, Claude et Viviane Jacquet et leurs enfants, M^{me} le docteur Maurice Etienne-Martin, Edmond et Christine Sautter et leurs enfants, Jodille et Frans van Donselaar et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Gisèle SAUTTER,

maître de conférences à l'Institut national des langues orientales,

survenue le 4 mai 1991, à Paris.

Que son courage demeure.

L'incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

138, rue de Grenelle, 75007 Paris.

- La direction, L'équipe pédagogique Et les élèves du CPEI, département de commerce international de l'Institut national des langues et civilisations orientales, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Gisèle SAUTTER,

directrice adjointe et maître de conférences au département Japon,

survenu le samedi 4 mai 1991.

- M^{me} Bernthe Zerah, son épouse, Le docteur et M^{me} Pierre Zerah et leurs enfants, M^{me} Nicole Zerah, M^{me} Roland Zerah, ses enfants, Et les familles Zerah, Koskas, Brami, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté

M^{me} Maurice ZERAH,

avocat honoraire à la Cour de cassation de Tunis.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- Il y a deux ans, le 9 mai 1989, disparaissait le

docteur Charles BRISSET.

Sa famille, Ses amis rappellent son souvenir à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

- Centenaire de l'encyclopédie « Rerum novarum ». - Le centenaire de l'encyclopédie Rerum novarum, de Léon XIII, sur la question sociale, sera célébré en la cathédrale Notre-Dame, le 12 mai, à partir de 17 heures, sous la présidence du cardinal Lustiger, archevêque de Paris, de Mgr Duval, président de la Conférence épiscopale française, de Mgr Marchand, président de la commission sociale de l'épiscopat et en présence de Mgr Antonetti, nonce apostolique. Une messe sera célébrée à 18 h 30.

Soutenances de thèses

- Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), 17, rue de la Sorbonne, le lundi 13 mai, à 13 heures, salle Bourjac. M^{me} Françoise Delvoux : « Traçage et la tradition des chants d'érudition en langue braj, du seizième siècle à nos jours ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-25-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 92 F
Abonnés et abonnés : 80 F
Communications diverses : 95 F
Thèses étudiants : 50 F

سكنا من الامل

L'Irak espère exporter 3 millions de barils de pétrole par jour d'ici à 1995

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

L'Irak espère pouvoir porter à 2 millions de barils par jour ses exportations de pétrole en 1992 et à 3 millions d'ici à 1995, ce qui lui permettrait de retrouver son niveau d'avant la guerre du Golfe.

Cette indication fournie dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU comportant notamment la demande d'un moratoire de cinq ans (le Monde daté 5-6 mai), contient d'autres précisions importantes. Ainsi, Bagdad affirme que ses besoins en devises pour les cinq prochaines années atteignent 214 milliards de dollars alors que les revenus escomptés de ses exportations de pétrole, lesquels constituent 98 % de ses recettes, ne représentent que 65 milliards de dollars sur la même période. Ce qui laisse un déficit de 149 milliards de dollars que l'Irak invoque pour justifier sa requête d'un échelonnement des sommes à verser pour le paiement des réparations.

Ces sommes sont destinées à

approvisionner le Fonds de compensation des Nations unies, une structure gérée par la commission de compensation dont le siège serait à New-York ou dans l'une des deux villes sièges de l'ONU en Europe (Genève ou Vienne). En attendant que le secrétaire général ait terminé ses consultations afin de déterminer «des que possible» la limite «que ne devra pas excéder la contribution de l'Irak», le rapport récemment remis par M. Javier Perez de Cuellar évoque cinq modes de calcul qui pourraient permettre à l'Irak d'effectuer des versements à ce fonds :

1. L'Irak verserait le pourcentage établi de la valeur marchande de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers, cette valeur étant calculée à la date d'exportation. Le versement se ferait en dollars américains et dans les trente jours de l'exportation au départ de l'Irak.

2. L'Irak déposerait dans un compte de garantie bloqué des versements anticipés de sommes forfaitaires équivalant au montant estimatif de la contribution trimestrielle exigée de lui, ces versements forfaitaires étant périodiquement réévalués.

3. Une partie matérielle des exportations serait prélevée et vendue sur le marché pour le compte du Fonds.

4. Le Fonds serait désigné sur tout connaissance ou autre document d'expédition et sur toute lettre de crédit délivrée, comme étant le seul bénéficiaire ou le co-bénéficiaire. Après avoir prélevé la part qui lui revient, le Fonds verserait le reste à l'Irak.

5. Un compte de garantie bloqué, bénéficiant des privilèges et immunités nécessaires, serait considéré comme bénéficiaire sur tout connaissance ou autre document d'exportation ou lettre de crédit; le dépositaire légal verserait au Fonds la somme désignée pour satisfaire aux paiements de réparation et verserait le reste à l'Irak.

SERGE MARTI

Recul de 2,2 % de la production industrielle au quatrième trimestre de 1990

La production industrielle a fortement diminué au quatrième trimestre 1990, a indiqué l'INSEE le lundi 6 mai (nos dernières éditions du 7 mai). L'indice d'ensemble de la production (hors bâtiment et travaux publics) a affiché par rapport au troisième trimestre un recul de 2,2 %, passant en données corrigées des variations saisonnières de 115,2 à 112,7. Sur un an (quatrième trimestre de 1990 comparé au quatrième trimestre de 1989), la diminution de la production industrielle a cependant été limitée à 0,1 %.

La production de l'industrie manufacturière (qui exclut les secteurs énergétique et agroalimentaire) a enregistré une baisse de 3,1 % d'un trimestre à l'autre. Le fléchissement de l'activité se retrouve dans toutes les grandes branches : par rapport au troisième trimestre, les biens intermédiaires reculent de 4,7 %, la branche automobile-biens d'équipement ménager de 3 %, les biens d'équipement professionnel de 1,2 %, et les biens de consommation courante de 3,8 %.

Le Festival de Cannes dans «le Monde»

Notre prochain supplément «Arts et Spectacles», qui paraîtra demain dans le Monde daté 9 mai, sera consacré essentiellement au Festival de Cannes. Il sera composé de quatre parties, correspondant à quatre continents : l'Europe, avec Roman Polanski, président du jury, Maurice Pialat pour son *Van Gogh*, Lars von Trier pour *Europa* - plus un personnage surprenant du cinéma soviétique ; l'Afrique, très présente au Festival ; l'Amérique, celle des Noirs, avec Spike Lee notamment, et celle du maccarthysme avec une interview de Robert De Niro ; l'Asie enfin, qui illustre un entretien avec Akira Kurosawa, dont le dernier film *Rhapsodie en août* est présenté hors compétition.

D'autre part, nous avons demandé à trente-cinq professionnels «ce qui différencie le cinéma de tout autre moyen d'expression, notamment audiovisuel...».

Du premier au dernier jour du Festival (soit du 10 mai, journal daté 11, au 20 mai, journal daté 21), le Monde consacrera à la manifestation une page quotidienne «Cannes 91».

L'affaire Carrefour du développement à la chambre d'accusation

M. Yves Chalié demande à bénéficier de l'amnistie

Au terme d'une instruction tumultueuse qui a duré près de cinq ans, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Albert Moaty, se prononcera, le 24 juin, sur le renvoi éventuel devant une juridiction de jugement de M. Yves Chalié et des quatorze personnes encore inculpées dans l'affaire du Carrefour du développement après le non-lieu partiel et l'amnistie dont a bénéficié, le 4 avril 1990, M. Christian Nucchi, ancien ministre socialiste de la coopération. M. Chalié a demandé à bénéficier de l'amnistie.

A l'audience du lundi 6 mai qui s'est tenue à huis clos conformément à la procédure d'instruction, l'avocat général Marie-Charlotte Pinot a demandé que M. Yves Chalié, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucchi, le colonel Victor Tito, chef de la mission militaire française au Burundi en 1984 et le commandant à la retraite René Trillaud, ancien chef du bureau de l'ordonnancement des dépenses au ministère de la coopération, soient renvoyés devant la cour d'assises pour y répondre notamment des crimes de «faux en écritures publiques» et «détournement de deniers publics» commis entre 1984 et 1986 et qui, selon l'accusation, porteraient sur un total de 26 719 175 francs.

En revanche, le tribunal correctionnel serait seul compétent pour juger les délits d'abus de confiance ou de faux en écritures privées reprochés à : trois transporteurs, MM. Philippe Leroy, alors gérant de la société de courtage et de transit SCOTRA, M. André Arnault, PDG de Best Transport International et Christian Bieher, PDG de la TCCI, l'ancien sous-préfet du Cher, M. Marie-Danielle Baisissin, la directrice de l'association Carrefour du développement, Michèle Breton-Naquet, M. Daniel Ronjat, imprimeur à Beaurepaire et Michel Dubois. Enfin, selon le parquet général, M. Rosemond Chalié, Maguy Baquin et Joëlle Jaglain, inculpées pour avoir profité des largesses de M. Chalié, Lucette Norbert, trésorière de l'association Promotion française, et M. Pierre Bodin devraient bénéficier d'un non-lieu.

Subtil distinguo

De leur côté, tous les avocats des inculpés ont demandé à la cour que leurs clients soient émis en cause dans les mêmes conditions que M. Nucchi. Ainsi, les Xévière de Roux et Grégoire Tinet, défenseurs de M. Chalié, se sont appuyés sur l'arrêt amnistiant l'ancien ministre de la coopération pour justifier leur demande. Cet arrêt donne une définition restrictive de la notion d'enrichissement personnel qui fait perdre le bénéfice de la loi d'amnistie du 15 janvier 1990. Pour les juges de la commission d'instruction

de la Haute Cour, «il y a enrichissement d'une personne physique ou morale en cas d'accroissement de la valeur de son patrimoine».

Ce subtil distinguo permet d'exclure de l'enrichissement les voyages, les repas, les dons et toute prodigalité qui ne se traduit pas par une augmentation du patrimoine. La recette juridique ayant bénéficié à M. Nucchi, les avocats de M. Chalié estiment qu'elle doit s'appliquer à leur client, qui n'a connu aucune augmentation de son patrimoine si l'on exclut celles qui sont compatibles avec ses revenus «officiels».

En outre, pour les avocats, c'est l'«équité» qui commande de ne pas renvoyer les subordonnés du ministre devant des juridictions de jugement alors que ce ministre a été amnistié.

M. Christian Nucchi est toujours dans le dossier, mais en tant que partie civile, puisque, dès le 30 juin 1986, il avait déposé une plainte contre son ancien chef de cabinet. Selon ses avocats, il se réjouit à la perspective d'un prochain procès public.

MAURICE PEYROT

Retrès à Cap Canaveral après une mission de neuf jours

Les astronautes de Discovery ont simulé la détection de missiles ennemis

Après avoir mené à bien une mission militaire de neuf jours, au cours de laquelle a été notamment simulée la détection de missiles ennemis, la NASA a fait atterrir, lundi 6 mai à 20 h 55 (heure française), la navette spatiale Discovery sur la piste de Cap Canaveral (Floride), de préférence à celle de la base aérienne californienne d'Edwards, balayée par les vents.

Plutôt enclin au secret ou, à défaut, à la fuite organisée d'informations, le Pentagone vient de déroger à ses règles en médiatisant comme jamais la toute dernière mission de la navette spatiale américaine Discovery. Faut-il y voir une conséquence des retombées de la guerre du Golfe, qui a tant fait pour l'image de l'armée aux États-Unis ? Faut-il y voir aussi une tentative de vendre l'initiative de défense stratégique (IDS), lancée par le président Reagan dans les années 80 et relativement critiquée par les élus en raison de son coût ?

Ou, plus prosaïquement, faut-il y distinguer la volonté délibérée du Pentagone d'aider la NASA, ébranlée ces derniers mois par toute une série de mésaventures qui ne sont pas sans lien avec la guerre du Golfe ? Sans doute un peu des trois hypothèses. L'occasion était d'autant plus excellente à prendre que cette mission a été, en dépit de quelques péripéties, un succès.

Neuf jours durant, les sept membres d'équipage se sont relayés pour mener à bien ce vol entièrement dédié à la «guerre des étoiles». Une phraseologie un peu rocambolesque qui, en fait, consacre un programme de l'IDS relatif à la détection des missiles ennemis et à la «signature» des

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Amusant

LES médias braquent tous les six mois leurs projecteurs sur la renaissance du nazisme ici ou là. Partout, sauf chez nous. C'est devenu ce qu'en jargon de métier on appelle un marronnier. Tien, pas plus tard que la semaine dernière, on y a encore eu droit. Crâne rasé, bottes militaires, deux, trois jeunes Berlinoises, ex-Allemandes de l'Est, complètement suivies, encouragées par nos caméras, sont venues nous donner bonne conscience. C'est pas en France, où l'extrême droite racole et escarole de plus en plus haut dans les sondages que ça arriverait. On oublie, on ne veut pas savoir qu'entre-temps elle est en totale déconfiture. Alors, bon, pas le peine de s'émouvoir.

Et puis là, ce matin, qu'est-ce que je trouve scotché sur mon écran, un article du *Harald Tribune*. Le centre Simon-Wissenschaft de Los Angeles a mis la main sur des jeux vidéo clandestins fabriqués en Californie à l'intention des Autrichiens et des Allemands. C'est quoi ? Un truc très chouette : l'holocauste revu et corrigé. S'agit pas seulement

d'exterminer les juifs, faut aussi, histoire de gagner la partie, faire passer un maximum de Turcs - eux, c'est leurs Arabes - au four crématoire.

Treblinka, Buchenwald, on n'a que l'embarras du choix. Un jeu passionnant, à la fois risqué et gratifiant : ou vous arrivez à vendre suffisamment de dents en or, d'alliances, de cheveux, d'abattage en peau et de bras aux industries locales pour payer le Zylon B destiné aux chambres à gaz ou vous êtes embarqué dans un train plombé. Autres variantes : le Test erlen conçu par l'Adolphe Hitler Software Ltd et le Test anti-Ture fourni par la compagnie Hitler-Hess.

Si ça marche ? Ben, oui, pas trop mal. D'après une enquête, deux étudiants autrichiens sur cinq avaient entendu parler de ces programmes, et beaucoup d'entre eux s'en étaient procurés. Les arguments de vente ne manquent pas, pensez ! Besoin de prendre sa revanche, de justifier la conduite de ses aînés, ou simple plaisir de torturer, de massacrer ses frères humains. Et pour ça, faut dire, la Shoah, c'est vraiment le pied.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Santé : «Une médecine encore libérale», par Pierre Castagnou. Médias : «Les leçons de Télé Free-Dom», par Séverine Roullière. «L'Europe et les morts de la route», par Christian Garraud. Bibliographie : «Le Bas-le-Bol des administrés», de Jean-Claude Delaune. 2

Tensions politiques en Israël

M. Bassmertnykh et M. Baker attendus à Jérusalem. 6

Les ennemis de santé de M. Bush

Le président a regagné la Maison Blanche. 6

L'anniversaire du 10 mai 1981

La campagne du Parti républicain. 8

Les travaux parlementaires

- L'Assemblée nationale approuve la réforme des caisses d'épargne. - Le Sénat modifie le texte sur les associations. 9

Sida

Un entretien avec le professeur Montagnier. 11

Fracas au cinéma

Un beau film d'Ettore Scola. 12

Donation Moreau-Nélaton au Grand Palais. Hommages à Delacroix et à Manet. 12

La prochaine saison des Opéras de Paris

Activités croisées pour Garnier et Bastille. 12

Diagonales

«Fils de quelqu'un», par Bertrand Poirot-Delpech. 13

SCIENCES • MÉDECINE

• Swaziland, un royaume face au Sida • Les Celtes, ces premiers européens • Le déraison des mathématiques. 15 à 16

SECTION B

Regroupement dans l'informatique

ATT rachète NCR. 17

Un «marché commun» dans le bassin de la Plata. L'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay signent un traité d'intégration économique. 17

Services

Abonnements. 19
Carnet. 22
Marchés financiers. 20
Météorologie. 23
Mois croisés. 22
Radio-Télévision. 23
Spectacles. 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 7 mai 1991 a été tiré à 515 843 exemplaires.

Coup d'envoi des instituts universitaires de formation des maîtres

Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a rendu publics, lundi 6 mai, les textes fixant les contenus d'enseignement et les modalités d'admission dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) qui doivent ouvrir leurs portes à la prochaine rentrée (le Monde du 18 avril).

Le recrutement des candidats commence cette semaine et il se poursuivra jusqu'à la mi-juin. Des allocations sont proposées pour inciter les étudiants à se diriger vers les carrières de l'enseignement. Pour l'année scolaire 1991-1992, 11 500 étudiants pourront en bénéficier et la répartition de ces allocations - académique par discipline et pour le second degré, discipline par discipline - est arrêtée. Cinq mille neuf cents allocations d'un montant de 30 000 francs seront attribuées, «en partie sur critères sociaux», à préciser la ministre, à des étudiants titulaires d'un DEUG et désirant passer une licence pour entrer ensuite dans un IUFM.

EN BREF

• CUBA : libération anticipée d'un militant des droits de l'homme. Le militant cubain des droits de l'homme, Eusebio Sanchez Santa Cruz, a été mis en liberté conditionnelle trois mois avant la fin de sa peine de deux ans de prison. Il a quitté dimanche 5 mai la prison d'Agüero, à 200 kilomètres de La Havane. Arrêté en août 1989, il avait été condamné pour diffusion de fausses nouvelles auprès de la presse étrangère. (Reuters).

• Athlétisme : nouveau record du monde à la perche pour Balha. - Le Soviétique Sergueï Balha a amélioré son propre record du monde de saut à la perche en franchissant 6,07 m lors d'une réunion d'athlétisme à Shizuoka (Japon), lundi 6 mai. Il avait établi son précédent record - 6,06 mètres - à Nice le 10 juillet 1988.

• Vol de quatre tableaux de Picasso à Prague. - Quatre œuvres de Pablo Picasso ont été dérobées le lundi 6 mai à la collection d'art contemporain de la Galerie nationale de Prague nos dernières éditions du 7 mai). Les quatre œuvres, qui datent de l'époque cubiste de peinture, *Absinthe* et une *Carte, Mandoline et un verre de Pernod*, *Table avec une coupe* et *Port de Cadix*, représentent une valeur globale de quelque 30 millions de dollars (environ 180 millions de francs). Le vol a eu lieu vers 4 heures du matin, les voleurs ont pénétré dans le bâtiment par une porte vitrée donnant sur le jardin qui jouxte le musée, réussissant à s'échapper entre le délestage du système d'alarme et l'arrivée de la police. Avec treize mille toiles et quatre cent mille dessins et esquisses, le musée de Prague renferme l'une des plus importantes collections d'objets d'art en Europe. (AFPAP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
ARTS
Le Monde et SPECTACLES

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 mai

Toujours faible

La Bourse de Paris a ouvert en léger repli mardi matin. Dès le début des transactions, l'indice CAC 40 s'inscrivait en retrait de 0,34 %. A l'issue d'une heure de transactions, les valeurs françaises n'avaient pratiquement pas varié, leur retard étant toujours voisin de 0,30 %. Dans ce contexte, on relevait parmi les plus fortes baisses celles de Metalenrop, Finaxtel, Saint-Louis. Du côté des hausses, on notait celles de CSEE, Immobilière Phénix, Moulins.

Chronologie

En raison de l'abondance de l'actualité, le journal de la «Chronologie» du mois d'avril est reporté.